

 IMPACT

BUSINESS

LE MAGAZINE DES ÉCONOMIES AFRICAINES

www.mag-impactbusiness.com

N°007 Décembre 2025 - Janvier 2026

**SÉNÉGAL**

L'attractivité en mot d'ordre

AFRIQUE
Le business du football

PI-SPI DE L'UEMOA
Les jalons d'un espace monétaire plus intégré

SEMESTRE DU DÉVELOPPEMENT DURABLE (#SDD)

Au programme :

- Formations internes RSE
- Webinaires spécialisés
- Forum des acteurs de la RSE

Période : Du 20 janvier
au 20 juin **2026**

Inscrivez - vous dès maintenant

Contactez- nous



+229 01 97 30 43 83



En cette fin d'année, nous remercions nos lecteurs, partenaires, sponsors et tous ceux qui suivent et soutiennent notre travail. Votre confiance nous motive à proposer des analyses fiables et des repères utiles dans un environnement qui change vite. Nous vous souhaitons de belles fêtes et une année 2026 porteuse d'opportunités et de réussite.

Merci de rester avec nous. À l'année prochaine.

ENSEMBLE POUR UNE SANTÉ ACCESIBLE ET DE QUALITÉ AU SÉNÉGAL

Tout pour la santé & le bien-être



MATÉRIEL MEDICAL



LABORATOIRE



DENTAIRE



PARAPHARMACIE



IMAGERIE MÉDICALE



SIMULATION MÉDICALE



CONSOMMABLE MÉDICAL



ORTHOPÉDIE



PUÉRICULTURE/NÉONATAL



PRODUITS BIO

Depuis plus de trois décennies, Delta Médical s'impose comme un acteur majeur du secteur de la santé au Sénégal. Spécialisée dans la **distribution de matériel médical, dentaire, de laboratoire et de parapharmacie**, l'entreprise accompagne au quotidien les professionnels et les particuliers avec des **solutions santé complètes** et fiables. **Distributeur officiel de Roche**, leader mondial du diagnostic, Delta Médical garantit à ses clients l'accès à des technologies reconnues pour leur précision et leur performance.

L'avenir de la santé, aujourd'hui

Delta Médical œuvre chaque jour pour que des soins de qualité soient accessibles partout au Sénégal. Forte de son **expertise** et de son **innovation**, elle s'affirme également comme le **partenaire privilégié** des professionnels de santé. **Proximité, formations continues, service après-vente dédié et service technique performant** garantissent des équipements parfaitement maîtrisés et des soins toujours plus sûrs.

Pionnier de l'innovation au service de la santé et de l'éducation en Afrique

Convaincue que la pratique est la clé de l'excellence, Delta Médical place l'**innovation** au cœur de la formation médicale au Sénégal. En intégrant la **simulation médicale** comme outil pédagogique majeur, l'entreprise prépare étudiants et professionnels aux réalités du terrain avec des **solutions technologiques de pointe**. Grâce à ses partenariats exclusifs, Delta Médical équipe universités, écoles de santé et centres de formation à travers le pays, et a récemment installé la **première table d'anatomie** en Afrique subsaharienne à l'Université de Ziguinchor. Animée par une **éthique rigoureuse** et une **vision** tournée vers l'avenir, Delta Médical confirme son rôle de pionnier de l'innovation au service de la santé.



11 Rue de Thiong - Dakar



delta@deltamedical.sn



+221 33 889 37 37



www.deltamedical.sn

Sommaire



BIDC : Le premier bureau régional de la banque s'ouvre à Abidjan



Plateforme de paiement instantané de la BCEAO : PI-SPI pose les jalons d'un espace monétaire plus intégré de l'UEMOA



RSE au Sénégal : Le Label du CNP consacre une nouvelle ère de l'entreprise citoyenne

05 Éditorial

07 En brèves

Développement

10 Investissements directs étrangers au Sénégal : Le pays reste attractif malgré les ambitions de souveraineté

12 Construction d'un chemin de fer transfrontalier : La Tanzanie et le Burundi lancent les rails de l'unité

13 Fonction publique : Le Mali fiabilise la gestion de ses effectifs

14 Marché Dantokpa : Un déplacement entre progrès annoncé et inquiétudes réelles

Spécial Sénégal

17 Un PRES pour l'embellie économique...

30 Mody GUIRO, secrétaire général de la Confédération Nationale Des Travailleurs du Sénégal : « Le dialogue social pour que les gens ne sortent pas dans la rue »

35 Galerie de portraits : Les moteurs de l'économie au Sénégal...

Publi-reportage

42 Choiseul Africa Business Forum 2025 : PORTEO

Group affiche son ambition continentale

Tableau de Bord

44 CAN 2025, le miroir d'un continent

Champions du mois

46 THIERRY HOT : Le globetrotter prend ses quartiers à la BAD

Mines et Industrie

50 Inauguration de la deuxième mine de lithium du Mali : Les promesses d'un partenariat Mali-Chine-Royaume-Uni

Banque et Finances

54 Banque : Orabank fragilisée par la BCEAO

Ports & Aéroports

56 AGPAOC 2025 : Le Port d'Abidjan réaffirme son leadership régional

Dossier

63 École de football en Afrique : Au commencement étaient Salif Keita et Jean-Marc Guillou

Agriculture

84 Centrafrique : La dépendance au congelé inquiète

Zone Franche

86 Une bonne gouvernance démocratique pour une bonne gouvernance économique...

Administration / Marketing

Président Directeur Général
Léon Anjorin KOBODEU

Directeur du Développement
Conseil Spécial de l'éditeur,
Contributeur
Noël YAO

Directrice Commerciale - Stratégie & Relations Clients
Séphora Laurie ADOMOU

RÉDACTION

Directeur de la Publication
Mamadou Lamine DIATTA

Directeur des Rédactions,
Chargé des Suppléments
Josué Blaise MBANGA KACK

Directeur Éditorial

Eric CHINJE

Conseiller Editorial

Jean Victor NKOLO

Rédactrice en Chef

Ronie Floride AGAMMA

Secrétaire de Rédaction

Jesdias LIKPETE

Direction artistique /

Maquette

Isidore Cossi AZA

IMPACT BUSINESS est édité

par
MINDO CONSULTANTS,
imprimé à 10.000 exemplaires

Tél : 00229 0197304383

Whatsapp : 0033 651154655
Maro militaire, rue 203,
proche Bâtimat, Cotonou

Editorial

Par Mamadou Lamine DIATTA



Le Roi FMI chouchoute Abidjan et fait languir Dakar

Plusieurs analystes de l'économie africaine ont toujours ressassé des poncifs du genre : « Le FMI n'a jamais développé un pays et il faut travailler à se passer de ce pilier du capitalisme ». Un discours guerrier, pour ne pas dire souverainiste. Le problème, c'est que cet argumentaire ronronnant souffre d'une tare originelle : les pays d'Afrique subsaharienne sont, pour la plupart, des importateurs nets de produits alimentaires malgré l'abondance des ressources hydriques, un ensoleillement favorable et des terres arables à perte de vue. À ce jour, le continent dispose pourtant de 60 % des terres agricoles inexploitées dans le monde. Notre dépendance au FMI, symbole achevé du grand capital, est donc pleinement actée, d'autant que nous ne produisons pas assez et ne transformons que marginalement les innombrables richesses tirées de notre sol et de notre sous-sol. Faut-il le rappeler ? Le FMI n'a pas l'impact déterminant de la Banque mondiale ou de la Banque africaine de développement (BAD), deux institutions financières qui demeurent décisives dans la trajectoire économique et le progrès collectif de nos jeunes nations. À titre d'exemple, la BAD a financé le pont de la Sénégambie, reliant le Sénégal à la Gambie et assurant ainsi la continuité territoriale avec un accès plus fluide à la Casamance. Le FMI ne finance donc pas le développement des pays africains : ce n'est pas son cœur de métier. Mais il demeure une caution capitale et incontournable, ouvrant aux États l'accès aux grands marchés financiers internationaux. Autrement dit, mieux vaut entretenir de bonnes relations avec cette institution que s'exposer à ses foudres, potentiellement désastreuses, voire mortelles. C'est trivialement ce que comprend mieux Abidjan que Dakar.

À la suite de la récente présidentielle remportée par le président Ouattara avec un score qualifié de soviétique, le Fonds a accordé 471 milliards de FCFA, soit environ 843 millions de dollars, à la Côte d'Ivoire pour « soutenir sa stabilité économique ». Un langage diplomatique qui revient à récompenser un élève assidu, appliqué, attentif et en rien turbulent.

Ce décaissement, validé par le conseil d'administration du FMI, reflète la confiance renouvelée des bailleurs internationaux envers les politiques publiques et la gouvernance du géant ivoirien, considéré comme le moteur économique de l'UEMOA. Économiste chevronné maîtrisant à la perfection les arcanes et le mode de fonctionnement du FMI, le chef de l'État ivoirien connaît bien la maison pour avoir été, dans une autre vie, directeur général adjoint du gendarme financier mondial. « La Côte d'Ivoire continue d'afficher une performance macroéconomique solide, soutenue par une croissance dynamique et des efforts constants de bonne gouvernance », indique la mission du FMI. Un atout non négligeable pour stimuler les investissements publics, construire de nouvelles infrastructures structurantes et stabiliser le pays par ricochet. En revanche, dans l'entendement des gourous du FMI, le Sénégal souverainiste du tandem Diomaye-Sonko apparaît plutôt comme un élève turbulent qui donne régulièrement du fil à retordre au maître. Depuis l'arrivée au pouvoir de l'actuel régime, en mars 2024, le FMI traîne les pieds pour délivrer son fameux quitus. Pire, le Sénégal n'a encore reçu aucun centime de l'institution. Un programme de 1,8 milliard de dollars a en effet été gelé, le temps d'éclaircir la découverte rocambolesque de dettes non déclarées par l'ancien gouvernement. Le montant astronomique de ces emprunts dissimulés, 7 milliards de dollars, place le Sénégal sous haute surveillance aux yeux des hauts responsables du FMI. Résultat : le gel de ce programme-pays s'apparente à une lourde sanction, un signal fort envoyé aux autres pays africains quant au respect de l'orthodoxie budgétaire et de la transparence sur les engagements financiers internationaux. In fine, Dakar se retrouve entre le marteau et l'enclume, tandis que les plus hautes autorités du pays semblent désormais assises sur des charbons ardents à mesure qu'elles découvrent les réalités du pouvoir. Ces divergences avec les garants de la stabilité financière mondiale alimentent les inquiétudes, voire certaines réticences des investisseurs, dans un moment crucial marqué par l'impatience du pays à renforcer son attractivité pour regagner la confiance des marchés.

BIDC

Le premier bureau régional de la banque s'ouvre à Abidjan



La Banque d'Investissement et de Développement de la CEDEAO (BIDC) a ouvert lundi 1er décembre 2025, à Abidjan, son premier bureau régional. Installé à l'immeuble Sama, au Plateau, ce bureau voit le jour à la suite d'un accord signé le 12 mai dernier entre la banque et l'État ivoirien. L'ouverture vise à renforcer les engagements de l'institution dans la sous-région et à poursuivre son soutien au développement socio-économique.

L'objectif de la BIDC, à travers ce premier bureau régional, est de consolider la mise en œuvre de son plan stratégique en se rapprochant des partenaires existants et potentiels en Côte d'Ivoire et dans les États membres voisins, tout en facilitant des interventions à fort impact. Ce bureau doit également permettre à la banque de consolider sa crédibilité, sa réputation et sa stratégie afin d'accroître l'impact de ses opérations au bénéfice des populations.

Côte d'Ivoire

S&P maintient la note du pays à "BB"

Le 14 novembre 2025, l'agence de notation S&P Global Ratings a annoncé le maintien de la note souveraine de la Côte d'Ivoire à "BB" assortie d'une perspective stable. À l'issue des élections présidentielles d'octobre 2025, S&P anticipe une continuité des politiques publiques axées sur les investissements dans les infrastructures, l'agro-industrie, les secteurs extractifs et le capital humain. L'agence souligne également des termes de l'échange favorables, portés par les prix du cacao et de l'or, qui ont contribué à réduire les déséquilibres externes du pays et à renforcer les réserves de change auprès de la BCEAO. S&P relève enfin la gestion proactive de la dette et la

solidité des relations avec les bailleurs de fonds, qui ont permis de contenir la hausse des coûts de financement par rapport aux pairs régionaux. Pour la période 2025-2028, l'agence prévoit un déficit public stable autour de 3% du PIB en moyenne, conforme à la norme de convergence de l'UEMOA, ainsi qu'un taux de croissance moyen de 6,5%. Le déficit courant devrait, lui, se maintenir autour de 2,4% du PIB en moyenne.



Afrique de l'ouest et du centre

Une stratégie numérique commune pour 2030



Réunis à Cotonou les 17 et 18 novembre, les ministres du numérique d'Afrique de l'Ouest et du Centre ont donné une impulsion politique rare à l'accélération de la transformation digitale du continent. Au terme de deux jours de travaux, les pays ont adopté

la Déclaration de Cotonou. Ce document fixe un cap ambitieux d'ici 2030. Il prévoit un accès abordable et fiable au haut débit pour 90 pour cent de la population, le déploiement d'infrastructures publiques interopérables comme l'identité numérique et les systèmes de paiement, la mise en place de cadres harmonisés pour la cybersécurité, la gouvernance des données et l'intelligence artificielle, ainsi que le doublement du commerce électronique intra africain. Les États s'engagent aussi à former 20 millions de personnes aux compétences numériques de base et à créer deux millions d'emplois et d'opportunités entrepreneuriales pour les jeunes et les femmes.



ENTRE PERFORMANCE ET SOLIDARITÉ, LE MODÈLE LONACI

M. DRAMANE COULIBALY

Directeur Général de la LONACI,
Président de l'Association des Loteries d'Afrique

Monsieur le Directeur Général, la LONACI affiche des résultats remarquables. Comment expliquez-vous cette performance ?

Ces résultats sont d'abord le fruit d'une gouvernance rigoureuse, d'une stratégie claire et de l'engagement de nos collaborateurs. En 2024, nous avons atteint près de 600 milliards de FCFA de chiffre d'affaires, pour être plus précis, ce sont 561 milliards de FCFA et 18 milliards de FCFA de résultat net. Cela démontre qu'une entreprise publique, bien gérée, peut être performante et compétitive.

Au-delà des chiffres, quelle est la véritable mission de la LONACI ?

Notre mission est de mobiliser l'épargne publique volontaire à travers une offre de jeux attractive, intégrée et responsable, de contribuer activement au développement économique et social de la Côte d'Ivoire.

Cette mission dépasse largement le jeu. Nous sommes une entreprise citoyenne dont l'objectif est de créer de la valeur économique, mais surtout de la redistribuer au service du bien-être des populations.

La Fondation LONACI est souvent citée comme le bras social de l'entreprise. Que représente-t-elle concrètement ?

La Fondation LONACI est un outil puissant de solidarité. Elle finance la construction et la réhabilitation d'écoles et de centres de santé, l'équipement d'hôpitaux et le soutien à des projets communautaires. Chaque franc investi par la Fondation est destiné à améliorer directement la vie des populations.

En 2024, la Fondation LONACI a consacré 6,75 milliards de FCFA à la réalisation des œuvres sociales contre 5,6 milliards de FCFA en 2023.

Cette enveloppe qui s'accroît d'année en année, est partie de 1,45 milliards de FCFA en 2019 à la création de la Fondation LONACI pour atteindre 6,75 milliards FCFA en 2024.

Quelles réalisations vous rendent le plus fier dans ce domaine social ?

Ce sont les visages des bénéficiaires qui me marquent le plus. Voir un enfant reprendre le chemin de l'école, une communauté accéder à des soins de qualité, ou un village bénéficier d'un accès à l'eau potable à travers la construction d'une pompe Hydraulique Villageoise Améliorée (HVA) ou encore d'un foyer polyvalent, voilà notre vraie victoire.

Comment conciliez-vous performance économique et responsabilité sociale ?

Pour nous, l'un ne va pas sans l'autre. La performance économique n'a de sens que si elle se traduit par un impact positif pour les populations. La rentabilité et la solidarité sont les

deux piliers de notre modèle.

Ainsi chaque année, notre engagement va croissant pour doter la Fondation de plus de ressources financières afin d'améliorer le bien-être de nos populations.

La LONACI a aussi entrepris une transformation digitale. Quels en sont les résultats ?

La digitalisation de nos services a renforcé la transparence, la proximité avec nos clients et la sécurité des transactions. Elle a également permis d'élargir notre base de joueurs et donc de consolider nos performances.

La digitalisation vient également renforcer notre résilience avec une alternative au réseau de vente physique. Le canal de vente digitale a contribué en effet à plus de 13% dans notre chiffre d'affaires de 2024.

Vous êtes également président de l'Association des Loteries d'Afrique (ALA). Quelles sont vos priorités à ce niveau continental ?

Notre ambition est de faire des loteries africaines de véritables leviers de développement. Nous travaillons sur la bonne gouvernance, l'innovation et la responsabilité sociale, afin que chaque loterie contribue au progrès de son pays.

Quel rôle la LONACI joue-t-elle dans l'économie ivoirienne ?

La LONACI est un acteur clé de l'économie nationale. Nous créons des milliers d'emplois directs et indirects, générant des recettes pour l'Etat et finançant des projets sociaux structurants. Notre impact est à la fois économique et sociétal. Notre entreprise a réalisé encore des performances appréciables, en 2024. Ainsi, le montant total des gains distribués aux gagnants s'est élevé à 288 milliards de FCFA.

Nos partenaires du réseau de distribution ont reçu des commissions d'un montant global de plus de 48 milliards de FCFA.

Nous avons aussi apporté une contribution significative au financement du budget de l'Etat, à travers le paiement d'une redevance d'environ 15 milliards de FCFA et plus de 8,28 milliards de FCFA au titre des impôts.

Comment voyez-vous l'avenir de la LONACI ?

Nous allons poursuivre notre transformation, innover davantage et élargir nos partenariats. Notre objectif est d'abord de rester parmi les meilleures entreprises de Côte d'Ivoire, tout en renforçant notre rôle d'acteur social et citoyen. Par ailleurs, à l'horizon 2030, la LONACI ambitionne d'être le leader régional du secteur des jeux au service des collectivités.

Cette vision positionne la LONACI au-delà de nos frontières nationales, affirmant ainsi une ambition régionale ●



Plateforme de paiement instantané de la BCEAO PI-SPI pose les jalons d'un espace monétaire plus intégré de l'UEMOA

Après son lancement réussi le 30 septembre 2025 à Dakar par la BCEAO, la Plateforme Interopérable du Système de Paiement Instantané de l'UEMOA est entrée dans sa phase active. PI-SPI n'est pas une simple formule scientifique, mais une solution qui lève les barrières ayant jusque-là ralenti les transactions financières. Elle démocratise par la même occasion l'accès aux moyens de paiement.

► Par Bacary DABO

PI-SPI, la plateforme qui redéfinit les paiements instantanés dans l'UEMOA, est désormais opérationnelle. Les 70 institutions financières habilitées à mettre cette innovation à la disposition du grand public, soit 58 banques, 6 Etablissements de Monnaie Électronique et 6 institutions de microfinance, sont connectées.

Ce déploiement donne corps aux propos de Monsieur Jean-Claude Kassi BROU, Gouverneur de la BCEAO, lors du lancement officiel. « L'infrastructure dénommée PI-SPI est l'aboutissement d'une vision commune des Autorités de l'Union, portée par la Banque Centrale. Celle d'un écosystème financier plus inclusif, plus dynamique et plus performant, répondant aux besoins des populations de



l'UEMOA. Les objectifs recherchés sont notamment : renforcer l'inclusion financière, réduire l'usage des espèces, soutenir l'innovation et consolider l'intégration économique et financière », a-t-il souligné. Dans un espace économique où le paiement électronique est devenu un catalyseur de croissance, la plateforme PI-SPI s'impose comme l'un des chantiers technologiques les plus structurants menés par la Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest. Conçue pour moderniser, fluidifier et sécuriser les transactions dans les huit pays de l'Union, elle ouvre une nouvelle ère pour les acteurs bancaires, les fintechs et les usagers. Cette innovation majeure reposera sur un jeu central : l'interopérabilité totale. L'un des défis historiques du secteur financier régional était la fragmentation des infrastructures de paiement. Les opérations de Mobile money, les cartes bancaires ou encore les virements fonctionnaient chacun dans leur propre environnement, limitant la fluidité des transferts de monnaie électronique et augmentant les coûts. Présentée par les services de la BCEAO comme un changement majeur, PI-SPI, en plus de l'interopérabilité, standardise les processus, réduit les délais de règlement et améliore la traçabilité des transactions. En offrant un cadre technique unifié d'échanges aux acteurs, elle met fin aux silos technologiques et contribue à un espace monétaire plus intégré.

Un outil au service de la souveraineté financière

Sur un marché où les solutions de paiement sont souvent importées, la PI-SPI incarne, selon les spécialistes, un choix stratégique à savoir "doter l'UEMOA d'une infrastructure régionale souveraine, contrôlée et opérée localement". Selon eux, cette maîtrise technologique renforce la résilience des systèmes financiers nationaux et limite la dépendance à des prestataires étrangers, souvent coûteux et peu adaptés aux réalités des pays de l'UEMOA. Ils y voient aussi un accélérateur d'innovation pour les banques et les fintechs. L'ouverture de la plateforme crée ainsi un terrain propice à de nouveaux services, à savoir des portefeuilles numériques interopérables, des solutions de micro-paiement, des services de paiements régionaux instantanés, des outils de scoring basés sur les données transactionnelles. Les fintechs peuvent élargir leur marché et les banques renforcer leur compétitivité. PI-SPI devient ainsi un "levier d'innovation et d'inclusion financière", dans un espace où plus de 60 % des transactions s'effectuent encore en espèces. Elle s'impose comme un moteur essentiel de l'intégration économique régionale. Au-delà de ses performances techniques, ses retombées économiques sont majeures.

Un accélérateur du commerce intra-communautaire

Les analyses consacrées à cette initiative montrent que l'unification des paiements facilite la mobilité des capitaux, soutient le commerce intra-communautaire et renforce la convergence des marchés. Dans une région qui veut attirer davantage d'investissements et dynamiser les échanges, PI-SPI joue le rôle de "connecteur économique régional". Elle prépare aussi un marché des paiements plus compétitif et plus sûr dans le contexte de la Zone de libre-échange continentale africaine (Zlecraf). Elle devrait lever plusieurs barrières qui freinaient les échanges, notamment la diversité des moyens de paiement. Selon les spécialistes, la standardisation apportée par PI-SPI permettra une baisse progressive des coûts, une intensification de la concurrence et une transparence accrue pour les usagers. La plateforme renforce également la lutte contre la fraude et le blanchiment de capitaux grâce à une meilleure identification des flux et une supervision plus efficace. Tout cela compose une révolution discrète mais déterminante. Pour ces observateurs, PI-SPI dépasse largement le cadre d'un projet technologique : elle constitue un pilier majeur de la transformation économique de l'UEMOA. En favorisant l'interopérabilité des paiements, elle ouvre la voie à un marché plus intégré, plus innovant et plus inclusif, comme l'a souligné le Gouverneur BROU. Dans un contexte où la digitalisation devient un levier central de compétitivité, cette plateforme s'impose comme l'un des moteurs les plus puissants de la modernisation financière régionale.



Jean-Claude Kassi BROU, Gouverneur de la Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO)

Investissements directs étrangers au Sénégal

Le pays reste attractif malgré les ambitions de souveraineté

Porté par des réformes structurelles et une diversification économique assumée, le Sénégal s'impose comme une destination clé pour les capitaux internationaux.

► Par Bacary DABO

Entre 2022 et 2024, une période pourtant marquée par des tensions politiques, le Sénégal a attiré environ 2,5 milliards de dollars d'investissements directs étrangers. Cela représente entre 6 et 8 % du PIB national, confirmant le statut du pays comme destination privilégiée des capitaux internationaux, malgré la prudence affichée par certaines agences de notation. À la clôture du Forum Investir au Sénégal, le Premier ministre Ousmane Sonko a annoncé plus de 13 200 milliards de FCFA (environ 23,5 milliards de dollars) d'engagements d'investissement, bien au-delà des 10 000 milliards espérés. S'y ajoutent 51 projets et conventions signés, signe d'un intérêt constant de la communauté internationale. Des données qui confirment que le climat des affaires sénégalais demeure solide et attractif. Longtemps perçu comme un marché modeste, le Sénégal a opéré une transformation notable pour se hisser dans le cercle des économies africaines les plus dynamiques. Pour plusieurs spécialistes, cette montée en puissance n'est pas le fruit du hasard, mais résulte d'une vision stratégique et de réformes ciblées visant à moderniser l'environnement économique.



Lors d'une récente intervention, l'économiste industriel Mamadou Lamine Ba, acteur majeur de cette transformation, évoque « un climat d'investissement en pleine effervescence ». Selon lui, les chiffres parlent d'eux-mêmes. En une décennie, les flux d'IDE sont passés de moins de 400 millions de dollars en 2012 à une moyenne de 2,5 milliards de dollars par an sur la période 2022-2024. Cette performance remarquable, équivalant à 6 à 8 % du

PIB, place désormais le pays dans le peloton de tête des destinations africaines, aux côtés de géants traditionnels comme le Nigéria ou l'Égypte. Cette dynamique s'inscrit dans un contexte continental favorable où l'Afrique attire globalement près de 100 milliards de dollars d'IDE par an. Le Sénégal, lui, capte une part significative de ces flux en se positionnant comme un « véritable hub logistique et de services », à forte valeur ajoutée.

Une économie résiliente portée par de nouveaux relais de croissance

La résilience économique du Sénégal repose sur une diversification progressive de ses moteurs de croissance. Si les secteurs traditionnels comme la pêche et le tourisme ont longtemps constitué le socle de l'activité économique, de nouveaux secteurs se sont affirmés. Le secteur minier en fait partie. Lors du Salon international des mines (Sim), le 4 octobre 2025 à Dakar, le président Bassirou Domaye Faye a rappelé que les mines, notamment autour du phosphate et de l'or, connaissent une expansion notable, générant des revenus nouveaux et attirant davantage d'investissements. Le pays est également devenu producteur de pétrole et de gaz. Un secteur désormais structurant. Pour 2025, les recettes issues des hydrocarbures représentent 1,5 % des recettes budgétaires totales. Sur les années à venir, l'impact sur le PIB devrait être plus marqué, soutenant une croissance économique attendue à deux chiffres. Les projections à long terme suggèrent des revenus annuels potentiels de 700 milliards de FCFA sur 30 ans issus du pétrole et du gaz. Une ressource clé pour financer les ambitions économiques nationales. L'agro-industrie et l'horticulture poursuivent leur modernisation, renforçant leur potentiel d'exportation et leur capacité à générer de la valeur ajoutée locale. Le secteur tertiaire, lui, connaît une forte accélération, porté par les services bancaires, les transferts d'argent, la logistique et le transport. Cette tertiarisation, signe de maturité économique selon plusieurs



analystes, reste un levier d'innovation encore sous-exploité. Certains estiment même que l'économie pourrait se structurer davantage autour de la transformation du phosphate. Une meilleure optimisation de ces secteurs pourrait, selon ces experts, propulser le pays vers des taux de croissance « très forts » et un niveau de développement « assez acceptable ».

L'offensive du régime Diomaye-Sonko

Malgré le discours de l'actuel régime en faveur de la souveraineté économique, les IDE occupent une place de choix dans la stratégie de financement du développement. En septembre 2025, l'Assemblée nationale a adopté le nouveau Code des investissements, une étape saluée par l'APIX SA comme un progrès supplémentaire dans l'amélioration du climat des affaires. Selon l'Agence, ce nouveau cadre confirme la volonté du pays de moderniser son dispositif juridique et institutionnel pour consolider sa position parmi les destinations d'affaires les plus attractives du continent. Le texte introduit des innovations majeures, notamment la simplification et la digitalisation des procédures via un guichet unique entièrement dématérialisé. « Ce Code a été conçu dans un esprit inclusif, en concertation avec l'ensemble des acteurs publics et privés, avec pour objectif de moderniser le cadre légal et de le rendre plus compétitif. Nous invitons donc tous les investisseurs à participer à ce processus de transformation, pour un Sénégal souverain, plus juste et tourné vers une prospérité partagée », martèle Bakary Séga Bathily,

directeur général de l'APIX SA. Parmi les mesures phares, on note des délais de traitement ramenés à moins de 10 jours ouvrables, des incitations fiscales et douanières stables (3 ans à Dakar et Thiès, 5 ans dans les autres régions), de nouveaux régimes ciblés pour les investissements stratégiques ou socialement responsables, ainsi que le renforcement des garanties liées au transfert de capitaux, à la convertibilité des devises, à l'accès aux matières premières et au règlement des différends.

Des défis structurels malgré la bonne dynamique

Malgré ce bilan très positif, des défis structurels persistent. Les principaux moteurs de l'économie restent largement contrôlés par des acteurs non nationaux et la valeur créée n'est pas entièrement réinvestie localement. Par ailleurs, la volonté du Premier ministre Ousmane Sonko de renforcer le rôle des fonds domestiques ne pourra se concrétiser qu'à long terme. Pour cela, il faut réduire les coûts et freins qui pèsent sur l'environnement des affaires, notamment le coût du foncier, et poursuivre les réformes institutionnelles pour améliorer la compétitivité du pays. Enfin, un enjeu majeur demeure la transformation des intentions d'investissement recueillies lors des forums en projets concrets générateurs d'emplois et de développement sur tout le territoire, et pas seulement dans la région de Dakar. Le succès futur du Sénégal dépendra de sa capacité à convertir son attractivité économique en une prospérité réellement partagée.

Construction d'un chemin de fer transfrontalier

La Tanzanie et le Burundi lancent les rails de l'unité

La Tanzanie et le Burundi ont lancé en août 2025 un projet ferroviaire transfrontalier sans précédent en Afrique de l'Est. Un projet d'envergure qui ouvre la voie à une nouvelle dynamique commerciale en Afrique de l'Est.

► Par Roger KABENGELE

D'une longueur de 240 kilomètres, entre Uvinza et Musongati, ce chemin de fer porte l'ambition des deux voisins de miser sur une intégration économique concrète, faite d'acier et d'ambition. Estimé à 2,15 milliards de dollars, le projet reliera la région tanzanienne de Kigoma au cœur minier du Burundi, ouvrant un axe logistique décisif pour toute l'Afrique de l'Est. Confié à un consortium mené par China Railway Engineering Design and Consulting Group, le projet doit durer six ans et s'intégrer au corridor ferroviaire à écartement standard de la Tanzanie, maillon essentiel entre l'intérieur du continent, notamment la zone riche en nickel de Musongati, et le port stratégique de Dar es Salaam. À terme, il assurera une liaison directe entre le port stratégique de Dar es Salaam et la zone riche en nickel de Musongati. « Une fois achevé, ce chemin de fer permettra aux passagers de voyager de Musongati à Dar es Salaam en une seule journée », s'est félicité le Premier ministre tanzanien Kassim Majaliwa lors de la pose de la première pierre. Actuellement, les camions mettent près de quatre jours pour relier Bujum-



bura à la côte ; le rail réduira ce trajet à une vingtaine d'heures.

Un corridor vers la puissance régionale

Mais au-delà de la prouesse technique, c'est toute une dynamique régionale qui s'esquisse. Le transport ferroviaire, plus rapide, plus sûr et jusqu'à 40% moins cher que la route, promet de renforcer la compétitivité des exportateurs tanzaniens et burundais, tout en réduisant sensiblement les émissions de carbone. Des milliers d'emplois directs et indirects verront le jour, des ingénieurs aux logis-

ticiens, stimulant la croissance de villes de l'intérieur comme Morogoro, Dodoma ou Tabora. Et ce n'est qu'un début. Le ministre tanzanien des Travaux publics, Makame Mbarawa, a déjà annoncé l'ambition d'étendre le corridor vers l'est de la République Démocratique du Congo, pour, à terme, relier le réseau jusqu'à la côte atlantique. Un projet qui, s'il aboutit, pourrait redessiner la carte du commerce continental d'ici 2031 : un rail de développement, un trait d'union entre les peuples, et un symbole d'une Afrique qui avance, soudée sur ses propres rails,

Fonction publique

Le Mali fiabilise la gestion de ses effectifs

Dans plusieurs pays africains, la gestion des ressources humaines dans la fonction publique est un enjeu majeur. Pour y répondre, le Mali mise sur le Système intégré de gestion des ressources humaines (SIGRH).

► Par Oussouf DIAGOLA

La mise en œuvre du SIGRH marque une avancée décisive dans la modernisation de la fonction publique malienne. Ce système numérique centralisé, financé par le budget national, vise à fournir à l'État un fichier unique et sécurisé des agents publics, facilitant une gestion rigoureuse et transparente de la masse salariale. Son objectif est double : planifier plus efficacement les carrières dans la fonction publique nationale et territoriale, et surtout éliminer les agents fictifs qui pèsent lourdement sur les finances publiques. Le recensement biométrique mené entre 2022 et 2024 a permis d'enregistrer plus de 158 000 agents, dont 122 000 ont été physiquement identifiés. En revanche, environ 36 000 agents n'ont pas pu être localisés dans un premier temps. Selon le gouvernement, cette situation représentait un coût annuel d'environ 48 milliards de FCFA pour

le budget national. Des corrections ont ensuite été apportées au fichier afin d'en renforcer la fiabilité, notamment grâce à la suppression des doublons et à l'intégration des agents omis. « À l'échelle continentale, plusieurs pays ont adopté ou expérimenté des systèmes intégrés similaires. Au Burkina Faso, en Côte d'Ivoire et au Sénégal, des initiatives de centralisation des données biométriques des fonctionnaires ont été lancées afin d'améliorer la transparence et contrôler les effectifs », fait remarquer Aida Mboup, directrice générale du cabinet HDC, Human Drive Consulting, basé au Sénégal et en France. L'initiative Millennium Challenge Account (MCA), coopération américaine aujourd'hui fermée, a soutenu la modernisation des ressources humaines dans certains pays comme le Ghana et le Kenya grâce à la digitalisation des paies et aux campagnes de recensement. Contrairement au Mali, ces pays ont bénéficié d'un

appui international plus important avec des programmes pluriannuels. L'objectif reste toutefois le même : rationaliser la fonction publique, éviter les doublons et mieux planifier les ressources humaines. « La réussite malienne pourrait inspirer d'autres pays à privilier des solutions souveraines et adaptées aux réalités locales, tout en s'inscrivant dans une dynamique régionale d'amélioration des performances de la fonction publique », souligne Bakary Coulibaly de ICP Emploi, un cabinet indépendant spécialisé dans les marchés publics et privés en Afrique subsaharienne. Le SIGRH malien s'inscrit ainsi dans une dynamique panafricaine de réforme administrative, où la maîtrise rigoureuse des effectifs et la lutte contre les agents fictifs sont essentielles pour restaurer la confiance et optimiser les dépenses publiques. La pérennité du système dépend désormais de son appropriation par les agents, de l'amélioration continue des outils numériques et de l'interconnexion des administrations. Le Mali offre aujourd'hui un exemple prometteur d'outil souverain et adapté, qui pourrait inspirer d'autres pays africains à renforcer leurs politiques de gestion publique tout en préservant leur autonomie technologique et institutionnelle.





Marché Dantokpa

Un déplacement entre progrès annoncé et inquiétudes réelles

Symbol du commerce béninois, véritable cœur battant de l'économie nationale et plaque tournante des échanges en Afrique de l'Ouest, le marché Dantokpa s'apprête à tourner une page de son histoire.

► Par Kevin da SILVA

Le gouvernement béninois a lancé un vaste projet de relocalisation de ce gigantesque marché vers des infrastructures plus modernes. Un tournant présenté comme une opportunité économique majeure, mais qui suscite aussi de profondes inquiétudes chez les commerçants qui y ont bâti leur vie. Cette décision de l'État répond aux impératifs de la stratégie de réorganisation commerciale du Grand Nokoué. Deux nouveaux

sites structurants sont en cours d'aménagement pour accueillir progressivement les activités de ce marché. Le premier est le « Pôle commercial Général Mathieu Kérékou (GMK) », situé autour du stade de l'Amitié de Cotonou. Conçu comme un espace moderne et spécialisé, il regroupera quatre grandes filières, à savoir le textile, la maroquinerie, la cosmétique et la bijouterie, offrant ainsi aux commerçants un cadre plus organisé et adapté aux standards actuels. Le second emplacement prévu

pour cette relocalisation est le « Pôle agroalimentaire du Grand Nokoué », encore appelé « Marchés de gros d'Akassato ». Situé dans la ville d'Abomey-Calavi, à une dizaine de kilomètres de Cotonou, il est l'un des plus vastes projets logistiques du pays, bâti sur 168 hectares et doté de six entrepôts secs et de deux entrepôts frigorifiques. Il accueillera les principaux grossistes en céréales, tubercules, oignons, haricots, maïs et autres denrées de grande consommation. La mise en service officielle

de ces infrastructures est annoncée pour le 15 janvier 2026.

Le plus grand marché à ciel ouvert d'Afrique de l'ouest

Avec ses plus de 30 hectares, ses dizaines de milliers de commerçants et ses flux financiers évalués à plusieurs centaines de milliards de francs CFA par an, Dantokpa est bien plus qu'un marché : c'est une véritable institution économique. Pour le Docteur Gérard Sokegbe, macroéconomiste, le poids de Dantokpa dans l'économie béninoise est incontestable. « Le marché Dantokpa est le plus grand marché à ciel ouvert d'Afrique de l'Ouest et il occupe une place centrale dans l'économie béninoise. On estime qu'il concentre des dizaines de milliers d'acteurs directs (commerçants, revendeurs, transporteurs, manutentionnaires) et qu'il génère des flux financiers quotidiens de plusieurs milliards de francs CFA », explique-t-il. Au-delà de sa taille, Dantokpa joue un rôle stratégique dans les échanges régionaux. Des milliers de produits béninois, mais aussi nigérians, ivoiriens ou burkinabè y transitent chaque jour. Le marché constitue un véritable hub économique sous-régional, dont la contribution au produit intérieur brut (PIB) tertiaire du Bénin, bien que difficile à quantifier officiellement, demeure significative.

Un projet de modernisation aux promesses économiques

Pour l'État, le déplacement de Dantokpa vise avant tout à désengorger Cotonou et à moderniser son système commercial. Selon le Docteur Sokegbe, les retombées économiques attendues sont multiples. « On peut espérer une meilleure organisation de l'offre et de la logistique, une réduction des pertes liées aux mauvaises conditions de stockage et une amélioration

de l'attractivité du commerce béninois vis-à-vis des partenaires régionaux », souligne-t-il. À cela s'ajoute la création de nouveaux pôles économiques dans les zones d'accueil et la stimulation du marché immobilier. Le déplacement apparaît ainsi comme un pari stratégique pour structurer davantage une économie encore largement dominée par l'informel.

Entre espoirs et incertitudes sur le terrain

Sur le terrain, le ton est plus mesuré. Les commerçants, acteurs directs de cette transition, expriment leurs doutes face à un avenir incertain. Dame Martine, vendeuse de tissus depuis vingt-cinq ans à Dantokpa, redoute surtout les coûts de location et la perte de clientèle. « Ici, on paie environ 10 000 francs par mois. Là-bas, on ne sait pas combien on va payer. Peut-être qu'on va perdre les clients, ceux qui ne vont pas pouvoir nous suivre », confie-t-elle, inquiète. Pour elle, la réussite du projet dépendra du prix des nouvelles installations. « Si le coût de l'allocation pouvait diminuer pour être conforme à ce qu'on paie ici, ça me ferait un grand plaisir. » Même inquiétude chez Clarrisé, vendeuse d'articles divers depuis vingt ans : « Même ici, on ne vend pas beaucoup. Et on va encore nous déplacer pour nous amener ailleurs. Ce n'est pas sûr que ça va marcher. Si le nouveau marché est plus cher, on ne pourra pas payer. On a déjà des prêts à rembourser », explique-t-elle, redoutant une situation économique encore plus difficile. Ces témoignages illustrent les craintes d'une grande partie des acteurs du secteur informel. Selon le macroéconomiste Gérard Sokegbe, le risque existe bel et bien. « À court terme, le déplacement peut fragiliser les commerçants les plus

vulnérables, qui risquent de perdre leur clientèle habituelle ou de faire face à des coûts d'installation plus élevés. Le marché informel, qui constitue une grande partie de Dantokpa, pourrait aussi être difficile à intégrer dans un cadre plus réglementé », laisse-t-il entendre.

L'enjeu d'une inclusion nécessaire

Un autre enjeu majeur concerne la transition économique. Si elle est mal gérée, le pays pourrait connaître une baisse temporaire des flux commerciaux et des recettes fiscales. Pour l'État béninois, cette réforme représente une opportunité d'accélérer la formalisation du commerce informel, afin de mieux encadrer les activités et d'élargir l'assiette fiscale. « En créant un cadre moderne, structuré et mieux régulé, l'État peut espérer élargir les recettes fiscales et mieux contrôler les flux commerciaux », reconnaît le Dr Sokegbe. Toutefois, « le succès dépendra de la capacité à accompagner les commerçants, à éviter une exclusion des plus petits acteurs et à instaurer des mécanismes incitatifs, plutôt que de simples contraintes fiscales », nuance-t-il. Le déplacement de Dantokpa se présente ainsi comme un pari économique ambitieux, mêlant volontarisme étatique et fragilités sociales. Pour certains, c'est une chance historique de moderniser le commerce béninois et d'attirer de nouveaux investisseurs. Pour d'autres, c'est une rupture brutale qui menace des milliers de moyens de subsistance. Quoi qu'il en soit, la réussite du projet dépendra de l'équilibre entre logique économique et réalité sociale. Moderniser sans marginaliser : tel est le défi majeur d'une transition qui, si elle est bien conduite, pourrait transformer Dantokpa en symbole d'une nouvelle ère de croissance inclusive au Bénin.

Congo

Brazzaville, le courant manque et l'économie vacille

Pertes financières, production à l'arrêt, denrées jetées. La vie quotidienne se heurte à des pannes intempestives de l'électricité. Ménages, entreprises et associations de consommateurs tirent la sonnette d'alarme, tandis que les recours stagnent dans les tiroirs de la justice.

► Par Grâce-Nature



Présentée comme le fer de lance du redressement énergétique, Energie Électrique du Congo (E2C) semble déjà montrer des signes d'essoufflement. Dans la capitale, les délestages se multiplient, plongeant les foyers dans le noir et l'économie dans l'incertitude. Chaque interruption de courant a un coût direct : vivres perdus, productivité en berne, budgets ménagers déséquilibrés. « Chaque semaine, mon épouse jette des provisions », soupire Armand Mavounia, assistant comptable à l'OMS Congo. Télétravailleur, il fonctionne désormais à l'essence. Dix litres par jour pour faire tourner son groupe électrogène, soit près de 8 000 FCFA au quotidien. « Impossible de faire autrement, même pendant les

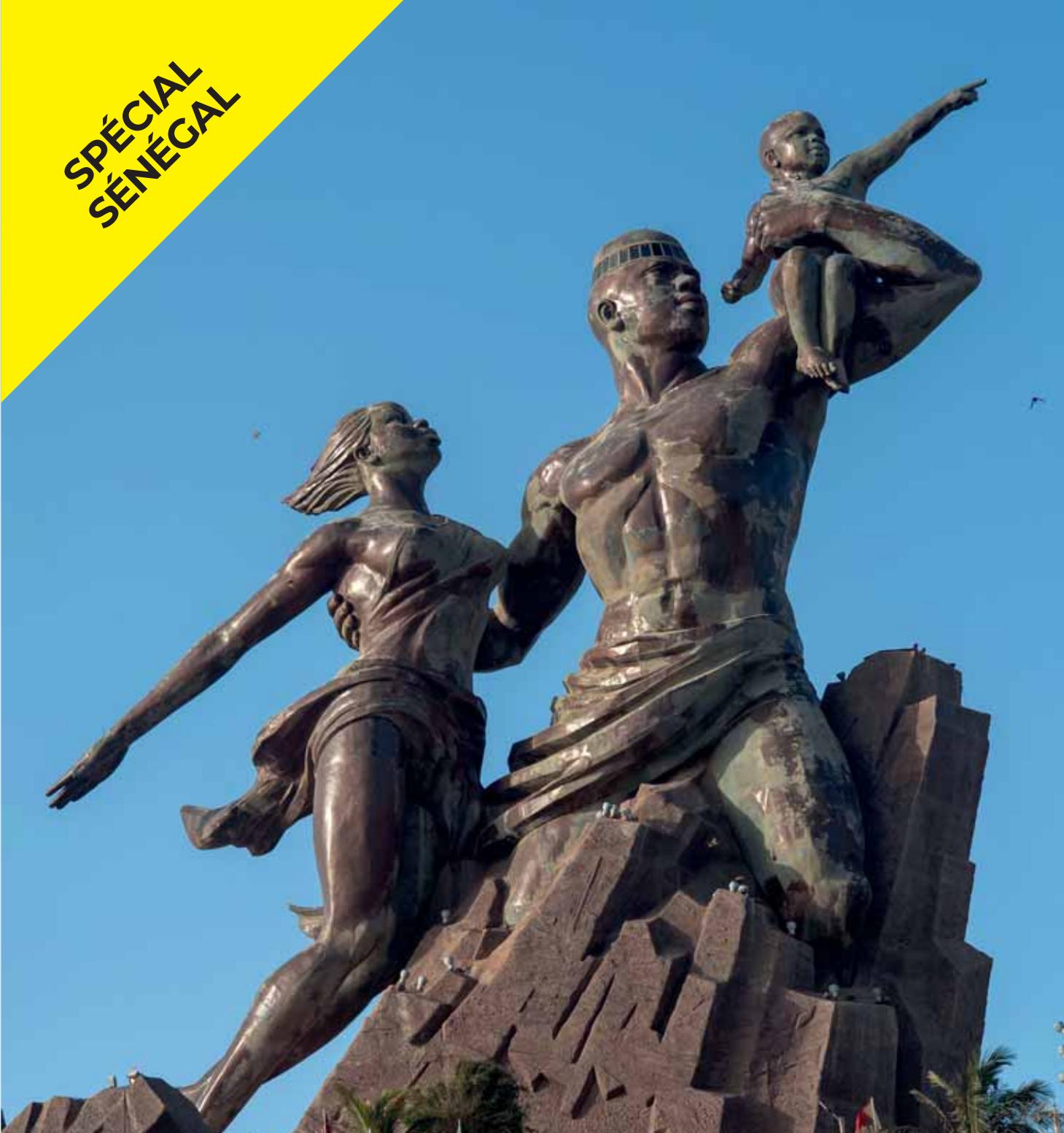
périodes de vaches maigres », ajoute-t-il avec résignation. Les entreprises accusent elles aussi le choc. À Global Print, une imprimerie du premier arrondissement, le gérant évoque des coupures « quotidiennes » de plus de huit heures. Résultat : un chiffre d'affaires en baisse de 30% et plus de 200 000 FCFA dépensés en carburant et entretien du moteur sur un trimestre. « Nous dépendons entièrement de l'électricité ; sans elle, tout s'arrête », confie-t-il. Même constat dans la restauration. La Frange de BIF, un établissement du quartier Baïongo, perd plus de 40% de son activité à cause des coupures. Son patron, Segund Batangouna, a investi dans des panneaux solaires, mais la facture reste lourde. « Cette instabilité affecte notre réactivité, nos clients finissent par aller ailleurs », déplore-t-il. Face à cette hémorragie énergétique, certains s'adaptent tant bien que mal. Groupes électrogènes, horaires réduits, énergies alternatives. Des solutions coûteuses qui ne compensent ni la perte de productivité ni la défiance croissante des consommateurs.

L'inaction au sommet de l'État

Face aux désagréments causés par ces coupures incessantes de l'électricité, les populations congolaises interpellent l'auto-

rité publique. C'est le cas avec le Mouvement Citoyen des Consommateurs (MCC) qui a engagé une action en justice contre E2C pour mauvaise qualité de service. Une première audience s'est tenue en juin 2024... puis plus rien. « L'affaire est reportée sans cesse par les avocats de la partie adverse », regrette son président, Ghislain Ondélé Kanga. Une impasse qui nourrit le désarroi et étouffe l'espoir de voir la situation s'améliorer dans un avenir proche et surtout de se voir indemniser des pertes subies. Dieudonné Moussala, président de la Société congolaise pour la défense des droits du consommateur, pointe du doigt pour sa part les carences structurelles au niveau de l'État. « Le vrai problème, c'est la gestion et la qualité de la main d'œuvre. L'État recrute sans exigence ; pourtant, les choses pourraient aller bon train ». Du gouvernement, des réponses concrètes se font toujours attendre. Selon le ministre de l'Energie, Emile Ouosso, un changement est en vue. D'après ses explications, la rénovation de la ligne de transport électrique, financée par la Banque mondiale, devrait libérer 200 MW, d'ici septembre 2026. Promesse d'un futur éclairé ? En attendant, Brazzaville continue de compter ses heures dans l'obscurité.

SPÉCIAL SÉNÉGAL



Au Sénégal, l'économie avance à bon rythme, mais l'État doit la soutenir sans augmenter la dette ni toucher aux ressources naturelles et foncières. Pour cela, le gouvernement s'appuie sur les banques publiques, préserve l'attractivité des investisseurs en limitant la pression fiscale et renforce les recettes grâce à la lutte contre la fraude et à une mobilisation accrue des services fiscaux. Dans ce Spécial Sénégal, Impact Business vous offre une plongée dans les enjeux économiques du pays, à travers des articles, des interviews et des analyses.



Par Mamadou Lamine DIATTA

Un PRES pour l'embellie économique...

Soixante-cinq ans après son indépendance, le Sénégal se retrouve aujourd'hui à la croisée des chemins, porté par un régime dit souverainiste qui tente, tant bien que mal, de diversifier ses partenariats économiques à travers le monde. Le Plan national de redressement économique et social (PRES) constitue désormais le référentiel de développement du pays. Le Coran ou la Bible de ceux qui parlent urbi et orbi au nom de la République. Pour la bonne cause. Lancé en grande pompe le 1er août 2025 par le Premier ministre Ousmane Sonko, en présence du Président Bassirou Diomaye Faye, ce programme apparaît comme une déclinaison, la jumelle pourrait-on dire, du Plan Sénégal émergent (PSE) de l'ancien Président Macky Sall. Mais le PRES n'est pas le PSE. Clairement. Ce qui en dit long sur la volonté de chaque pouvoir d'imprimer sa marque pour capter l'attention de l'opinion publique, des partenaires techniques et financiers (PTF) et des investisseurs. Malgré une dette abyssale estimée à 132% du PIB, l'économie sénégalaise se veut résiliente, avec une croissance projetée à 8,4% pour l'exercice 2025, la plus élevée d'Afrique subsaharienne selon les spécialistes. Cette performance est portée par le nouveau statut de pays pétrolier et gazier. Autrement dit, l'exploitation de ces ressources est le principal moteur de cette progression spectaculaire. Mais chacun le sait, la croissance n'est jamais inclusive en Afrique. C'est le cas au Sénégal, où le pétrole et le gaz profitent encore très peu aux populations. Les multinationales, qui ont massivement investi dans la phase de prospection, récupèrent d'abord leur mise à travers le mécanisme connu sous le nom de cost-oil. Le profit-oil, lui, attendra encore quelques années. C'est la règle du jeu. À prendre ou à laisser. Par ailleurs, l'inflation devrait rester modérée, autour de 1%. Autant dire que le Sénégal semble engagé sur une trajectoire de correction et d'adaptation propice à un progrès collectif soutenu. Le PRES n'est pas seulement une réaction. C'est une

réponse hardie et audacieuse face à la crise ambiguë. Il crée et entretient l'espoir de lendemains meilleurs. Le Plan est surtout une initiative locale, pensée par et pour les Sénégalais, dont la matrice se veut originale, voire révolutionnaire : une mobilisation de ressources internes évaluée à 6 400 milliards de FCFA entre 2025 et 2028, sans recourir à l'endettement extérieur. Il fallait oser. L'ambition est noble, et la réussite de ce défi national reposera essentiellement sur la mobilisation fiscale, la rationalisation des dépenses publiques, le recyclage intelligent des actifs de l'État, ainsi que sur l'utilisation de nouveaux instruments de financement endogène. Pour maintenir le Sénégal debout, le gouvernement a fait preuve d'imagination en élaborant et en engageant ce plan inédit, qui pourrait inspirer d'autres pays du continent. C'est dans ce contexte que les relations longtemps tendues avec le FMI se sont récemment réchauffées apaisées, laissant entrevoir la possibilité pour le pays de Senghor d'obtenir un Waiver de l'Institution financière. Une véritable bouffée d'oxygène d'autant qu'un Waiver n'est accordé que lorsque le pays présente un plan de correction cohérent, une discipline budgétaire renforcée et une stratégie crédible de gouvernance des finances publiques, adossée à une trajectoire de croissance robuste et durable. Ce qui est précisément le cas pour le Sénégal, fort de son statut de pays pétrolier et gazier. Cela confirme et renforce la qualité de sa signature à l'international. Une porte ouverte par le gendarme financier mondial, permettant au pays d'éviter l'ornière. L'économie, sous forte pression, ne pouvait nullement ce payer le luxe d'un remboursement brutal d'une dette publique de 23 000 milliards de FCFA, encore moins une suspension de son programme avec le FMI. Le contraire aurait été une catastrophe impossible à envisager pour tout esprit cartésien. Ainsi va le Sénégal, déterminé à préserver et consolider son prestigieux rang de deuxième économie de l'espace UEMOA derrière la Côte d'Ivoire.



Sénégal

Le style et la promesse Bassirou Diomaye Faye...

Bassirou Diomaye Diakhar Faye est le cinquième Président élu de la République du Sénégal. Il en est aussi le plus jeune à 45 ans. En cela, l'homme incarne une vision, un espoir et surtout la promesse d'un horizon dégagé pour un futur enchanteur au profit exclusif de ses 18 millions de concitoyens.

► Par MLDIATTA

Même si Ousmane Sonko reste le Président du Pastef, le parti politique qui a servi de locomotive à la coalition Diomaye et l'a porté au pouvoir, Bassirou Diomaye Faye est aujourd'hui le porte étendard et le symbole abouti du renouveau de la nation sénégalaise. Bref, il

est le visage de la République. C'est sans doute la raison pour laquelle il s'est jusque-là surtout illustré sur la scène diplomatique, afin de polir l'image du pays tout en jouant les VRP de luxe auprès des grands de ce monde et des sherpas de la haute finance répartis entre Paris, New York, Beijing, Berlin, Tokyo, Istanbul ou Johannesburg. Une

manière habile de positionner le Sénégal pour le rendre plus attractif et attirer un maximum d'investissements dans un pays en manque criant de liquidités. Le point d'orgue de cette activité intense à l'international est la présence du Chef de l'État sénégalais parmi les cinq Présidents africains triés sur le volet et invités par Donald Trump le 9 juillet

2025 pour un mini-sommet à Washington. Outre le Président Diomaye Faye, Mohamed Ould Ghazouani (Mauritanie), Brice Oligui Nguema (Gabon), Joseph Boakai (Liberia) et le Bissau Guinéen Umar Cissoko Embalo étaient également les hôtes du célèbre et tonitruant locataire de la Maison Blanche. Une véritable consécration pour le leader sénégalais qui venait tout juste de boucler une année à la tête de l'État. Pour moins que cela, d'autres dirigeants africains auraient poussé des ailes. Mais ce n'est pas le genre de ce profil humble, cérébral, froid et introverti. Auparavant, le Président avait eu l'intelligence stratégique de visiter ses voisins en priorité. Dès le 18 avril 2024, soit quelques jours après son investiture, il s'était rendu en Mauritanie, pays avec lequel le Sénégal partage la gestion et l'exploitation du gisement pétrolier dit Grand Tortue Ahmeyin. Ensuite, il avait mis le cap sur la Gambie, la Côte d'Ivoire, le Mali, le Burkina et le Cap Vert. Diomaye est conscient des urgences qui étranglent un pays qui peine à signer un nouveau programme avec le Fonds

monétaire international (FMI) en raison d'une longue polémique autour d'une affaire de « dettes cachées » (plus de 4000 milliards FCFA en jeu) qui aurait mis en lumière la mauvaise gouvernance de son prédécesseur, le Président Macky Sall. Résultat : un financement de 1,8 milliard de dollars a été suspendu par le gendarme financier mondial, ce qui plombe sérieusement l'économie sénégalaise et réduit drastiquement l'accès du pays à des financements concessionnels. La caution du FMI reste attendue avec impatience. Le style Diomaye Faye se résume à une quadrature simple : rupture, sobriété, efficacité et silence assourdissant aux moments opportuns. L'homme se veut méthodique. Le temps presse au vu des urgences multiples et des attentes irrationnelles du peuple sénégalais, pour reprendre la célèbre expression de l'historien Mamadou Diouf. Sa vision repose notamment sur l'ambition de faire du Sénégal le leader de l'économie numérique en Afrique. C'est dans cette dynamique que, le 24 février 2025, le Président avait officiellement lancé la

nouvelle stratégie numérique du Sénégal baptisée « New Deal Technologique ». Une initiative au cœur de l'agenda national de transformation Sénégal 2050. Ce travail titanique passera par la digitalisation de l'administration et des services publics, notamment le cadastre, le foncier, l'état civil dématérialisé, la facturation d'électricité, la télémédecine ou encore le e-learning. Autant de chantiers essentiels pour le Président Faye, qui veut projeter le pays dans l'économie du futur. Dans le domaine stratégique de la politique internationale, l'homme prône l'ouverture, la diversification des opportunités et surtout un rééquilibrage des relations économiques avec les pays riches, la France en particulier. Autrement dit, à l'épreuve du pouvoir et du réalisme, il n'est pas adepte d'un souverainisme débridé mais d'un partenariat rénové fondé sur une approche gagnant-gagnant. Même logique au plan national. Il prône l'apaisement du climat socio politique à travers la récente tenue d'un dialogue national. L'idée pour le Chef de l'État, clé de voûte des Institutions selon la Constitution, est de promouvoir une véritable réconciliation des Sénégalais tout en engageant des réformes fortes visant entre autres à moderniser un système électoral devenu obsolète. Il s'agit de réformer en profondeur les pratiques politiques pour un mieux-être des générations futures. C'est ainsi que Diomaye Faye appelle à « expurger du système électoral toute germe de dissension ». L'ambition ainsi exprimée fait écho aux critiques et controverses ayant entouré les précédents processus électoraux. Elle marque une volonté claire de rupture afin de tourner définitivement la page des contestations récurrentes.



Premier ministre sénégalais, Ousmane Sonko



Sénégal Voies ferrées, autoroutes, ports, ... un pays en chantier

« Sénégal Vision 2050 » traduit la volonté des nouvelles autorités d'allier attractivité, compétitivité et durabilité. Plusieurs chantiers, ciblant de nombreux secteurs, visent à jeter les bases d'un Sénégal « souverain, juste et prospère », en rupture avec les méthodes de gouvernance précédentes.

► Par Ben Abdel Aziz

Les grands chantiers du nouveau régime s'inscrivent dans le programme de développement « Sénégal Vision 2050 ». Une priorité affichée est la récupération de la souveraineté nationale sur les ressources naturelles, ce qui pourrait passer par la rené-

gociation de certains contrats miniers, pétroliers et gaziers afin de maximiser les retombées économiques pour le pays. La souveraineté alimentaire figure aussi parmi les objectifs majeurs, avec un accent mis sur le développement de l'agriculture et de l'agroalimentaire, notamment les filières locales comme

le riz, le mil et les légumes. S'y ajoute la promotion des PME, portée par un plan triennal d'investissement destiné à accélérer la transformation économique en soutenant les petites et moyennes entreprises. Le gouvernement souhaite également accélérer l'exécution des projets d'infrastructures majeurs, dont

l'extension du réseau de transport. Le programme « Sénégal Vision 2050 » prévoit la construction de 1 500 km d'autoroutes supplémentaires et de 2 000 km de voies ferrées, dont la future ligne Dakar Tambacounda. Les nouvelles autorités comptent aussi renforcer les infrastructures portuaires, notamment le port de Ndayane, moderniser les aéroports et restructurer la compagnie Air Sénégal pour soutenir la relance économique. Sur le plan urbain, le développement de pôles intégrés, dont la ville nouvelle de Diamniadio, et la rénovation du centre-ville de Dakar doivent contribuer à désengorger la capitale et à rééquilibrer l'aménagement du territoire. Lancé le 21 février 2025 à Koungheul, dans l'est du pays, le Projet de mobilisation des ressources en eau du Nianija Bolong (PROMOREN) vise à améliorer la disponibilité des ressources en eau de surface du bassin versant du Nianija Bolong. Mis en œuvre par l'Office des Lacs et Cours d'Eau (OLAC), il permettra de mobiliser chaque année 46,6 millions de m³ d'eau douce, de stopper l'intrusion des eaux salées provenant du fleuve Gambie et de mettre en valeur 12 000 hectares de terres agricoles. Ce projet, d'un coût de 36 milliards de FCFA, est financé à 92 % par la Banque Islamique de Développement (BID) et à 8 % par l'État du Sénégal. Officiellement lancée le 24 février 2025, la nouvelle stratégie numérique du Sénégal, baptisée « New Deal Technologique », place le numérique au cœur du développement national et de la souveraineté technologique. Inscrite dans l'Agenda national de transformation « Sénégal 2050 », cette stratégie vise à faire

du pays un leader de l'économie numérique en Afrique. Avec le « New Deal Technologique », le Sénégal s'engage à renforcer sa souveraineté numérique grâce au développement de solutions locales et à la sécurisation des infrastructures, à accélérer la digitalisation de l'administration et des services publics, à garantir l'accès universel à Internet, à créer un environnement propice à l'émergence de champions nationaux, à instaurer une identité numérique unique fondée sur la biométrie et à stimuler l'innovation ainsi que l'entrepreneuriat. Au cœur de cette ambition, le programme hydrocarbures occupe une place stratégique. L'objectif est de faire du pétrole et du gaz un levier de souveraineté énergétique, de transformation industrielle et de création massive d'emplois. Alors que le Premier ministre Ousmane Sonko a annoncé une baisse prochaine des prix de l'électricité, du pétrole et du gaz, l'exploitation des gisements offshore ouvre une ère nouvelle. La substitution du fuel, du gasoil et du charbon importés par du gaz naturel produit localement permettra d'alimenter les centrales thermiques du pays. Ce basculement vers une énergie nationale réduira le coût du kilowattheure et l'empreinte carbone de la production électrique. Cette politique, inscrite dans la stratégie « Gas to Power », vise à offrir une énergie propre, accessible et compétitive aux ménages et aux entreprises.

Réduire la dépendance aux importations

Au-delà de la production, le gouvernement entend structurer une véritable industrie en aval de la chaîne de valeur. Le programme prévoit la création

d'une ville énergétique et pétrochimique à Ndayane, la « Cité des Énergies », adossée à la Zone économique spéciale et au port en eaux profondes. Ce futur pôle industriel accueillera la nouvelle raffinerie SAR 2.0, une usine d'urée et, à terme, des complexes de méthanol et d'ammoniac bleu. L'ambition est double : répondre à la demande régionale en produits dérivés du pétrole et du gaz, tout en réduisant la dépendance du pays aux importations. Ce projet structurant devrait aussi générer des milliers d'emplois directs et indirects, renforçant le tissu industriel national. La valorisation du contenu local constitue un autre pilier majeur du programme. Le Sénégal veut désormais maximiser la part de valeur créée sur son territoire à partir des projets pétroliers et gaziers. Cela implique une meilleure cohérence réglementaire, un renforcement de la formation professionnelle et un suivi plus strict des entreprises pour assurer la conformité. L'organisation des Jeux Olympiques de la Jeunesse (JOJ) Dakar 2026 figure également parmi les chantiers prioritaires. La réussite de l'événement est à la fois « une priorité nationale » et « une exigence continentale », selon le président de la République, Bassirou Diomaye Faye. « Ce choix est un défi pour le Sénégal de réussir l'organisation. C'est une priorité nationale, une exigence continentale au regard du slogan "L'Afrique accueille, Dakar célèbre" », avait-il dit. Le Chef de l'État s'exprimait lors de la cérémonie de dévoilement de la mascotte officielle des JOJ Dakar 2026, le 31 octobre 2025.



Premier ministre sénégalais, Ousmane Sonko

Sénégal Le plan de redressement d'Ousmane Sonko pour générer 5 677 milliards FCFA

"Réduction du train de vie de l'État" et "élargissement de la base fiscale" sont les maîtres mots qui résument le plan de redressement économique que le Premier ministre sénégalais, Ousmane Sonko, a présenté le vendredi 1er août au Grand Théâtre de Dakar, devant un public composé d'acteurs de différentes couches socioéconomiques.

► Par Bacary DABO

C'est un chef du gouvernement résolument déterminé qui s'est présenté devant un public attentif pour exposer son très attendu plan de redressement économique. Cette feuille de route, évaluée à un coût 33 % plus élevé que le plan initial du Document de programmation budgétaire

et économique pluriannuel (Dpbep) 2026-2028, vise à mobiliser au moins 5 677 milliards FCFA, soit presque l'équivalent du budget annuel du Sénégal. Ousmane Sonko et son gouvernement comptent redresser l'économie du pays sans aggraver la dette publique, ni brader les ressources naturelles et foncières du pays. L'objectif est

de réaliser cette opération avec le concours des banques publiques, tout en évitant une trop lourde taxation des investisseurs, grâce à un programme de lutte contre la fraude et à une contribution active des acteurs fiscaux. Pour garantir le succès de ce plan, 90 % des fonds proviendront de ressources endogènes, sans recourir à l'endettement

extérieur. Le gouvernement sénégalais prévoit également un recyclage des actifs avec ses partenaires extérieurs, tout en conservant la propriété de ses biens. Dans cette dynamique, qui nécessitera des sacrifices, le gouvernement donnera l'exemple en procédant à une réduction de la taille de l'appareil d'État, notamment par la suppression ou la fusion de plusieurs agences et directions. Le plan de redressement repose également sur des projections ajustées à plusieurs centaines de milliards, concernant notamment le projet Gaz To Power, la gestion des biens fonciers de l'État, les frais de visas pour les ressortissants des pays non africains, le recyclage des actifs, la taxation des paris en ligne et du tabac, ainsi que la révision de l'âge des véhicules importés, qui passera de 8 à 10 ans. Cette dernière mesure répond à une ancienne demande de la diaspora sénégalaise établie en Europe, aux États-Unis, etc. Selon le Premier ministre, ce sont 37 mesures qui pourraient générer au moins 5 677 milliards FCFA pour financer les services sociaux, faciliter l'obtention de titres de propriété, renforcer les aides aux ménages pauvres, faciliter l'accès au foncier, améliorer l'accès à l'électricité, payer la dette due au secteur privé, développer des infrastructures, réformer le climat des affaires, faciliter l'accès aux intrants agricoles, et plus encore. Pour lui, l'objectif est de redresser le Sénégal sans dépendre "d'une main indispensable" du Fonds monétaire international (FMI).

Le secteur privé réclame sa part du gâteau

Le secteur privé sénégalais a exprimé son soutien au plan de redressement et exhorte l'État à relever le défi de la mobilisation des ressources. Alassane Guèye,

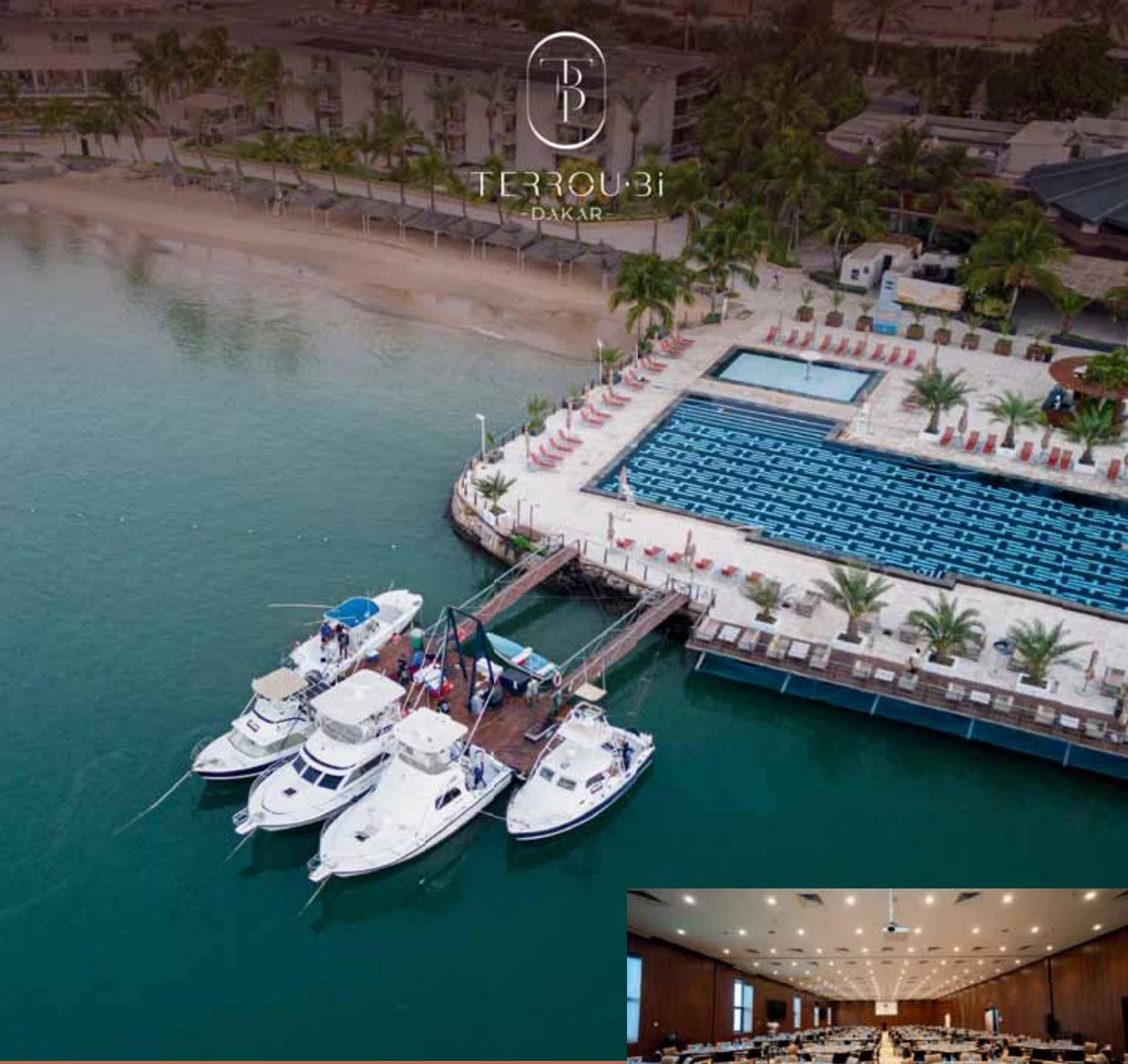
de la Confédération nationale des employeurs du Sénégal (CNES), estime que le Premier ministre a présenté un plan qui réduira le train de vie de l'État, tout en repositionnant le secteur privé. « Ce que nous attendons, c'est l'augmentation des parts de marché pour le secteur privé local. L'économie ne peut pas se développer sans un volet social. Il faut redémarrer l'industrie locale et attribuer des concessions au secteur privé sénégalais, car nous voulons du travail », affirme-t-il. Amadou Seck, président de l'Union des prestataires, des industriels et des commerçants du Sénégal (UPIC), de son côté, souligne que le plan interpelle non seulement la population, mais aussi le secteur privé. Selon lui, le secteur privé s'engage à accompagner l'État dans l'objectif de garantir la sécurité alimentaire. Cependant, il insiste sur le fait que l'État doit trouver des mécanismes pour relier les découvertes d'hydrocarbures au développement de l'industrie locale.

Baïdy Agne, président du Conseil national du patronat (CNP), a salué les mesures prises pour améliorer le climat des affaires, lutter contre la corruption et promouvoir la bonne gouvernance. Tout en appréciant le recyclage d'actifs avec les partenaires techniques et financiers, il appelle à accorder une attention particulière à la compétitivité des entreprises. « Le secteur privé est le bras armé de ce plan de relance économique », a-t-il déclaré. À son tour, Mody Guiro, représentant des syndicalistes, invite l'État à éviter d'augmenter la pression fiscale, de peur d'impacter davantage les travailleurs. À son avis, le Sénégal doit produire plus et mieux pour augmenter les ressources et investir dans des secteurs sociaux clés comme l'éducation et la santé. « Oui aux réformes, mais avec des mesures d'accompagnement pour permettre aux citoyens d'accéder plus rapidement aux services », a-t-il conclu.





TERROU·BI
DAKAR



OASIS URBAINE AU COEUR DE DAKAR

Laissez-vous séduire par l'élégance discrète du Terrou-Bi, un écrin d'exception où chaque attention personnalisée cultive l'atmosphère intime du "comme à la maison".

Niché au bord de l'Océan, ce havre de paix conjuge harmonieusement affaires et art de vivre. Vos évènements trouvent au Terrou-Bi un cadre exceptionnel où chaque espace, du confidentiel au grandiose, est adaptable à vos besoins, assurant des expériences uniques et mémorables.



MAISON DE FAMILLE
DEPUIS 1986

HÔTEL 5 ÉTOILES - RESTAURANTS - BARS
LOUNGE - PLAGE & PISCINE PRIVÉES - BALADE
EN BATEAU - CENTRE DE BIEN-ÊTRE - SALLE DE
FITNESS - CASINO - 1 500 M² D'ESPACES DE
SÉMINAIRES & BANQUETS

+338399039 | www.terroubi.com





Seydou SOW, Économiste

« L'économie sénégalaise résiste mais avance sur un fil »

À travers une analyse lucide, l'économiste financier et analyste quantitatif Seydou Sow, de l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar (UCAD), évalue le Plan de redressement économique et social (PRES) du gouvernement sénégalais comme un test de crédibilité économique et institutionnelle, dont la réussite dépend de réformes structurantes et d'une rigueur budgétaire.

► Propos recueillis par Bacary DABO

Le Plan de redressement économique et social prévoit de mobiliser 5 667 milliards de FCFA sur la période 2025-2028, tout en ramenant le déficit budgétaire à 3 % du PIB d'ici 2027, contre 12 % en 2024. Est-ce réaliste ?

« L'objectif du PRES est ambitieux, mais pas irréaliste. Le gouvernement mise sur un changement de méthode : passer d'une logique d'expansion à une gestion plus rigoureuse, plus sélective et mieux orientée vers l'efficacité. Ramener le déficit de 12 % du PIB en 2024 à 3 % en 2027 exige une exécution budgétaire disciplinée et une forte amélioration de la gouvernance financière. L'État devra notamment renforcer la transparence dans la dépense publique, rationaliser les subventions et restaurer la confiance des investisseurs. Le pari est tenable à condition d'élargir la mobilisation des recettes internes, aujourd'hui autour de 19 % du PIB, encore loin de la moyenne de l'UEMOA et de mieux canaliser les financements concessionnels. En réalité, ce plan n'est pas seulement une affaire de chiffres : c'est un test de crédibilité économique et institutionnelle. »

Est-ce que la taxation à outrance constatée ces derniers mois, et qui suscite des réticences, est la meilleure des options pour les acteurs économiques et la population ?

« La hausse des taxes traduit la contrainte budgétaire actuelle, mais elle ne saurait tenir lieu de politique de fond. Taxer davantage n'est pas une solution durable, surtout dans un contexte de pouvoir d'achat affaibli et de croissance modérée, projetée autour de 5,5 % sur la période 2026-2028. L'enjeu n'est pas d'imposer plus, mais d'imposer mieux : élargir l'assiette, simplifier la fiscalité, digitaliser la collecte et réduire les exonérations inefficaces. Une fiscalité juste et prévisible doit être un outil de confiance, non de confrontation. Autrement dit, la pression fiscale ne doit pas être vécue comme un fardeau, mais comme le prix d'un État qui dépense mieux et sert mieux. »

Malgré les difficultés, et en attendant de voir l'aboutissement de ce plan, les choses continuent de fonctionner. S'agit-il de signes d'une économie sénégalaise résiliente ?

« Oui, l'économie sénégalaise tient mais elle avance sur un fil. Sa résistance face aux chocs récents, hausse de la dette à près de 132 % du PIB fin 2024, tensions de trésorerie et ralentissement de certains secteurs, témoigne d'une solidité relative, mais aussi de ses fragilités. La vraie résilience ne consiste pas à encasser les crises, mais à rebondir durablement. Pour cela, il faut renforcer la base productive, soutenir les entreprises locales et consolider la confiance entre l'État, le secteur privé et les citoyens. L'économie sénégalaise a prouvé qu'elle pouvait rester debout ; il lui reste désormais à avancer par ses propres forces, en s'appuyant sur la production nationale et l'innovation. »

Quelles sont les réformes qui s'imposent pour la réussite du PRES ?

« Le succès du PRES dépendra moins des discours que de la rigueur dans l'action. Il faut d'abord remettre de l'ordre dans la gestion publique : transparence, efficacité et reddition des comptes. Ensuite, moderniser la fiscalité pour qu'elle soit plus équitable et plus adaptée à la structure économique. Mais la réforme la plus décisive sera celle de la dépense publique : il faut orienter davantage les ressources vers l'investissement productif et la création d'emplois. La part de la dette intérieure, aujourd'hui autour de 38 % du total, doit aussi être mieux gérée pour ne pas étouffer le financement privé. Le redressement ne dépendra pas seulement des équilibres budgétaires, mais surtout de la capacité du pays à libérer son potentiel productif et à faire confiance à ses propres forces économiques. C'est à ce niveau que se jouera, en vérité, la réussite ou l'échec du plan. »



Sénégal

Un pays résilient malgré la faible notation financière

Les relations entre le Sénégal et ses partenaires économiques, techniques et financiers étaient au beau fixe jusqu'à l'affaire dite de "la dette cachée". Une situation qui a poussé le Fonds monétaire international (FMI) à freiner des quatre fers sur ses interventions pour y voir plus clair. Les agences de notation en ont profité pour dégrader la note du Sénégal.

► Par Bacary DABO

Le Sénégal ne décèle pas contre Fitch, Moody's, Standard and Poor's et les autres agences internationales qui continuent d'abaisser sa note souveraine. Cette détérioration complique fortement son accès au marché financier international. Les Euro-obligations perdent du terrain et les taux d'intérêt exigés au pays prennent l'ascenseur. Selon une note publiée le 12 novembre 2025, Bloomberg signale une baisse continue des Eurobonds sénégalais échéance 2028, en recul de 4 %. Les investisseurs doutent donc de la capacité de l'État du Sénégal à honorer sa dette extérieure dans des conditions stables. Le 14 novembre 2025, Standard and Poor's a de nouveau abaissé la note du Sénégal, passant de « B- » à « CCC+ ». Cette évaluation classe désormais le pays parmi les États très vulnérables face à leurs obligations financières. Une sanction qui survient alors que Dakar multiplie les emprunts sur les marchés régionaux et domestiques. Le FMI, qui n'en revient toujours pas de l'ampleur de la "dette cachée" du régime de Macky Sall, temporise encore et peine à définir les contours d'un nouveau programme avec le Sénégal. La dette publique est estimée à 132 % du PIB, avec un service cumulé prévisionnel



de 3 200 milliards de francs CFA (5,8 milliards de dollars US) sur la période 2026-2028. Lors de son "Tera Meeting" organisé le 8 novembre 2025 à Dakar, le Premier ministre Ousmane Sonko a réaffirmé le refus de son gouvernement d'accepter une restructuration de la dette. Cette proposition du FMI vise pourtant à ajuster les conditions de remboursement pour rendre la charge plus soutenable. De son côté, le ministre de l'Économie, du Plan et de la Coopération, Abdourahmane Sarr, continue de défendre la soutenabilité de la dette publique au regard des fondamentaux économiques. La prudence du FMI refroidit les investisseurs ainsi que les partenaires techniques et financiers du pays qui réclament davantage de visibilité avant de réengager leurs billes. Les marges de manœuvre du gouvernement sont toujours réduites en raison de la place réduite accordée à l'investissement dans le budget national. Le rapport d'exécution budgétaire du deuxième trimestre 2025 indique que les dépenses en capital ont atteint 581,9 milliards de francs CFA, soit 30,1 % des prévisions. Les investissements sur ressources internes affichent un taux de réalisation de 31,8 % (186,6 milliards), tandis que ceux financés par des ressources externes (hors rétrocessions et PforR) atteignent 395,3 milliards. Des niveaux jugés insuffisants face aux urgences économiques. Le rapport d'exécution du troisième trimestre 2025 apporte toutefois une note positive grâce à de bonnes performances des recettes fiscales, en particulier celles issues des impôts directs. Sur les neuf premiers mois de l'année, elles ont mobilisé 1 172 milliards de francs CFA, soit 81,9 % de l'objectif annuel fixé à 1 430,4 milliards. Elles dépassent ainsi les attentes du gouvernement.

Au total, les recettes fiscales cumulées s'établissent à 2 987,9 milliards de francs CFA, soit 72,9 % de l'objectif annuel de 4 099,6 milliards. Par rapport à la même période en 2024, cela représente une hausse de 211,1 milliards, soit 7,6 %, un signe de dynamisme dans la mobilisation des ressources internes.

Lueur d'espoir

À l'issue de sa mission à Dakar du 22 octobre au 6 novembre 2025, dans la continuité des discussions engagées lors des Assemblées annuelles de Washington, le FMI estime que les autorités sénégalaises méritent d'être félicitées pour leur engagement constant en faveur de la transparence, de la discipline budgétaire et d'une gestion macroéconomique prudente. Malgré un contexte mondial incertain et des conditions de financement plus strictes, "l'économie sénégalaise demeure robuste en 2025", soutenue par la première année complète de production pétrolière et gazière ainsi qu'un rebond de l'agriculture. Le FMI estime la croissance du PIB réel à 7,9 % pour l'année, dont 3,4 % pour le secteur hors hydrocarbures. L'inflation devrait s'établir à 1,4 % en moyenne. La performance budgétaire à fin septembre est jugée conforme au budget révisé de 2025, avec des recettes alignées sur les prévisions et une réduction des dépenses non prioritaires. Le déficit global devrait reculer nettement, passant de 13,4 % du PIB en 2024 à 7,8 % en 2025, signe de l'engagement fort des autorités en faveur de la consolidation budgétaire. Le pays reste attractif malgré un contexte économique difficile. À l'issue du Forum Investir au Sénégal, le Premier ministre Ousmane Sonko a annoncé plus de 13 200 milliards de francs CFA d'engagements

d'investissement, soit environ 23,5 milliards de dollars, un niveau bien supérieur aux 10 000 milliards espérés. Cinquante et un projets et conventions ont également été signés, confirmant l'intérêt soutenu de la communauté internationale. Les retombées des nombreux déplacements officiels sont également attendues. En un temps record, le Président Bassirou Diomaye Diakhar Faye a rencontré plusieurs dirigeants influents, parmi lesquels Donald Trump, Recep Tayyip Erdogan, Xi Jinping, Emmanuel Macron, Mohammed Ben Salmane, Lord Collins, le Premier ministre japonais Shigeru Ishiba, ainsi que de nombreux chefs d'État africains tels qu'Alassane Ouattara, Paul Kagamé, Patrice Talon, Bola Tinubu, Faure Gnassingbé, William Ruto, Umaro Sissoco Embaló ou encore Mohamed Ould El Ghazouani. Il en va de même pour les rencontres avec Antonio Guterres, Ajay Banga, Kristalina Georgieva, Audrey Azoulay, Bill Gates, Doreen Bogdan-Martin, Slim Khalbous et d'autres responsables internationaux. À cela s'ajoutent les missions effectuées à l'étranger par le Premier ministre, notamment sa participation au Forum de Davos, ainsi que les nombreuses prises de parole du chef de l'État dans des rencontres à vocation économique. De multiples conventions de partenariat ont été signées et plusieurs intentions d'appui à l'Agenda national de transformation (Sénégal 2050) ont été exprimées. Cela illustre la place centrale que le Sénégal accorde à une diplomatie économique active. Reste désormais à concrétiser ces initiatives, dans un contexte où les priorités économiques sont pressantes.

Mody GUIRO, secrétaire général de la Confédération Nationale Des Travailleurs du Sénégal

« Le dialogue social pour que les gens ne sortent pas dans la rue »

Mody Guiro, secrétaire général de la Confédération nationale des travailleurs du Sénégal (Cnts), revient dans cette interview sur les enjeux du monde du travail, le dialogue avec le gouvernement et le patronat.

► Propos recueillis par Ben Abdoul Aziz

Quel bilan tirez-vous de ce mandat de 2017 à maintenant ?

Nous pensons que notre bilan (2017-2025) est positif. Dès l'instant où nous connaissons les conditions dans lesquelles nous avons géré la Covid-19. Une situation extrêmement délicate avec des pertes d'emplois dans beaucoup de secteurs. Pas d'activités pratiquement entre 2019 et 2020. Il fallait également gérer les pressions, gérer les tensions, susciter l'espoir. Quand nous avons rencontré à l'époque le Président Macky Sall, dès le début de la pandémie, c'était pour protéger les emplois. Car nous avions reçu des signaux selon lesquels des chefs d'entreprise allaient licencier ou allaient envoyer des pans importants des travailleurs en chômage technique, quelquefois sans salaire et dans des conditions inacceptables. Les centrales affiliées à la Cnts avaient pris l'initiative d'interpeller le Président de la République pour qu'il puisse prendre des mesures afin de sauver les emplois. Si nous n'avions pas anticipé, il était évident que des milliers de pères de famille allaient perdre leur emploi à cause de cette pandémie. L'autre acquis phare lors de ce mandat, c'est la construction du siège de la Bourse du Travail baptisé Keur Madia, après le congrès de 2017. C'est un acquis fondamental, parce que c'était notre plus grand défi quand nous avons hérité de la confédération. Il fallait construire quelque chose d'acceptable pour les travailleurs, qu'ils soient respectés, mieux considérés, et qu'ils ne soient pas toujours traités comme des parents pauvres. Nous avons également mis en avant l'équipement des Unions régionales. Nous avons pratiquement mis à la disposition de toutes les unions régionales des moyens de locomotion, des motos pour certaines.

Pensez-vous être à la hauteur des pionniers comme votre maître, Madia Diop ?

Je suis ses pas. C'est lui notre maître, notre référence en tant que syndicalistes. Et nul n'est parfait. Il nous disait que le syndicalisme, c'est des hauts et



des bas. Le syndicalisme a ses héros, ses martyrs, ses renégats, ses défaillants, ses mauvais bergers, etc. Quand vous êtes syndicaliste, vous devez être multidimensionnel étant donné que nous n'avons pas tout le temps les moyens. Vous devez être un chercheur, un photographe, un écrivain, etc. Tous les corps de métier, vous devez en savoir un peu parce que, quelquefois, vous êtes seul et vous n'avez pas les moyens de payer un expert partout. Nous essayons de mettre en pratique ce que Madia nous a toujours appris, c'est ce que nous essayons de faire. Donc servir les autres, pas se servir toujours, mais... servir d'abord, c'est un sacerdoce. Ce n'est pas une sinécure. Vous vous engagez pour servir. Ce sont des sacrifices, et ces sacrifices-là, il faut les accepter quel que soit le prix. Quand vous êtes responsable, vous êtes élu. Vous assumez. Si vous participez, il faut avoir le courage de la participation. C'est ce que je dis toujours avec le pacte de stabilité, qui est une forme de participation.

Les jeunes estiment que les vieux ont trop duré à la tête des confédérations. Que leur répondez-vous ?
Ils ont le droit de le dire. Et d'ailleurs, j'aborderai cette question dans mes conclusions lors du congrès. Un

syndicat qui tourne uniquement autour de personnes initiées n'a pas d'avenir. Un syndicat, pour être fort et durable, doit s'ouvrir, se renouveler, intégrer la jeunesse. C'est un point sur lequel j'insiste beaucoup. Souvent les gens m'interpellent soit à la télévision, soit ailleurs, en me disant "kagne ngay bayi", je leur réponds qu'ils ne sont pas membres de notre organisation, encore moins militants de la Cnts, donc ils ne cotisent pas. Ils n'ont donc pas à se préoccuper de notre confédération. Mieux, si cela ne dépendait que d'eux, la Cnts allait sombrer. Ils veulent notre mort en tant que centrale leader. Ils doivent donc au moins laisser les prérogatives à ceux qui militent et qui cotisent pour décider. C'est aussi cela, la démocratie : permettre aux adhérents de faire leur choix librement, sans influence, et respecter leur choix. Nous sommes au siège de la Cnts, dont la réalisation était un de mes grands défis. Depuis 1969, date de notre premier congrès, la centrale avait le projet de construire son siège sans jamais y parvenir. Nous l'avons fait. La Cnts a toujours été la centrale mère. De ses flancs sont nées presque toutes les autres organisations syndicales du pays. Malgré tout, elle demeure la plus représentative.

Quels sont les défis auxquels le mouvement syndical sénégalais est confronté ?

Il y a d'énormes difficultés. D'abord, comme vous le savez, l'économie mondiale traverse une période compliquée. Le Sénégal n'y échappe pas. Et le premier maillon à ressentir ces difficultés, c'est toujours le maillon le plus faible, à savoir les travailleurs. Partout où il y a crise, ce sont eux qui en paient le prix fort. Cela se traduit par la réduction des effectifs, la baisse des charges, la suppression d'acquis sociaux, les licenciements, le chômage technique, l'absence de protection sociale, le non-versement des cotisations, la hausse des prix, la faiblesse des pensions de retraite, sans oublier les salaires qui restent très bas. Les prix prennent l'ascenseur tandis que les salaires, eux, ne prennent même plus l'escalier. Ils sont bloqués. Mais nous demeurons debout. Nous sommes résilients, car il faut l'être pour traverser une telle conjoncture. Il faut résister, se battre. Ceux qui le peuvent le font dans leurs entreprises, en travaillant, en produisant, en obtenant des résultats. Et quand il y a des résultats, les travailleurs se battent pour qu'ils soient justement redistribués. Malheureusement, dans beaucoup de secteurs, cela ne fonctionne pas.

La question des licenciements oppose les syndicats au gouvernement depuis 18 mois. Y a-t-il eu des avancées ?

Nous avons interpellé le gouvernement sur les cas de licenciements après avoir reçu les dossiers. Avec

le ministre Abass Fall, qui a quitté le département, nous avons eu des échanges, des discussions sérieuses avec quelques directeurs, notamment le directeur du Port, le directeur de la Caisse des Dépôts et Consignations, le directeur de Dakar Dem Dikk, etc. Il y a eu des choses qui ont bougé. Mais nous avons insisté pour que des efforts soient faits. Les différentes directions avaient promis de nous revenir. Entre temps, Abass Fall est parti. M. Olivier Boucal est arrivé. Maintenant, je pense que ce que nous avons discuté aujourd'hui figure en bonne place dans cette question. Il s'agit de demander à ces différents directeurs de revenir avec des propositions concrètes de sortie de crise.

Le Premier ministre Ousmane Sonko a annoncé une baisse progressive du prix de l'électricité et du carburant. Pourtant, le coût de la vie augmente. Est-ce un paradoxe ?

Non, ce sont des décisions du gouvernement. Lorsque le Premier ministre dit que les prix de l'électricité et du carburant vont baisser, je pense qu'il faut saluer cette annonce. Il n'y a pas lieu de commenter, mais plutôt d'encourager. Nous sommes en phase avec cette orientation, car c'est un effort à saluer. Cependant, nous disons aussi que ces mesures doivent se traduire dans la réalité. Il faut que cette baisse soit effective, car elle aura un impact direct sur le pouvoir d'achat des Sénégalais et sur la vie quotidienne des travailleurs. Mais cela ne veut pas dire que les autres préoccupations doivent être mises de côté. Le Premier ministre a insisté sur la nécessité de travailler davantage et d'être productifs. Sur ce point, nous sommes entièrement d'accord : la production et la productivité doivent suivre. Pour que cela soit possible, il faut d'abord créer un environnement favorable, un climat social apaisé. On ne peut pas parler de productivité dans l'instabilité. La première condition du travail, c'est la paix sociale. Nous estimons aussi qu'il faut aller vers un élargissement de la base fiscale. Aujourd'hui, la pression fiscale repose essentiellement sur les travailleurs, et elle est très lourde. Si l'on veut élargir la base, il faut également réformer le Code des impôts pour alléger cette charge sur les salariés. Nous savons qu'il y a des difficultés économiques globales, liées à la dette et aux négociations avec les partenaires multilatéraux. C'est une réalité. Mais, comme nous le rappelons souvent, la survie des travailleurs ne peut pas être sacrifiée sur l'autel du service de la dette. Nous avons des droits fondamentaux : le droit de vivre dignement, d'envoyer nos enfants à l'école, de nous soigner, de manger à notre faim. Ces besoins vitaux doivent rester prioritaires. La dette existe, certes, mais il faut faire des choix équilibrés. On ne peut pas écraser les

travailleurs et les populations simplement pour rembourser la dette. Et cela, nous le disons également à nos partenaires multilatéraux. Nous leur lançons un appel à la Banque mondiale et au FMI, pour leur rappeler que nous, travailleurs, avons aussi des droits et qu'ils doivent être respectés.

Pensez-vous qu'il y a un retard dans l'application du pacte de stabilité sociale ?

Oui, je pense que nous l'avons dit. C'est-à-dire que depuis que le pacte a été signé, il y a eu des retards et ça a été dit. Mais je pense que les discussions que nous avons avec les autorités, de façon à ce que les discussions, les mesures, sont en train d'être prises, les mesures administratives. Je viens de quitter le ministre tout à l'heure. Les mesures administratives sont dans le circuit. Ce que nous disons également, nous interpellons le secrétaire général du gouvernement. Parce que souvent, c'est là où les problèmes bloquent. C'est-à-dire qu'il y a des projets qui sont dans le circuit et ces projets-là ne sortent pas. Si on veut vraiment apaiser le climat social, des sacrifices sont attendus du secrétariat général du gouvernement pour diligenter et sortir les décrets qui sont en attente.

Quelles mesures concrètes attendez-vous du gouvernement pour soulager les populations ?

Le gouvernement doit assumer ses responsabilités et prendre des mesures concrètes pour soulager les populations. Il faut aller vers une baisse réelle des prix et respecter les engagements pris. Ces engagements sont contenus dans le pacte de stabilité sociale. Nous avons un mandat, et ce mandat nous lie à ceux qui nous ont élus. On a signé un pacte, il y a des accords qui sont dans ce pacte ; il faut que l'État mette en œuvre les accords figurant dans ce pacte. Nous avons, de notre côté, nos obligations. Considérant le coût de la vie, il faut alléger les charges des populations, notamment des travailleurs, en réduisant les impôts. Mais nous sommes d'accord aussi qu'il faut élargir l'assiette fiscale, car il y a des citoyens qui ne paient pas d'impôts. Nous sommes tous des citoyens, et chacun doit contribuer. Cela permettrait d'alléger ceux qui supportent aujourd'hui le poids des taxes. Il ne faut pas aussi que le taux d'imposition ne tue pas l'impôt. Autrement dit, il faut trouver un équilibre, un niveau d'imposition juste et supportable, pour que tout le monde s'y retrouve. L'impôt doit être équitable et juste pour tous, afin que chacun s'acquitte de ses obligations dans des conditions raisonnables. Si nous parvenons à cela, nous créerons les conditions d'un meilleur équilibre social et économique. Mais, comme vous le savez, nous continuons à poser les problèmes au niveau des autorités compétentes. Et nous restons en

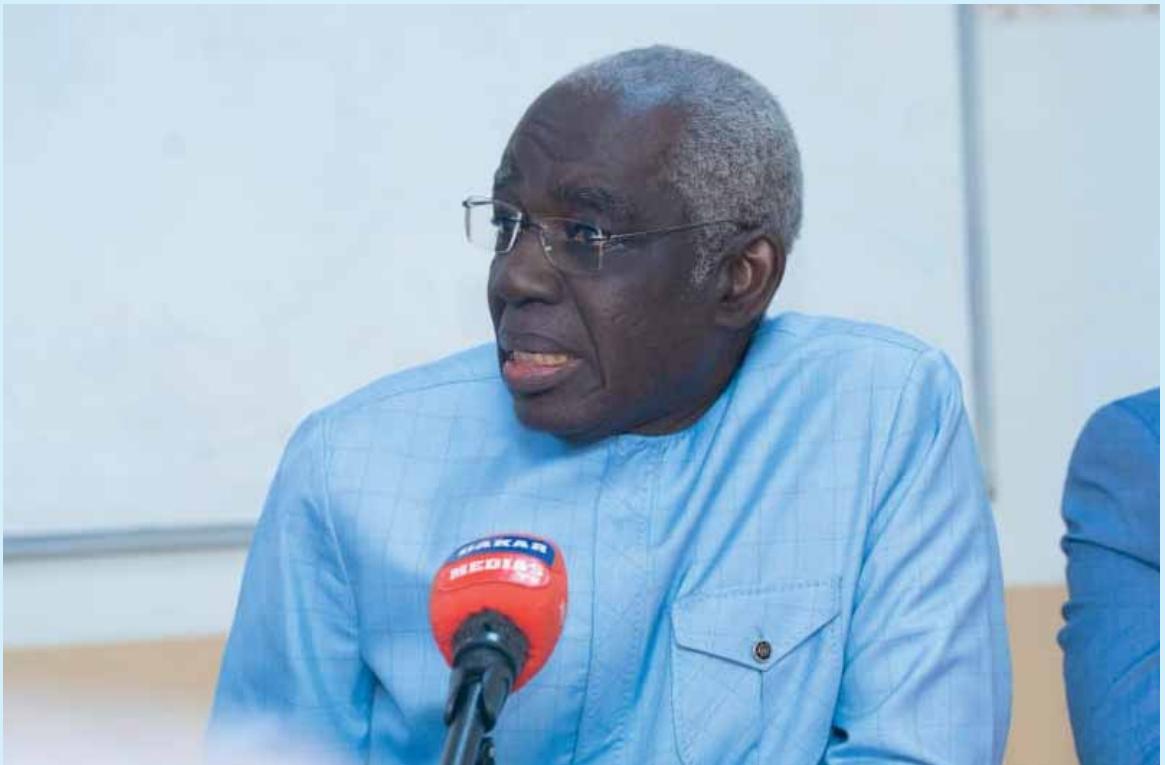
attente de réponses, tout en nous organisant pour éventuellement, si nécessaire, organiser la riposte.

Pouvez-vous revenir sur la relation entre le gouvernement et les centrales syndicales depuis l'alternance de mars 2024 ?

Nous n'avons pas de problème avec les nouvelles autorités. D'ailleurs, nous (les quatre centrales syndicales les plus représentatives) avons été les premiers à être reçus par le Président de la République et son Premier ministre. Cela démontre un peu l'intérêt qu'ils portent au monde du travail. Deuxièmement, ce sont des syndicalistes. J'ai l'habitude de le dire : ils ont été des syndicalistes, ils peuvent être à notre place, ils connaissent ce que nous faisons, ils savent ce qu'ils font, ils peuvent le faire, ils l'ont fait. Donc, ils peuvent décrypter ce que nous disons et ce que nous faisons. Je pense qu'ils doivent être également aussi sensibles que nous en tant que syndicalistes, parce qu'ils savent qu'ils ne peuvent pas être, en fait, je pense très sincèrement, en tant que des gens du mouvement syndical, ils n'acceptent pas l'injustice, parce que je considère que c'est lorsqu'on n'accepte pas l'injustice qu'on plonge dans ces combats-là. Je pense donc qu'ils sont suffisamment, comment dirais-je, motivés pour ça. Maintenant, on n'a pas de problème avec eux. Franchement, on n'a pas de problème avec le gouvernement. Parce que nous ne sommes pas des politiciens. On ne discute même pas de politique. Ce que nous faisons, c'est que nous mettons l'accent sur les préoccupations des travailleurs. Donc, le dialogue fonctionne.

Comment se portent vos relations avec le patronat ?

Le dialogue fonctionne. On n'a pas de problème dans nos relations avec les organisations patronales. Si j'ai envie de parler à un patron du Conseil national du patronat (CNP) ou de la CNES ou de MEDES, je prends mon téléphone et je parle avec lui automatiquement. S'il a envie de me voir, je vais le voir. Donc il n'y a pas de blocage à ce niveau. Les problèmes peuvent surgir au sein des entreprises, où certains patrons ne comprennent pas les droits des travailleurs ou bien sont en difficulté. Je pense que la première chose qu'ils font, c'est d'imposer la force, de faire en sorte que les travailleurs subissent ou qu'ils courbent l'échine. Et ça, nous ne sommes pas d'accord avec cette formule. Souvent, sur ce genre de question, d'ailleurs, nous pouvons interpeller l'autorité, nous pouvons dénoncer, nous pouvons aller voir les inspections du travail. Mais ce ne sont pas des questions qui nous bloquent par rapport aux organisations patronales, parce que ce sont des questions sectorielles. Les grandes entreprises, souvent, sont en règle. Ce sont d'autres entreprises qui sont en difficulté quelquefois. Et ces éléments font également l'objet de discussions.



Adama LAM, Président de la Confédération nationale des employeurs du Sénégal (Cnes)

« Le financement du PRES ne doit pas reposer sur quelques entreprises »

Le secteur privé national est appelé à jouer les premiers rôles dans la réalisation du Programme de Redressement Économique et Social (PRES), qui devrait être financé à plus de 90% à partir de ressources internes. Si la Confédération Nationale des Employeurs du Sénégal (CNES) salue la philosophie du plan, elle n'ignore pas les écueils à lever pour disposer d'un secteur privé résilient et fort, mais surtout moteur de tout développement économique et acteur majeur du souverainisme.

► Propos recueillis par Bacary DABO

Le succès du Programme de Redressement Économique et Social (PRES) repose sur un partenariat fort entre l'État et le secteur privé. Est-ce que les fondements de ce partenariat sont assurés pour vous permettre de jouer pleinement votre rôle ?

D'abord, nous sommes satisfaits que le patronat et les chambres consulaires aient été parmi les premières organisations à être reçues juste après l'avènement du nouveau régime. Cette marque d'attention démontre la volonté de l'État de placer le secteur privé national au centre du

processus, notamment à travers la Vision Sénégal 2050, mais aussi l'attente forte relative au financement du PRES, qui devrait être réalisé à plus de 90% à partir de ressources internes dont une grande partie est attendue du secteur privé. Cependant, cela devrait être précédé de préalables à résoudre, qui puissent nous permettre, nous secteur privé, de jouer pleinement notre partition. Parmi ces préalables, il y a d'abord le changement de perception de la part de l'État vis à vis du secteur privé, qu'il considère comme faible dans

sa capacité de mobilisation de ressources financières. C'est vrai que nos ressources financières sont limitées, mais nous avons suffisamment de capital de base, et surtout une réelle capacité de structuration de projets, pour mobiliser des financements si notre État nous accorde davantage de confiance afin de faire du secteur privé national le socle de la souveraineté économique. Aucun pays développé ne s'est construit sans un secteur privé national fort, soutenu par l'État. En deuxième lieu, le recyclage des actifs de l'État évoqué dans le Plan de Redressement Économique et Social (PRES) 2025/2028 nécessite plus d'explications sur les biens et services concernés et sur les modalités particulières de rétrocéSSION. En tout état de cause, le secteur privé est prêt à s'impliquer totalement, tant dans l'acquisition que dans la gestion des concessions y afférentes. Enfin, il y a l'urgence de renforcer la productivité et le dynamisme des micros, petites et moyennes entreprises, à travers une protection beaucoup plus affirmée de l'État pour les PME, dont 97% sont informelles selon l'ANSD.

Comment jugez-vous les premières actions entreprises visant la mobilisation des ressources domestiques avec les mesures de taxation imposées dans plusieurs secteurs économiques ?

L'entreprise doit d'abord être citoyenne, donc consentir à payer l'impôt ou être taxée au regard de la législation en vigueur. Seulement, le financement endogène du PRES ne devrait pas reposer uniquement sur les secteurs économiques, donc sur quelques entreprises. En effet, il est plus qu'urgent d'élargir davantage l'assiette fiscale et d'obliger ainsi, à travers divers mécanismes, l'ensemble des contribuables identifiés ou à identifier à se conformer à la loi. Ce sont les mêmes personnes morales et physiques qui contribuent à l'impôt depuis toujours, alors qu'il est possible, grâce à la digitalisation, de faire contribuer tous les concitoyens que nos lois appellent à l'impôt. Les redressements exorbitants et parfois injustifiés peuvent menacer l'entreprise, son fonds de roulement et sa capacité d'investissement. Évitons de tuer la poule aux œufs d'or qu'est l'entreprise. Par ailleurs, l'État gagnerait également à réduire son train de vie et pourrait ainsi réaliser des économies conséquentes, réorientables vers la relance de notre économie. L'une des premières mesures devrait être la rationalisation des agences, annoncée depuis plus d'un an, mais pour laquelle nous attendons toujours un début de réalisation. À cela s'ajoute la maîtrise de la masse salariale dans la fonction publique, qui a atteint des niveaux rédhibitoires pour toute volonté de relance économique.

L'économie était au ralenti avec l'arrêt de plusieurs chantiers, dont ceux des BTP et d'autres secteurs clés. Quelle est la thérapie de choc que vous proposez pour que la machine soit bien relancée ?

Comme vous le savez, l'arrêt de nombreux chantiers en raison d'audits a eu pour conséquence, pour les entreprises des BTP, des retards dans le paiement des créances auprès des banques et autres fournisseurs, ainsi qu'une tension de trésorerie qui a de facto entraîné le non-paiement des salaires, voire même des licenciements. Tout ceci s'ajoute à la question récurrente du paiement de la dette intérieure, qui avait déjà fini d'asphyxier les entreprises du secteur. Nous avons bon espoir que des lignes budgétaires conséquentes pour le règlement de cette dette seront inscrites dans la LFI 2026 afin de permettre au secteur de rebondir. Par ailleurs, la commande publique pourrait être subtilement encadrée afin d'accorder une priorité aux nationaux et aux ressortissants des pays de l'UEMOA. Enfin, les secteurs stratégiques à fort potentiel sont en général largement détenus par la concurrence internationale. Cela limite le taux de rotation du capital du fait du rapatriement naturel des dividendes. Ces secteurs devraient davantage être accessibles, avec le concours de l'État, au secteur privé national, aujourd'hui cantonné au rôle de sous-traitant ou à des niches marginales.

Quelles sont les réformes que le secteur privé suggère pour un environnement des affaires plus propice à l'investissement et au financement de l'économie sénégalaise par le secteur privé local ?

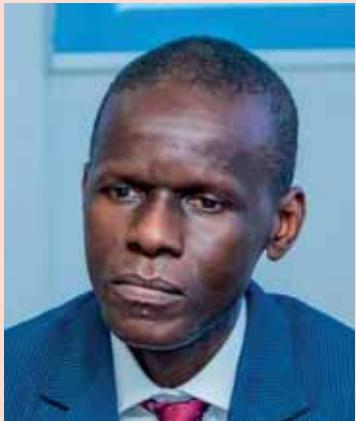
Parler d'un environnement des affaires propice implique d'évoquer les réformes engagées, dont l'une est achevée, le code des investissements, et d'autres en cours comme les codes des impôts et des douanes, sans compter celles à entreprendre dans les secteurs de la pêche, des mines, ou encore la réforme foncière. Cependant, nous souhaitons que le secteur privé soit davantage associé aux réflexions en cours. Pour la première fois, nous sommes absents dès la phase de conception des réformes sectorielles. Nous avons seulement reçu un courrier d'information et de recueil de nos préoccupations. Nos experts sur les questions fiscales, douanières, etc., sont pourtant très qualifiés pour travailler aux côtés de l'administration. Enfin, un cadre formel de concertations avec l'État devrait être mis en place rapidement. C'est pourquoi nous invitons les autorités à relancer dans les meilleurs délais le CPI (Conseil Présidentiel de l'Investissement), qui pourrait prendre une autre dénomination si elles le souhaitent, mais dont l'objectif principal resterait un espace de dialogue public-privé avec un ancrage politique et institutionnel fort (Présidence ou Primature).

Galerie de portraits

Les moteurs de l'économie au Sénégal...

► Par MLDIATTA

Waly Diouf Bodian, DG du Port de Dakar : L'efficacité incarnée



Cet inspecteur des impôts et domaines dirige le Port autonome de Dakar(PAD), poumon économique du pays. Proche du Premier ministre Ousmane Sonko, WDB est un véritable homme de devoir. Au four et au moulin, il allie compétence, engagement et efficacité dans ses innombrables missions. D'ailleurs la Banque mondiale et S&P Global Market Intelligence ont récemment classé Dakar meilleur port à conteneurs d'Afrique sub-saharienne en 2024 avec 23 points. Le PAD devance largement Freetown (2points) et Conakry(-2 points). Cette distinction consacre la qualité du management du Directeur Général car l'Institution financière souligne les « performances remarquables du Pad en matière de gestion des terminaux à conteneurs , de fluidité des opérations et de compétitivité logistique. L'infrastructure dakaroise est exploitée depuis 2008 par Dubai Port World qui a consenti d'importants investissements.

Babacar Ngom : Le roi du poulet



Babacar Ngom PDG de la SEDIMA est assurément le roi du poulet au Sénégal et en Afrique de l'ouest. Son Leadership dans l'aviculture est incontestable d'autant qu'il a réussi à intégrer et apprivoiser toute la chaîne de valeurs. Aujourd'hui avec un chiffre d'affaires avoisinant les 60 milliards cfa, SEDIMA s'impose comme un maillon important de l'industrie avicole avec près de 800 emplois directs et 40 000 indirects. Mieux, avec son abattoir de 4000 poulets / heure, le groupe s'est déjà doté d'une minoterie disposant d'une capacité de traitement de 250 tonnes de blé par jour, transformées en 200 tonnes de farine. Pourtant comme on dit trivialement, Babacar Ngom est parti pratiquement de rien puisque son investissement initial de 60 000 fr cfa en 1976 lui permettait juste d'acheter 120 poussins et d'installer son élevage dans un réduit de 16 m². Un pari audacieux qui s'est révélé inspiré au regard des résultats enregistrés. Mais à force de foi, de travail acharné, de pragmatisme et surtout de rigueur, il a su bâtir un empire impressionnant et respectable dans cet univers entrepreneurial impitoyable. Au détour d'une émission sur la toile, il disait devant des étudiants d'une école de commerce que son secret réside essentiellement dans la mystique du travail et il lui arrivait régulièrement d'aller faire des livraisons les dimanches d'autant qu'il a fini d'ériger le boulot au rang de plaisir et de don de soi. Avec SEDIMA, Ngom a réussi à maîtriser un écosystème industriel délicat en générant des emplois massifs comme pour coller à l'idée-force de l'ancien Président de la BAD le Nigérian Akinwumi Adesina qui disait que l'Afrique doit nourrir l'Afrique.

Abdoulaye Dia Senico : Des produits pour garnir l'assiette des Sénégalais



Abdoulaye Dia, PDG de la sénégalaise d'industrie et de commerce (SENIKO) est un jeune self-made man autodidacte qui s'est imposé dans le domaine de la distribution alimentaire et du BTP par la force du poignet. Il n'a pourtant pas fréquenté l'école française mais l'école coranique lui a transmis des valeurs fortes comme la résilience face aux vents contraires et le sens de la débrouille. Dia a finalement fait de SENICO un Leader de l'agro-alimentaire au Sénégal et ailleurs puisque son groupe est présent dans une dizaine de pays d'Afrique de l'ouest. Il parvient tant bien que mal à tenir la dragée haute à des mastodontes comme Nestlé ou encore Patisen sur le marché sénégalais. Le lait Halib, la pâte à tartiner Delia, les bouillons Kadi ou les pâtes Amura n'ont plus aucun secret pour le consommateur sénégalais qui se délecte de ses produits de qualité au quotidien. Par ailleurs, il a déjà investi le négoce du thé avec bonheur. Pourtant cet entrepreneur discret et très porté sur le social avait timidement démarré dans le business avec une petite échoppe avant de s'activer dans la transformation des produits halieutiques entre le Sénégal et la Gambie. Aujourd'hui la SENICO fait travailler plus de 500 personnes après avoir renforcé ses positions en implantant une nouvelle usine sur le site de Diamniadio. Comme pour rendre la monnaie de la pièce aux écoles coraniques appelées Daaras, Dia parraine les concours de récitation du Saint Coran organisés pendant le mois béni du Ramadan. Une sorte de RSE qui lui permet de rester en contact avec milieu d'origine.

Mamadou Racine SY : Le patron du tourisme uest-africain



Mamadou Racine S, Président du groupe Sénégal Hôtels est une véritable icône du secteur privé sénégalais avec sa casquette de premier vice-président du Conseil national du patronat(CNP). Mais ce bourreau du travail, membre influent du patronat sénégalais est davantage actif dans le tourisme et l'hotellerie de luxe qui reste indubitablement son cœur de métier.PDG du King Fahd Palace le fleuron du tourisme d'affaires et de conférences et outil diplomatique de premier plan, il a récemment été promu Président de la confédération des organisations patronales de l'industrie touristique et hotelière en Afrique (COPITOUR), une organisation faîtière regroupant les 15 pays de l'espace CEDEAO. L'actuel Président de la fédération des organisations patronales de l'industrie touristique au Sénégal(FOPITS) est par ailleurs présent dans le domaine stratégique de la logistique et de la manutention avec son statut de Président de Dakar Terminal et d'Africa Global Logistics(AGL), filiale de MSC le groupe qui a récemment racheté les activités de Bolloré en Afrique. Racine Sy est un acteur majeur du privé sénégalais et uest-africain. Discret mais efficace et pragmatique, l'homme s'investit énormément dans le social en venant en appui à l'Etat grâce à ses innombrables actions dans la création d'emplois massifs, l'éducation(octroi de bourses), la santé, le financement d'activités génératrices de revenus au profit des femmes et des jeunes...

Latfallah Layousse : L'industriel de la pierre au service des Sénégalais



Ln créant dans les années 2000, les ciments du Sahel pour un investissement global de pas moins de 260 milliards fr cfa avec à la clé plus de 1000 emplois, Latfallah Layousse le PDG- Fondateur est un industriel sénégalais impactant qui a également lancé les ciments du Bénin. La nouvelle cimenterie du Bénin financée à hauteur de 200 milliards cfa est une infrastructure moderne et conforme aux standards internationaux en termes de respect des normes environnementales. A la grande satisfaction des populations du voisin nigérian qui étaient en proie à des pénuries récurrentes de ciment avant l'arrivée de Layousse. Avec ciments du Sahel , ce capitaine d'industrie a réussi le tour de force de casser le monopole de la Sococim du puissant groupe français VICAT. D'ailleurs c'est dans ce sillage que Dangote s'est engouffré pour lancer sa cimenterie à Pout (50 km de Dakar).Aujourd'hui, le Sénégal compte trois cimenteries ; de bon augure pour l'accès au logement des couches défavorisées. Très imprégné du culte du travail et de la notion centrale de responsabilité sociale d'entreprise(RSE), Layousse a innové en mettant en place le premier centre de formation aux métiers du ciment en Afrique destiné à la formation continue des travailleurs. L'objectif est clair : La recherche effrénée de l'excellence, de la performance et de compétitivité

Oumar Ndir, Président syndicat professionnel des entreprises du bâtiment et travaux publics au Sénégal (SPEBTPS)



Quand le bâtiment va ,tout va" disait le célèbre maçon devenu par la suite député et homme politique français, Martin Nadeau. Oumar Ndir a visiblement fait sienne cette sagesse. Président du syndicat professionnel des entreprises du BTP du Sénégal (SPEBTPS), Ndir joue à la perfection le rôle délicat de porte-parole respectable et engagé de ce sous-secteur stratégique qui court encore derrière des créances évaluées à plus de 300 milliards cfa que lui doit à ce jour l'Etat du Sénégal. Cette dette intérieure dûe aux entrepreneurs du BTP est en train de plomber sérieusement l'activité avec à la clé des milliers d'emplois en jeu. Ndir est en train de porter un plaidoyer percutant sur tous les toits pour que les vallantes entreprises du BTP rentrent dans leurs fonds à juste raison. Élu à la fin de l'année 2024 Président du SPEBTPS, Oumar Ndir compte à son actif plus de vingt bonnes années d'engagement et de plaidoyer au service des acteurs du bâtiment et des infrastructures techniques et structurantes (routes, ponts etc). Dans un contexte particulier marqué par la volonté du pouvoir Diomaye/ Sonko de marquer son territoire et de porter son empreinte dans l'optique d'un bilan matériel probant, un profil comme le patron du SPEBTPS s'impose comme un acteur majeur dans ce processus de transformation structurelle de l'économie nationale via les infrastructures. Déthié Fall tout nouveau patron du super- ministère des infrastructures aura sûrement recours à Ndir, homme du sérial reconnu pour son impact pour mieux asseoir son Leadership et dérouler sa stratégie dans les meilleures conditions.

Professeur Marcel KOUADIO BENIE, Agrégé des Sciences Économiques

« La dette cachée a transformé une situation économique relativement stable en une vulnérabilité critique »

Professeur agrégé des Sciences Économiques, Marcel Kouadio Bénie, de l'université Félix Houphouët-Boigny d'Abidjan (Côte d'Ivoire), décortique le concept de « dette cachée » du Sénégal.

► Propos recueillis par Yao Noel

Professeur, l'actualité au Sénégal est marquée par la polémique autour de la dette cachée. Pouvez-vous nous dire ce que c'est ?

Le terme « dette cachée » fait référence à des engagements financiers ou des obligations de l'État qui ne figurent pas explicitement ou ne sont pas entièrement divulgués dans les comptes publics et les statistiques officielles de la dette.

En quoi cela est-il important en matière de macroéconomie ?

C'est un concept important, notamment dans le contexte des finances publiques de certains pays. Il peut nuire à l'économie et à la confiance des investisseurs, masquer la véritable situation financière d'un État ou d'une entreprise publique, ou augmenter le risque de chocs ou de crises de la dette.

Y a-t-il des variantes ou des formes de cette dette cachée ?

Les formes courantes de dette cachée peuvent inclure les garanties de l'État auprès des entreprises publiques ou des collectivités locales. Si l'emprunteur fait défaut, la dette retombe sur l'État. Tant que l'emprunteur rembourse, la dette reste hors bilan. La dette cachée peut résulter, par ailleurs, de Partenariats Public-Privé (PPP) mal structurés. En effet, les obligations financières futures de l'État au titre de ces contrats (par exemple des paiements annuels pour l'utilisation d'une infrastructure) ne sont pas toujours comptabilisées comme une dette dès le départ.

Professeur, de façon générale, qu'est-ce qui peut engendrer cette dette cachée ?

Les arriérés de paiement peuvent engendrer une dette cachée dans la mesure où les sommes dues par le gouvernement aux fournisseurs, aux entrepreneurs ou au personnel ne sont pas toujours incluses dans les chiffres de la dette. On note enfin les dettes d'entreprises publiques, surtout celles qui sont réputées trop grandes pour faire faillite et pour lesquelles l'État pourrait se sentir obligé d'intervenir.



Dans le cas du Sénégal, dans quelle mesure cette dette cachée est-elle préjudiciable à l'économie de ce pays ?

La dette cachée du Sénégal est hautement préjudiciable à son économie, car elle a révélé des vulnérabilités budgétaires majeures et érodé la confiance des partenaires financiers internationaux, notamment le Fonds Monétaire International (FMI). La révélation de cette dette dissimulée a fait bondir le ratio de la dette publique sénégalaise, atteignant environ 132% du PIB selon certaines estimations récentes, un niveau jugé très préoccupant par les institutions financières internationales.

Au plan de la coopération avec les institutions financières internationales telles que celles de Bretton Woods, quelles sont les conséquences possibles pour le Sénégal ?

La situation a entraîné la suspension du pro-

gramme d'aide du FMI (d'un montant de 1,8 milliard d'euros) en septembre 2025. Cette suspension prive le Sénégal d'un soutien crucial pour ses finances publiques et sa crédibilité internationale.

Professeur, peut-on voir dans cette situation sénégalaise une quelconque volonté de dissimulation ?

La découverte d'une sous-estimation délibérée de la dette a gravement entaché la crédibilité du Sénégal, ce qui va engendrer une augmentation des coûts d'emprunt. En effet, le manque de transparence et les risques de défaut accrus se traduisent par une hausse des taux d'intérêt exigés par les créanciers sur les marchés financiers. Cela rend le service de la dette plus coûteux et réduit la marge de manœuvre budgétaire pour les investissements publics essentiels (éducation, santé, infrastructures).

En définitive, que faut-il retenir de cette dette cachée du Sénégal ?

En résumé, la dette cachée au Sénégal a provoqué une crise de confiance majeure avec le FMI, menant à la suspension d'un programme, mais a aussi déclenché des exigences de réformes cruciales pour une meilleure transparence financière. Les négociations pour un nouveau programme avec le FMI exigent désormais des réformes significatives en matière de gestion des finances publiques et de transparence budgétaire, notamment l'intégration et le suivi des dettes des entreprises publiques. En somme, la dette cachée a transformé une situation économique relativement stable en une vulnérabilité critique, menaçant la capacité du pays à se financer et à maintenir une trajectoire de développement durable, d'où l'importance des efforts en cours pour regagner la confiance des bailleurs.

S'il y a dette cachée, peut-on savoir si elle a été faite à dessein ? Par qui ? Dans quel but ?

La question de la dette cachée au Sénégal est un sujet majeur dans l'actualité économique récente. C'est la Cour des comptes du Sénégal et les nouvelles autorités en place qui ont mis en évidence une dette cachée importante, estimée à environ sept milliards de dollars accumulés entre 2019 et 2024 sous l'administration précédente. Cela a potentiellement permis à l'ancien régime de maintenir une apparence de stabilité financière et d'emprunter à des conditions plus avantageuses, car les chiffres officiels masquaient la réalité de l'endettement.

Quels conseils et recommandations pour éviter ce genre de dette cachée ?

Pour éviter la dette cachée, les conseils et recommandations s'articulent autour

de trois piliers : la transparence, le cadre légal et comptable, et la gouvernance. Pour ce qui est de la transparence, il est crucial de consolider et de publier régulièrement les états financiers et le niveau d'endettement de toutes les entreprises publiques, ainsi que la nature des garanties qu'elles détiennent. Il importe aussi d'exiger la publication de tous les contrats de prêt importants, y compris les conditions, le taux d'intérêt et surtout les actifs donnés en garantie (comme les ressources naturelles dans les Resource-Backed Loans). Il convient en outre de publier un rapport détaillé sur toutes les garanties d'État accordées (aux banques, entreprises, collectivités) et d'évaluer le risque que ces garanties soient appelées. Il est enfin nécessaire d'évaluer et de comptabiliser clairement les obligations financières futures liées aux Partenariats Public-Privé (PPP) et autres contrats à long terme, en les inscrivant comme passif dans la mesure du possible. Pour le cadre légal et comptable, il faut des règles strictes pour garantir que la dette est correctement enregistrée. Il convient d'adopter des lois qui obligent explicitement toutes les entités du secteur public à collecter, enregistrer et communiquer les données de la dette dans des délais précis et selon des formats standard. Il est aussi important de mettre en place un système unique et centralisé de gestion de la dette, regroupant non seulement la dette de l'administration centrale, mais aussi celle des collectivités locales et des entreprises publiques, pour un suivi en temps réel. Pour ce qui est de la gouvernance et du contrôle, un contrôle externe et indépendant permettra de débusquer les pratiques dissimulatrices. Le rôle des institutions de contrôle (Cours des Comptes ou Chambres des Comptes, contrôle parlementaire) devra être renforcé pour auditer de manière indépendante les portefeuilles de dette et les comptes des entreprises publiques, et pour examiner et approuver (ou rejeter) les stratégies d'emprunt. Il s'agira aussi d'élaborer et de publier une Stratégie de Gestion de la Dette à Moyen Terme (MTDS) claire, qui définit la manière dont la dette doit évoluer, avec des objectifs précis de viabilité et de risque. Il faudra également mettre en place des mécanismes de reddition de comptes et, si nécessaire, des sanctions pour les responsables publics qui s'engageraient sciemment dans des transactions visant à contourner les règles de transparence. En résumé, la prévention de la dette cachée nécessite un engagement politique fort en faveur de la transparence et un renforcement des mécanismes de comptabilité et de contrôle.



Modernisation des Systèmes d'Information de l'IPRES et de la Caisse de sécurité sociale

Une transformation majeure au service de la protection sociale au Sénégal

L'Institution de Prévoyance Retraite du Sénégal (IPRES) et la Caisse de sécurité sociale (CSS) constituent les deux piliers de la Prévoyance Sociale au Sénégal. Régies par la loi-cadre 75-50 du 3 avril 1975, elles assurent la couverture sociale de populations identiques : salariés relevant du Code du travail, travailleurs de la marine marchande et agents non fonctionnaires de l'État.



Visitez <https://online.secusosiale.sn>
LE PORTAIL DE REFERENCE DE L'ENTREPRISE SENEGALAISE

Leurs ressources reposent principalement sur les cotisations sociales, composées d'une part patronale et d'une part salariale. Toutefois, malgré la convergence de leurs missions et de leurs publics, les deux institutions réalisaient séparément les mêmes activités : affiliation des employeurs, immatriculation des travailleurs, recouvrement et encaissement des cotisations, contrôle des entreprises assujetties et paiement des prestations. Conscients des enjeux de modernisation et

déterminés à améliorer durablement la qualité du service public rendu aux usagers, les Conseils d'Administration de l'IPRES et de la CSS ont lancé un vaste programme d'harmonisation et de digitalisation : le Projet de Modernisation et d'Harmonisation des Systèmes d'Information (PMHSI). Ce projet structurant vise la mutualisation des moyens, l'optimisation des ressources statutaires et l'alignement des processus techniques et fonctionnels, grâce à la mise en place d'une plateforme technologique moderne, sécurisée et intégrée.

Les réussites majeures du programme de modernisation

D'abord, la création du portail numérique <https://online.secusociale.sn>, accessible à tous les assurés sociaux du pays à savoir les salariés, les retraités, les victimes d'accidents du travail, entre autres. Au-delà du rapprochement institutionnel, le PMHSI a permis d'obtenir des résultats concrets, visibles et impactant :

- Réduction significative des délais de traitement des dossiers d'immatriculation, de paiement des taxes sociales et des prestations.
- Optimisation des processus internes, désormais harmonisés et automatisés.
- Amélioration substantielle de la qualité des services rendus aux usagers.
- Fiabilisation des données grâce à une base unique et cohérente.
- Maîtrise renforcée du risque déclaratif et réduction de l'évasion sociale.
- Éradication des possibilités de fraude grâce à une traçabilité complète des opérations.
- Réalisation d'économies d'échelle par la mutualisation des moyens techniques et humains.
- Optimisation du recouvrement, soutenue par des outils analytiques performants.
- Pilotage amélioré, appuyé par une information stratégique disponible en temps réel.

Innovation et digitalisation au service des usagers

Le projet a permis de franchir plusieurs étapes historiques :

- Création et déploiement des premières cartes de sécurité sociale numériques au Sénégal,

conformes aux standards internationaux.

- Digitalisation du paiement des pensions de retraite, avec la mise en place de terminaux TPE mobiles permettant de payer les pensionnés à domicile.
- Uniformisation de l'ensemble des services proposés aux employeurs, travailleurs et retraités.
- Supervision centralisée et sécurisation renforcée de l'infrastructure basée sur des pare-feux de nouvelle génération, une architecture redondée, une stratégie de défense en profondeur, ainsi qu'une réplication et sauvegarde quotidienne des instances applicatives.

Distinctions et reconnaissance

Grâce à son caractère novateur et à son impact sur la transformation du service public, le projet a reçu plusieurs distinctions. Il constitue aujourd'hui une référence nationale et sous-régionale en matière de transformation numérique du secteur social et marque un tournant dans la façon dont les services publics peuvent être modernisés, optimisés et rapprochés des citoyens. L'IPRES et la CSS réaffirment ainsi leur engagement à bâtir une protection sociale moderne, performante et inclusive, au service des travailleurs, des entreprises et des retraités du Sénégal.

**IPRES, 22 Avenue Léopold Sédar Senghor BP 161
Dakar, Sénégal.**

Tel : (+221) 33 839-91-91 Fax (+221) 33 839 -91-01

Email : contact@ipres.sn

Site : <https://online.secusociale.sn>



**Caisse de
Sécurité
Sociale**



Choiseul Africa Business Forum 2025

PORTEO Group affiche son ambition continentale

Le Choiseul Africa Business Forum, qui s'est tenu les 4 et 5 novembre à Rabat, a offert une scène de premier plan à PORTEO Group. L'entreprise panafricaine, active dans les infrastructures et l'industrialisation durable, y a renforcé son positionnement de leader africain, dans une édition réunissant plus de 800 décideurs économiques, institutionnels et investisseurs d'Afrique, d'Europe et du monde arabe.

► Par Jesdias LIKPETE

La 6^e édition du Choiseul Africa Business Forum a porté sur le thème « Made With Africa : industrialisation, innovation et exportations pour une croissance partagée ». Réunissant un important parterre d'acteurs étatiques et du secteur privé qui, elle a été une occasion de rappeler l'urgence d'un modèle de développement réellement porté par les acteurs du continent. Au nombre de l'impressionnant parterre d'acteurs dont les actions contribuent directement

au rayonnement infrastructurel et économique du continent, les organisateurs ont pu compter sur PORTEO, spécialisé dans le déploiement d'infrastructures physiques et numériques stratégiques. À travers une participation active aux travaux, le groupe a, une fois de plus, confirmé son rôle structurant dans une Afrique qui veut prendre en main son développement. Lors du panel d'ouverture, le Directeur Général de PORTEO Group, Papa Amadou Sarr, a donné le ton. « La souveraineté industrielle, ça ne se décrète

pas. Ça se construit, bloc après bloc », a-t-il déclaré, soulignant la nécessité de maîtriser et d'ancrer les savoir-faire pour pouvoir les transmettre. Cette approche s'inscrit dans la trajectoire ascendante du groupe, qui revendique 3 000 km d'infrastructures réalisées, huit pôles d'expertise intégrés et une croissance annuelle moyenne de 21 %. « PORTEO s'impose comme un champion africain capable de concevoir, financer et exécuter des projets structurants à l'échelle régionale », souligne le groupe dans un communiqué rendu public au lendemain de cette enrichissante participation à l'édition de Rabbat.

Un modèle fondé sur la compétitivité et la durabilité

Dans un contexte d'urbanisation rapide, le directeur général de PORTEO Group a insisté sur l'obligation de bâtir des infrastructures compétitives et durables. Selon lui, l'autosuffisance industrielle repose sur la production locale d'intrants hors bitume et ciment, mais aussi sur des exigences environnementales renforcées. Papa Amadou Sarr rappelle que PORTEO investit dans des « chantiers zéro

gaspillage béton » et dans la formation continue afin de garantir « la formation des équipes locales ». Cette orientation trouve un écho direct dans la vision portée par les organisateurs du forum. Pour Pascal Lorot, Président de Choiseul Africa, l'édition 2025 illustre un changement de paradigme. « Rabat 2025 consacre une Afrique qui construit, innove et s'affirme. L'enjeu n'est plus seulement d'attirer des capitaux, mais de créer des modèles économiques africains, compétitifs et durables », a-t-il indiqué. Une ambition que PORTEO affirme vouloir traduire dans ses opérations sur le terrain, en combinant stratégie, exécution et impact, dans « un esprit de coopération régionale et de confiance partagée ». À travers ces engagements industriels et environnementaux, PORTEO Group revendique clairement une mission qu'il s'efforce de consolider depuis sa création : contribuer à une Afrique industrielle, autonome et connectée.



CAN 2025, le miroir d'un continent

► Par Jos Blaise MBANGA KACK



S'il est un domaine où l'Afrique n'a jamais eu à rougir face aux autres continents, c'est bien celui du football. Sur les terrains, dans les tribunes ou sur les bancs des remplaçants, le talent africain brille, souvent ailleurs, parfois chez lui, toujours avec éclat. Quelle grande équipe au monde peut se vanter de ne pas compter dans ses rangs un joueur issu du continent ? Du Real Madrid à Manchester City, de l'Inter de Milan au PSG, les racines africaines irriguent la planète foot. Et depuis le Cameroun héroïque de 1982 jusqu'au Maroc conquérant de 2022, le continent s'est peu à peu imposé, non plus comme un invité du football mondial, mais comme un acteur qui y tient pleinement sa place.

Pour mémoire, le Cameroun de 1982 avait tenu tête aux grands, trois matchs nuls, zéro défaite, avant d'atteindre les quarts de finale en Italie huit ans plus tard. Le Sénégal suivra, brisant la

glace des quarts en 2002, avant que le Maroc ne hisse le drapeau africain au firmament d'une demi-finale historique au Qatar. Le message est clair : l'Afrique ne rêve plus, elle démontre. Pourtant, comme le dit si bien Joseph Antoine Bell, ancien gardien de but camerounais et consultant pour RFI, « l'Afrique est le continent des paradoxes ». Hier, elle regorgeait de talents sans infrastructures. Aujourd'hui, elle aligne des stades flamboyants, mais les championnats piétinent. Le paradoxe est total, presque cruel : jadis, les joueurs brillaient malgré le vide ; désormais, le vide s'installe malgré les moyens.

De la passion à la gestion : les promesses inachevées du foot africain

Comment comprendre ce déséquilibre ? Les fédérations sont dirigées par des hommes fortunés, souvent passionnés, parfois éclairés. Le continent ne manque plus de moyens financiers, ni de compétences administratives. Et pourtant, le Graal demeure hors de portée. Pourquoi aucune nation africaine n'a-t-elle encore soulevé la Coupe du monde ? Est-ce encore ce fameux plafond de verre ? Ou bien une limite que l'on s'impose à soi-même, cette impression sourde qu'au-delà d'un certain seuil, il est « congénitalement » impossible d'aller plus haut ?

À la veille d'une nouvelle Coupe d'Afrique des Nations, la question mérite d'être posée : où en est le football africain ? Et surtout, que veut-il devenir ? L'Afrique du Sud a été, en 2010, la première et, à ce jour, la seule nation du continent à organiser une Coupe du monde, 100% africaine, de l'ouverture à la clôture. Celle de 2030, prévue en partie au Maroc, sera étalée sur deux, voire trois continents. L'Afrique, hélas, ne sera plus seule à recevoir le monde. Ironie du sort : plus la FIFA élargit la compétition, plus l'Afrique semble s'en éloigner. Le nombre d'équipes africaines qualifiées passera bientôt à neuf. Une victoire sur le papier, certes. Mais cette extension n'interroge-t-elle pas la qualité ? À quoi bon être nombreux si l'excellence recule ? Le football africain semble parfois préférer la quantité à la profondeur, le spectacle au score, le show à la stratégie. La

passion, elle, demeure intacte, mais elle ne suffit plus. Le foot d'aujourd'hui se gagne autant sur la pelouse que dans les bilans comptables.

Quand le ballon devient business

Le football est devenu, qu'on le veuille ou non, une affaire de gros sous. Autrefois, les mécènes faisaient rêver. Patrice Motsepe, propriétaire du Mamelodi Sundowns en Afrique du Sud et aujourd'hui président de la CAF, Moïse Katumbi à la tête du Tout Puissant Mazembe, ou encore Simplice de Zinsou hier à la barre de l'Africa Sports d'Abidjan : ces figures mêlaient passion, prestige et fortune. Au Cameroun, la belle époque de l'Union de Douala et du Canon de Yaoundé avait vu des entrepreneurs visionnaires, Ngassa Happi, Ombga Zing et consorts, investir leur argent et leur âme dans le ballon rond. De ces rivalités sont nés les Ballons d'Or africains, les stades pleins, les soirées vibrantes où l'on croyait que tout était possible. Mais cette époque semble révolue. Le romantisme du foot africain s'est éteint dans les lumières des écrans LED. Les grands clubs du continent, à l'exception de quelques bastions au Maghreb ou en Afrique du Sud, peinent à rivaliser avec les structures d'Europe ou d'Amérique latine. L'Afrique subsaharienne, malgré ses talents, reste le parent pauvre du « sport business ». Ce n'est pas qu'elle manque d'argent, c'est qu'elle n'a pas encore trouvé la formule pour le transformer en puissance durable.

Alors, à l'heure où le Maroc s'apprête à accueillir la CAN et à co-organiser la Coupe du monde, une question s'impose : le continent avance-t-il ou recule-t-il ? Peut-être ni l'un ni l'autre. Peut-être est-il simplement à la croisée des chemins, tiraillé entre la passion populaire et les impératifs économiques. Le football africain a conquis le cœur du monde, mais pas encore son respect institutionnel. Il a les joueurs, les stades, les sponsors, mais pas toujours la vision ni la constance. Car au fond, l'enjeu n'est plus seulement de jouer, mais de durer. L'Afrique a longtemps été le réservoir de talents des autres. Elle doit désormais devenir le laboratoire de sa propre excellence. Si elle ne maîtrise pas l'économie du jeu, elle restera éternellement applaudie, mais rarement couronnée. Et c'est là tout le paradoxe du continent : une passion indomptable, un potentiel immense, mais une organisation encore à construire. Tant que le coffre-fort primera sur le projet sportif, tant que les ambitions nationales s'arrêteront aux demi-finales de la CAN, le rêve d'un sacre mondial demeurera un mirage. Le football, dit-on, est un miroir. Celui de l'Afrique renvoie une image fascinante, belle, prometteuse, pleine de fougue, mais encore floue. Et si la prochaine Coupe d'Afrique des Nations devenait enfin ce moment de lucidité où le continent, en se regardant jouer, apprendrait à se regarder vraiment ?





THIERRY
HOT,

Le globetrotter prend ses quartiers à la BAD

Stratège en communication et maître de la diplomatie publique, l'ancien journaliste débarque au bord de la lagune Ebrié au service du géant financier qui façonne l'avenir du continent.

► Jos Blaise MBANGA KACK

C'était un secret de Polichinelle. Derrière l'élection du Mauritanien Sidi Ould Tah à la présidence de la BAD se trouvait un homme de l'ombre, chef d'orchestre discret mais omniprésent. Thierry Hot, Camerounais à la démarche pressée,

à l'agenda surchargé et au carnet d'adresses long comme un bottin continental. Résultat logique. Deux semaines après l'installation de son ami mauritanien, il est nommé conseiller exécutif du président de la Banque africaine de développement. Le personnage est atypique. Lui qui se rêvait phar-

macien s'est retrouvé journaliste par accident, au cœur des années de braise sénégalaises. Les grèves à répétition l'ont conduit au Burkina Faso où il se forme au journalisme et à la communication. De là, il tisse sa toile. Pigiste pour Mutations au Cameroun puis pour d'autres titres, il fréquente le Fespaco, côtoie cinéastes et diplomates, toujours un pied dans la salle de rédaction et un autre dans les coulisses du pouvoir. Une règle ne change pas. Être là où tout se joue. Bruxelles devient ensuite son camp de base. Correspondant, conseiller, homme de réseaux, puis directeur de l'information chez Africa 24 à partir de 2009, où il interviewe aussi bien les présidents sortants que les aspirants à la magistrature suprême. L'aventure se termine en eau tiède avec son complice Constant Nemale. Qu'importe. Il rebondit et crée le groupe Samori Media Connection, via lequel Notre Afrik, mensuel panafricain, voit le jour en 2010. Dans la foulée, il lance en 2014 le Rebranding Africa Forum, grand rendez-vous bruxellois où défilent chaque année banquiers, investisseurs et ministres en quête de crédibilité. Toujours à la croisée des mondes, Hot, 52 ans, ne se contente pas du journalisme. Titulaire d'un MBA en management stratégique et en intelligence économique, il conseille, connecte et anticipe. Conseiller spécial du président burkinabé Roch Marc Kaboré de 2015 à 2021, année du coup d'État, vice-président des relations institutionnelles de la holding américaine Lilium Capital en 2023, fondateur de Pivotal Africa Network en 2024. La liste ressemble à un inventaire de poste de combat. L'homme ne s'arrête jamais.

Derrière le costume taillé sur mesure, latin dans le goût et anglo-saxon dans la rigueur, se cache un credo simple. « Servir l'Afrique, bâtir l'avenir ». Ce n'est pas une formule creuse mais une boussole. Il le dit lui-même. « Ce que je suis aujourd'hui, je le dois à la BBC, à la rigueur et à la ponctualité que j'y ai apprises. » De Londres, où il rejoint la BBC World Service en 2001, à Ouagadougou, de Bruxelles à Abidjan, Thierry Hot a appris à parler aux puissants sans jamais se brûler. Chevalier de l'Ordre du mérite national de Mauritanie depuis le 18 juillet 2025, il cultive pourtant l'art de l'effacement. Hot n'aime pas les projecteurs. Il préfère les coulisses, là où se nouent les accords et où se forgent les destins. Franc du collier, il ne mâche pas ses mots, mais son efficacité tient à sa discréetion. Lorsqu'il passe ses vacances au Cameroun, son ancrage est à Kribi, ville balnéaire où il possède une résidence à l'architecture futuriste. Le jardin y abrite un boukarou qui surplombe une piscine naturelle chauffée. Un havre qui reflète son goût pour une sobriété raffinée et pour l'équilibre entre modernité et tradition. Aujourd'hui, le défi s'appelle BAD. Et personne ne doute que ce golden boy, au sens noble du terme, saura une fois encore transformer l'essai. Thierry Hot n'est pas seulement un homme de réseaux. Il est ce fil invisible qui relie les capitales, les institutions et les ambitions. Avec Sidi Ould Tah à la présidence et lui en éclaireur, la Banque africaine de développement, premier bailleur de fonds du continent, pourrait bien retrouver ce que l'on attend d'elle. Un souffle neuf pour une Afrique qui refuse de végéter.



Décoration de Thierry HOT par S.E.M Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani, président de la Mauritanie



BRIGITTE HOUSSOU, une vision qui change la table parisienne

Entrepreneure passionnée et ambassadrice résolue de la gastronomie africaine, Brigitte Houssou est aujourd’hui CEO du groupe Maasai, une entreprise qu’elle a fondée en France avec ses frères. À travers leurs établissements, ils ont fait le pari audacieux — et réussi — de raconter l’Afrique autrement : dans l’assiette, dans l’ambiance, dans l’âme.

► Par Ronie Floride AGAMMA

Frano-Béninoise et amoureuse des saveurs du continent, Brigitte Houssou révolutionne depuis 2017 la scène gastronomique parisienne grâce à un univers culinaire haut de gamme profondément inspiré des terroirs africains. Aux cô-

tés de ses quatre frères, elle bâtit progressivement un véritable empire gustatif composé de trois restaurants désormais incontournables : La Villa Maasai, Le Café Maasai et La Suite 34. Réunies au sein de la Fonder H-Envergure, ces enseignes offrent une cuisine africaine raffinée,

authentique et revisitée avec une touche contemporaine. Pour Brigitte Houssou et ses frères, l'ambition était claire : faire du Maasaï « le miroir vivant de l'excellence culinaire africaine ». Aujourd'hui, le pari est plus que tenu. Les clients y vivent un voyage gustatif qui traverse l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique centrale. Du yassa sénégalais au ndolé camerounais, du mafé à l'attiéké ou encore au tieb, chaque plat est traité comme un récit, une mémoire, une culture patiemment transmise.

Briser les préjugés et imposer une nouvelle norme

À la tête de l'entreprise familiale, Brigitte a dû affronter l'un de ses défis les plus exigeants : convaincre que la gastronomie africaine mérite sa place au sommet, au même titre que les cuisines déjà reconnues mondialement. Il a fallu travailler d'arrache-pied pour déconstruire des idées préconçues, rassurer les investisseurs, gagner la confiance des clients, former des équipes solides et persister, même lorsque certains doutaient du projet. Mais la persévérance a payé. Très vite, Maasaï fait écho auprès des Parisiens, des touristes et même des diasporas africaines. Le succès est fulgurant, porté par l'énergie, la rigueur et les quinze années d'expérience accumulées par Brigitte au sein d'une grande entreprise. La jeune mère de famille se forge alors une stature : celle d'une femme entrepreneure influente, résiliente, déterminée et visionnaire. Sa détermination, qui frise parfois l'entêtement, a permis au Maasaï de surmonter chaque défi pour devenir une référence, une histoire à part entière dans la promotion de l'art culinaire africain.

Inspirer des générations à travers le monde

La pandémie de Covid-19, qui a paralysé le monde entier, a profondément marqué Brigitte. Comme beaucoup, elle a vu l'activité ralentir, les projets se figer, les certitudes vaciller. Mais plutôt que de céder à la morosité, elle choisit de se réinventer, d'ajouter « plus de corde à son arc ». Éternelle apprenante, elle profite de ce temps suspendu pour se former au numérique, affiner ses compétences et repenser ses priorités. Cette période devient un tremplin pour Brigitte qui se lance dans des masterclass et des conférences, inspirant de jeunes entrepreneurs et des femmes du monde entier. Son rêve est de réussir, dans les années à venir, à bâtir des ponts solides entre talents, territoires et savoir-faire ; transmettre, accompagner et contribuer à libérer tout le potentiel des nouvelles générations.

Un rêve qui dépasse la cuisine

Si elle n'écoutait que son cœur, Brigitte aurait déjà concrétisé son projet le plus cher : créer en Afrique

un grand centre culturel et gastronomique, un lieu unique où se croisent cuisines, arts, langues, talents et histoire, tout en formant les générations à venir. Elle imagine un espace vivant, ouvert sur le monde mais profondément ancré dans les valeurs africaines : un lieu où l'on vient se nourrir autant de plats traditionnels que d'idées et d'inspiration. Au-delà de la cuisine, Brigitte Houssou milite avec conviction pour l'inclusion financière et l'autonomisation économique des femmes en Afrique subsaharienne. Elle croit profondément qu'une femme formée, soutenue et entourée peut transformer non seulement sa propre vie, mais aussi celle de toute sa communauté. Amoureuse des cultures africaines, elle consacre une grande partie de son temps à promouvoir le patrimoine culinaire, artistique et historique du continent. Elle encourage sans relâche les jeunes entrepreneurs, femmes et hommes, à cultiver la curiosité, l'humilité, la rigueur et la formation continue, des valeurs qu'elle applique elle-même depuis des décennies. Brigitte Houssou se décrit volontiers avec trois mots : authentique, travailleuse et audacieuse. Trois valeurs qui transparaissent dans son parcours. Convaincue de la richesse du savoir-faire africain, elle continue de porter haut cette fierté, avec dignité et détermination. Entre émissions télé, mentorat, accompagnement des femmes et conférences, la CEO du Maasaï n'a pas fini d'impacter l'Afrique... et le monde.





Inauguration de la deuxième mine de lithium du Mali

Les promesses d'un partenariat Mali–Chine–Royaume-Uni

En ouvrant sa deuxième mine de lithium, le Mali consolide sa stratégie de souveraineté économique et ambitionne de devenir le premier producteur africain dès 2026.

► Par Moussa DIARRA

Les autorités maliennes entendent mettre en œuvre une vision cohérente, fondée sur un développement harmonieux dans lequel « le peuple malien, jaloux de sa souveraineté, bénéficiera des

revenus de ses secteurs de développement. » À ce titre, le projet des Mines de Lithium de Bougouni SA, dans lequel Bamako détient 35 % du capital, renforce le positionnement stratégique du Mali au sein du cercle restreint des pays producteurs de

lithium, une ressource devenue cruciale pour le monde engagé dans la transition écologique. En combinant les prévisions de production de concentré de spodumène des deux mines pour 2026, le Mali devrait atteindre un volume total de

590 587 tonnes, se hissant ainsi au premier rang en Afrique. Le projet de Bougouni, qui a nécessité pour sa première phase (2024-2027) un investissement de 65 millions de dollars américains, soit un peu plus de 36 milliards de francs CFA, a déjà permis la création de 500 emplois locaux, un chiffre qui devrait atteindre 800 lors du lancement de la seconde phase. Les Mines de Lithium de Bougouni représentent également environ 24 031 063 987 francs CFA d'achats de biens et services auprès d'entreprises nationales. Sur toute la durée de vie du projet, ce montant pourrait dépasser les 100 milliards de francs CFA, auxquels s'ajoutent déjà 317 millions de francs CFA consacrés aux actions de développement communautaire. Le ministre des Mines a insisté sur la dimension partenariale du projet. « La structure partenariale de ce projet est un modèle d'exploitation en co-entreprise

qui commence à porter ses fruits dans notre pays. Kodals Minerals UK, détenue par l'entreprise chinoise Xinmao Investment et Kodal Minerals Plc du Royaume-Uni, opérera la mine, en respectant les principes et règles édictés par l'administration minière », a expliqué le Pr Amadou Keïta. Il s'est réjoui de l'engagement du président du Conseil d'administration de Kodal Mining UK et directeur général de Hainan Mining, Teng David LEI, qui a réaffirmé « la communauté de vision entre le Mali, la Chine et le Royaume Uni autour de ce projet conçu comme une contribution active à la croissance économique du Mali. » « Je voudrais le rassurer sur le fait que, pour notre part, l'émergence d'une industrie du lithium compétitive et durable, avec l'apport de LMLB SA est une motivation de tous les instants de notre administration », a-t-il précisé. « Le secteur minier est appelé à jouer le rôle de pilier de notre

souveraineté économique, conformément à la vision "Mali kura taasira ka ben san 2063 ma" », a déclaré le ministre des Mines, le Pr Amadou Keïta. « Ce peuple a tracé la voie pour une gestion rigoureuse du secteur minier, une meilleure redistribution de ses revenus et une transparence à toute épreuve dans le processus d'attribution et de contrôle des titres miniers », a-t-il ajouté. L'ouverture d'une mine s'accompagne toujours de nombreux espoirs pour les investisseurs, les travailleurs, les autorités locales, les communautés et, naturellement, les finances publiques. Ici, l'on nourrit l'espoir que « les fruits tiendront la promesse des fleurs », des attentes qui ne pourront être satisfaites qu'à travers une détermination collective et constante à respecter le cadre juridique et à préserver les intérêts de toutes les parties.





Camions citernes livrant de l'essence au Mali

Pénurie de carburant

Le Mali sous pression, l'économie au ralenti

Le Mali traverse une crise des hydrocarbures d'une ampleur inédite, mettant en péril l'économie, la stabilité sociale et le fonctionnement quotidien des services publics.

► Par Moussa DIARRA

La pénurie de carburant a paralysé une grande partie des activités à Bamako et dans les régions. Les files d'attente devant les stations-service se sont allongées au point de devenir la norme, tandis que les prix explosent sur le marché noir. Selon des

sources locales, le litre d'essence atteint désormais près de 2 700 F CFA. Dans certaines zones frontalières, la rareté alimente même un trafic transfrontalier, notamment avec la Guinée. Les populations, déjà éprouvées, doivent faire face à une situation qui semble sans issue. Cette crise se superpose à

une dégradation persistante du réseau électrique. Depuis deux ans, les coupures se sont intensifiées, limitant l'accès à l'électricité à six ou sept heures par jour. Ce double choc énergétique freine lourdement les transports, le commerce, les services et même des activités sociales comme les mariages ou

les baptêmes. L'éducation est également touchée : plusieurs établissements scolaires de la capitale ont été contraints de fermer pour deux semaines. Le groupe terroriste Jama'at Nusrat al-Islam wal-Muslimin (JNIM), affilié à al-Qaïda, est directement à l'origine de la situation actuelle. Début septembre, il a imposé un embargo sur Bamako en s'attaquant aux camions-citernes venant notamment du Sénégal et de la Côte d'Ivoire. La dernière attaque recensée date du 28 octobre 2025, à 50 km de Kati, ville stratégique et centre du pouvoir militaire. Dans les régions, le quotidien n'est guère meilleur. À Koutiala, la Direction régionale du Commerce et de la Concurrence (DRCC) assure qu'il n'y a pas encore de rupture sur les produits de première nécessité et que les prix restent stables. En revanche, le carburant est introuvable. Le maire chargé de l'éducation et de la santé rappelle que « pour l'approvisionnement normal de Koutiala, il nous faut 15 citernes par mois ». La ville n'en a reçu que six la semaine précédente. Dans le centre, à Macina, la crise a entraîné un retour massif à l'usage des vélos et charrettes, seuls moyens de transport ne nécessitant ni essence ni gasoil. Le litre d'essence y atteint 2250 F CFA et les activités économiques ralentissent fortement. Les Forces de défense et de sécurité ont renforcé les contrôles sur ces véhicules, fréquemment utilisés par les Groupes armés terroristes (GAT). Une situation paradoxale profite toutefois aux finances locales : la mairie perçoit une taxe de 1 000 F CFA par vélo ou charrette, ce qui augmente sensiblement ses recettes.

La réponse du gouvernement

Face à l'urgence, le gouvernement a pris plusieurs mesures. Un arrêté interministériel, signé

le 30 octobre 2025, ordonne l'ouverture permanente, 24h/24, de toutes les stations-service du pays « jusqu'à nouvel ordre ». Le texte précise que ces établissements « sont tenus d'être ouverts en permanence (...) pour assurer le ravitaillement des populations » et impose un reporting hebdomadaire sur l'état des stocks. La vente de carburant en bidons est désormais interdite, sauf dérogation pour alimenter les groupes électrogènes ou les machines nécessaires aux usages professionnels et domestiques. Le contrôle de l'exécution de ces mesures est confié aux directions générales du Commerce, de la Consommation et de la Concurrence, de la Géologie et des Mines, à l'Office malien des produits pétroliers, ainsi qu'aux forces de sécurité. Le Directeur général adjoint de la DGCC, Soumaïla Djittéye, a assuré que « le Mali dispose de quantités suffisantes de carburant pour approvisionner le pays dans les prochains jours », à l'issue d'une réunion interministérielle de crise. « Les constats sur le terrain nous permettent d'affirmer, sans risque de nous tromper, qu'il existe actuellement des stocks suffisants pour approvisionner le pays pendant plusieurs jours », a-t-il insisté. Selon lui, les équipes de la DGCC ont inspecté les grands dépôts de Bamako (ONAP, Sanké, Star Oil) et évalué les stocks dans les stations-service de tout le pays, tout en recensant les camions-citernes circulant sur les principaux corridors d'approvisionnement. M. Djittéye a salué la résilience des populations et l'appui des forces de sécurité dans l'acheminement des convois vers les zones de consommation. Le gouvernement a également décidé de renforcer les escortes des camions-citernes et de déployer des équipes mixtes

pour contrôler le respect des prix officiels et superviser la distribution. Des sanctions ont été prises à l'encontre de stations ayant pratiqué des tarifs illégaux. « Nos agents ont relevé des cas de vente à des prix supérieurs à ceux fixés par l'État. Des sanctions ont été prises, parfois même la fermeture temporaire de stations », a rappelé Soumaïla Djittéye. Les prix restent officiellement fixés à 775 F CFA pour le super et 725 F CFA pour le gasoil, a confirmé le Directeur général de l'ONAP, Modibo Gouro Diall. Les autorités assurent enfin que la situation est « passagère » et que l'approvisionnement fera l'objet d'un suivi constant pour stabiliser durablement le marché. Une vaste opération de contrôle inopinée a d'ailleurs été menée à Bamako le 9 octobre 2025 sur instruction du Premier ministre. Sur la scène internationale, les partenaires occidentaux prennent la situation très au sérieux. Après les États-Unis, l'Italie et l'Allemagne ont recommandé à leurs ressortissants de quitter le Mali, face à la pression croissante exercée par le JNIM et à la multiplication des attaques contre les convois de carburant.



Banque

Orabank fragilisée par la BCEAO

La décision récente de la Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) de rejeter le plan de recapitalisation d'Orabank, soutenu par la Banque ouest-africaine de développement (BOAD), secoue le secteur bancaire régional.

► Par Oussouf DIAGOLA

Ce refus de la BCEAO bloque une opération de sauvetage pourtant cruciale pour la survie de l'un des rares groupes panafricains présents dans douze pays d'Afrique de l'Ouest et du Centre (Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Gabon, Guinée, Guinée-Bissau, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal, Tchad et Togo) et gérant plus de 220 milliards de FCFA de produit net bancaire. La BCEAO justifie sa position par la nécessité de préserver une stricte séparation des missions. Selon elle, la BOAD n'a pas vocation à jouer les « ambulanciers » du secteur en absorbant les difficultés structurelles d'une banque commerciale telle qu'Orabank. Fidèle à la discipline prudentielle imposée par les standards internationaux de Bâle, l'institution monétaire estime qu'il revient d'abord aux actionnaires privés de prendre en charge le redressement, voire de laisser le marché résoudre la crise, plutôt que d'ouvrir la voie à un interventionnisme massif de fonds publics ou parapublics. L'Administrateur Directeur Général, Ferdinand NGON KEMOUM, que nous avons sollicité, n'a pas souhaité réagir aux conséquences de la décision de la BCEAO sur les filiales d'Orabank en zone BCEAO, en zone BEAC et en Mauritanie, ni sur l'entrée de la BOAD dans le capital ou les suites à envisager pour le plan de restructuration.



Toujours est-il que le refus de la BCEAO dépasse le cadre d'une simple querelle institutionnelle. Il envoie un signal fort à l'ensemble de la place bancaire ouest-africaine : l'ère des sauvetages systématiques est révolue. Désormais, chaque établissement doit anticiper davantage les risques liés à la dégradation de ses actifs ou à l'érosion de son niveau de fonds propres. Le cas Orabank, marqué par la hausse des créances douteuses et la détérioration du ratio Cooke, met en lumière la fragilité persistante de certains acteurs et la nécessité de restaurer la confiance sur le marché. L'absence de solution rapide accroît le risque d'une contagion systémique : blocage des refinancements, retraits massifs de

dépôts, perte de confiance des agents économiques. Orabank pourrait dès lors être contrainte de céder des actifs ou de rechercher un nouvel investisseur privé capable de soutenir un plan de restructuration strict. De leur côté, les autorités régionales cherchent avant tout à préserver la stabilité d'ensemble et à éviter une prise de contrôle de la BOAD qui, selon la BCEAO, dénaturerait sa vocation première de financeur du développement. Au final, ce bras de fer illustre la profonde évolution de la gouvernance bancaire en Afrique de l'Ouest : la rigueur prudentielle l'emporte désormais sur le pragmatisme interventionniste, au prix d'une transition plus douloreuse mais sans doute plus salutaire pour l'avenir du secteur.

Monnaie

Le franc congolais reprend des couleurs

La Banque centrale du Congo mise sur des injections massives de devises pour stabiliser la monnaie et soulager le pouvoir d'achat.

► Par Roger KABENGELE

Face à la dépréciation chronique du franc congolais, la Banque centrale du Congo (BCC) a décidé de réagir avec vigueur. Sous l'impulsion de son nouveau gouverneur, André Wameso Nkualoloki, l'institution monétaire a lancé une série d'interventions destinées à restaurer la confiance dans la devise nationale. L'objectif est clair : stabiliser le marché, contenir la spéculation et redonner de l'air au pouvoir d'achat des ménages. Le 18 août 2025, la BCC a injecté 50 millions de dollars sur le marché interbancaire, vendus aux banques commerciales au taux de 2 776 CDF pour 1 USD. Un signal fort, salué comme le premier acte tangible d'une nouvelle stratégie monétaire. Résultat, en moins de trois semaines, le taux de change est passé de 2 850 CDF à 2 170 CDF pour un dollar. Une appréciation spectaculaire dans un pays longtemps habitué à la spirale inverse.

Un répit bienvenu pour le pouvoir d'achat

Sur les marchés de Kinshasa et de Lubumbashi, les effets se font déjà sentir. Les prix des produits de base reculent, rendant la respiration un peu moins difficile pour les ménages. « Avant, un sac de farine de maïs importé coûtait 48 000 francs. Aujourd'hui, je le paie 35 000 », confie Francine Ntumba, commerçante à Lubumbashi. Lait, sucre, savon : la tendance suit le même mouvement,

confirmant l'impact immédiat de la reprise monétaire. Mais derrière cette embellie, les économistes appellent à la prudence. Pour Elie Tshimpagna, expert en sciences économiques, la remontée du franc congolais «reste conjoncturelle». « Injecter des devises sur le marché n'est qu'une mesure de soutien à court terme. Pour ancrer durablement la stabilité, il faut des réformes结构elles, un cadre budgétaire plus rigoureux et une économie mieux intégrée », a-t-il précisé. Certains vont plus loin et plaident pour une intégration régionale accrue, voire une

adhésion à une zone monétaire comme l'UEMOA (Union Économique et Monétaire Ouest Africaine), afin de garantir une discipline financière et une stabilité du change sur le long terme. Reste que la manœuvre de la BCC, saluée par les marchés comme par la population, redonne un souffle inattendu au franc congolais. Dans un contexte où l'inflation semblait devenue une fatalité, cette reprise, même fragile, agit comme une bouffée d'espoir dans les portefeuilles congolais.





Le DG du Port autonome d'Abidjan a participé à un panel de haut niveau lors du 45^{ème} Conseil annuel de l'AGPAOC

AGPAOC 2025 Le Port d'Abidjan réaffirme son leadership régional

Le Port Autonome d'Abidjan (PAA) a occupé le devant de la scène lors du 45^e Conseil annuel de l'Association de Gestion des Ports de l'Afrique de l'Ouest et du Centre, tenu du 4 au 7 novembre 2025 à Pointe-Noire.

► Par Jesdias LIKPETE

Placé sous le thème « Réinventer la gestion domaniale portuaire : vers une valorisation durable et résiliente des infrastructures face aux défis économiques et environnementaux », le 45^e Conseil Annuel de l'Association de Gestion des Ports de l'Afrique de l'Ouest et du Centre (AGPAOC) a réuni à Pointe-Noire, en République du Congo, les dirigeants des ports

et autres acteurs portuaires des deux régions africaines. Cette rencontre de haut niveau a, une fois de plus, confirmé le rôle structurant du Port d'Abidjan dans la réflexion régionale. Au cours des travaux de ce 45^{ème} conseil annuel, la délégation conduite par Hien Yacouba Sié a apporté son expertise sur trois grands enjeux à savoir la valorisation stratégique du domaine portuaire, la gouver-

nance foncière et l'optimisation des espaces, et la digitalisation des processus logistiques et domaniaux. Le rapport de synthèse adopté à la fin des travaux est largement enrichi des contributions ivoiriennes. Il est à retenir que les rapports techniques validés aux termes des travaux tracent une feuille de route ambitieuse pour les ports membres de l'AGPAOC. Ils prévoient l'élaboration de

schémas directeurs domaniaux à l'horizon de 5, 10, 15 ou 20 ans, la création d'observatoires du foncier portuaire aux niveaux national et communautaire, l'intégration d'outils numériques avancés tels que les systèmes d'information géographique, les jumeaux numériques ou les technologies d'intelligence artificielle, mais aussi le développement de zones logistiques et industrielles portuaires connectées aux corridors et aux ports secs. Le renforcement des compétences du personnel en matière de gouvernance foncière, de durabilité et de transition énergétique figure également parmi les priorités.

Le PAA sur la résilience portuaire

Le 5 novembre, dans l'auditorium du Port Autonome de Pointe Noire, le directeur général du Port d'Abidjan, Hien Yacouba Sié, a pris part à un panel de haut niveau consacré au thème « Élaborer des stratégies portuaires résilientes ». Face à ses homologues des ports de Dakar, Pointe Noire et Douala, il a détaillé la stratégie du Port Autonome d'Abidjan (PAA) fondée sur une gouvernance domaniale moderne, performante et créatrice de valeur. Il a rappelé la profonde transformation engagée au cours de la dernière décennie, soutenue par un programme d'investissements de 1 500 milliards de FCFA qui a permis de moderniser en profondeur la plateforme abidjanaise. Les retombées de ces investissements sont visibles. Le port s'est doté d'un deuxième terminal à conteneurs, d'un terminal roulier, d'un môle au terminal de pêche, d'un terminal céréalier et d'un canal de Vridi élargi et approfondi, désormais capable d'accueillir des navires de très grande capacité. Ces nouvelles infrastructures ont joué un rôle déterminant dans la montée en

compétitivité du port, qui a atteint en 2024 un trafic record de 40 millions de tonnes de marchandises. Pour Hien Yacouba Sié, ce niveau de performance confirme l'attractivité de la plate-forme auprès des armateurs et des investisseurs internationaux. Il a poursuivi son intervention en insistant sur la réforme actuelle de la gestion foncière portuaire centrée sur la maîtrise du patrimoine domanial, l'allocation optimisée du foncier et l'engagement en faveur du développement durable. Le Directeur Général du PAA a rappelé l'importance d'un dialogue renforcé entre les ports et les États pour résoudre les enjeux fonciers qui conditionnent l'expansion des infrastructures. À travers la relation Ville-Port, il a souligné que l'harmonie entre les espaces urbains et portuaires est aujourd'hui un facteur clé de compétitivité. Hien Yacouba Sié a conclu par une phrase qui a résonné dans la salle : « Un port qui ne marche pas coûte plus cher qu'un port qui marche. »

De nouvelles reconnaissances internationales

Lors de la 9^e édition des Awards des Ports Africains, organisée en marge du Conseil annuel, le Port d'Abidjan a remporté deux distinctions majeures. Le port s'est vu décerner le Prix de la Meilleure Performance Trafic Import pour un volume national de 30 874 313 tonnes hors transbordement et transit, ainsi que le Prix du Meilleur Trafic Transit pour 3 047 501 tonnes de marchandises destinées aux pays de l'hinterland. Ces performances témoignent de son rôle croissant dans la chaîne logistique sous-régionale. Ces succès prolongent une série de distinctions obtenues sous la direction de Hien Yacouba Sié, dont les prix de la meilleure performance trafic import-export,

du meilleur trafic conteneurs et du meilleur trafic transit lors de la précédente édition. Ils s'ajoutent aussi au Prix National d'Excellence 2023 remis par le président Alassane Ouattara pour la contribution exceptionnelle du port au secteur des transports. Ils illustrent une dynamique collective fondée sur la rigueur managériale, l'innovation et la vision stratégique impulsée par son Directeur Général. En clôturant les travaux, le Secrétaire Général de l'AGPAOC, Jean Marie Koffi, a salué le succès de cette édition avant d'annoncer que le 46^e Conseil annuel se tiendra en 2026 en Guinée équatoriale, sous l'hospitalité des ports de Bata et de Malabo. La cérémonie s'est terminée par un dîner de gala offert par le Port Autonome de Pointe Noire, symbole de la cohésion et de la coopération qui unissent les ports membres.



Le port d'Abidjan a remporté plusieurs distinctions lors du 45^e Conseil annuel de l'AGPAOC



Copyright MINCOM

RSE au Sénégal

Le Label du CNP consacre une nouvelle ère de l'entreprise citoyenne

Le Conseil national du patronat (CNP) a dévoilé la liste des dix entreprises distinguées par le Label « RSE & Développement durable », marquant un tournant dans l’engagement du secteur privé sénégalais en faveur d’une croissance plus inclusive et durable. Parmi les lauréats figurent des poids lourds tels que Dakar Mobilité, Maersk Sénégal, ICS, SOCOCIM, les Grands Moulins de Dakar (GMD) ou encore Auchan.

► Par Bacary DABO

Cette distinction illustre, selon le président du CNP, Baïdy Agne, « l'enracinement d'une culture de responsabilité et d'éthique au cœur du monde de l'entreprise ». Le patronat sénégalais, autrefois centré sur

la performance économique, affiche désormais sa volonté d'intégrer pleinement les enjeux sociaux, environnementaux et de gouvernance (ESG) dans ses pratiques quotidiennes. Il s'agit d'une démarche volontaire qui tend à se structurer au plan national. « La RSE s'impose

aujourd'hui comme un pilier du développement économique sénégalais, voire africain », affirme Papa Abdoulaye Djigal, Directeur des Ressources humaines et de la Communication des Grands Moulins de Dakar. Longtemps perçue comme un simple exercice de communica-

tion réservé aux multinationales, la responsabilité sociétale des entreprises s'ancre désormais dans un cadre plus solide, aligné sur les standards internationaux. Selon lui, « la durabilité n'est pas une contrainte importée ; c'est une voie africaine vers la souveraineté économique et la dignité productive ». Une conviction qui illustre l'ambition d'un secteur privé sénégalais pleinement conscient de son rôle dans la transformation économique du pays.

Vers une économie plus inclusive et durable

Malgré cette dynamique encourageante, certains chefs d'entreprise appellent à la prudence. Ils craignent qu'un durcissement des exigences RSE ne conduise à une fiscalité verte excessive ou à une réglementation trop contraignante, dans un contexte où l'État se désengage progressivement de plusieurs services publics.

Pour M. Djigal, l'enjeu réside dans une co-construction intelligente entre l'État et le secteur privé : « Au lieu d'imposer, l'État gagnerait à encadrer sans brider. Les incitations fiscales, la commande publique responsable et le dialogue permanent sont les clés d'une RSE durable et partagée. » Les entreprises labellisées démontrent qu'il est possible de conjuguer compétitivité et responsabilité. Les Grands Moulins de Dakar en sont une illustration : inclusion des jeunes et des femmes, transition énergétique, appui aux filières agricoles locales et dialogue social renforcé. Autant d'initiatives alignées sur les Objectifs de

développement durable (ODD) et qui renforcent la position du Sénégal comme référence régionale en matière de RSE. Le Label RSE du CNP consacre ainsi la maturation progressive du tissu économique national, où la performance ne se mesure plus uniquement à la rentabilité, mais à la contribution au progrès social et environnemental. Une transformation en profondeur, portée par des entreprises qui se veulent non seulement créatrices de richesse, mais également actrices du bien commun.

Un dialogue à trois voix pour un nouveau pacte économique africain

Au-delà du Sénégal, l'ensemble du continent fait face aux mêmes impératifs : adapter la RSE aux réalités des entreprises africaines et construire un modèle qui repose sur la co-responsabilité. Papa Abdoulaye Djigal considère que la RSE ne peut relever d'un seul acteur : elle constitue un pacte collectif. Les entreprises doivent assumer leur rôle citoyen, l'État doit garantir un cadre favorable et la société civile doit accompagner le processus dans un esprit de transparence. « La RSE ne doit pas être un fardeau fiscal, mais un moteur de confiance et de progrès collectif », explique-t-il. Pour le Directeur RH et Communication des GMD, l'Afrique ne gagnera pas la bataille du développement durable par la contrainte, mais par « la confiance et la convergence ». Il estime que le binôme RSE-ESG ouvre la voie à une nouvelle ère de gouvernance partagée, « où l'État encadre, où l'entreprise agit, et où la société veille ». À son avis, cette alliance entre éthique, performance et dialogue pourrait bien devenir le visage d'une Afrique souveraine, productive et respectée.





"La synergie de nos compétences à votre service"



GUICOPRES BTP
INFRASTRUCTURES
ROUTIERES ET BATIMENT



GMI
NEGOCE ET COMMERCE
INTERNATIONAL



KAKANDE IMMO
PROMOTION IMMOBILIERE
GESTION PATRIMONIALE



KAKANDE INDUSTRIE
AGRO-INDUSTRIE
MINES



NALOU TRANSIT
LOGISTIQUE,
TRANSIT ET FRET

CONSTRUISSONS ENSEMBLE NOTRE AVENIR



BP: 2150 Kagbelen plateau Commune de Kagbelen Conakry Republique de Guinee



www.groupe-guicopres.com info@groupe-guicopres.com +224 655 44 00 00



Afrique

Entre rêve et défi, la nouvelle économie du ballon rond

Le football, jadis simple passion populaire, s'impose désormais comme l'une des industries les plus dynamiques d'Afrique. Sur un continent jeune, où les aspirations se heurtent souvent au manque d'opportunités, le footbusiness est devenu à la fois un creuset d'espoirs et le miroir de nouveaux enjeux économiques, sociaux et éthiques.

► Par Oussouf DIAGOLA

ÀBamako, Lomé, Abidjan ou Accra, les enfants s'entraînent chaque jour dans des académies qui n'ont plus rien de simples terrains de quartier. Derrière les grillages du Centre Salif Keita au Mali, de Right to Dream au Ghana ou de l'ASEC Mimosas

en Côte d'Ivoire, se dessinent des modèles d'organisation où le rêve du terrain s'articule à une véritable logique entrepreneuriale. Trois grands types de structures façonnent aujourd'hui la formation et l'émergence des talents africains : les académies privées, tournées vers le scouting, la sélection précoce et la

formation intensive ; les centres intégrés de clubs professionnels, souvent liés à des franchises ou partenaires européens (TP Mazembe, Génération Foot) ; et les initiatives publiques ou ONG sportives, garantes d'une logique d'inclusion sociale et éducative. Chacune porte sa propre vision du footbusiness,

oscillant entre valeurs éducatives et recherche de rentabilité.

L'argent du jeu

L'économie du football africain s'appuie sur plusieurs piliers. Le transfert de joueurs vers l'Europe demeure la vache à lait du secteur, générant chaque année des dizaines de millions d'euros. « Le rêve commence souvent ici, mais la réussite se mesure au nombre de contrats signés à l'étranger », explique Awa Traoré, agent sportif à Bamako. Les académies misent sur un modèle mixte : sponsoring local, partenariats européens, frais de scolarité parfois élevés et valorisation de leurs pépites lors des mercato. Les droits TV et le marketing constituent de nouveaux gisements de revenus, même si la redistribution reste limitée. Les ligues africaines tentent de se structurer : le football féminin apparaît comme un nouvel eldorado, dopé par les investissements d'ONG, tandis que

clubs et académies s'initient au brand content et à la monétisation de leurs réseaux sociaux.

Plus qu'un jeu, un levier d'insertion

Pour des milliers de jeunes, le football représente bien plus qu'une ambition sportive. Les centres de formation, véritables microcosmes économiques, créent de nombreux emplois (éducateurs, staff, équipes de maintenance), stimulent l'activité locale et offrent des dispositifs d'insertion (formation scolaire, reconversion post-carrière, appui psychologique). Adama, jeune pensionnaire du Centre Salif Keita, témoigne : « Je suis arrivé ici sans rien. Le foot m'a offert une famille, une école et un métier ». Mais, revers de la médaille, la migration massive des talents soulève des défis : déracinement, promesses non tenues, désillusions. Trop d'enfants partent sans filet social ni garanties contractuelles, livrés

à une compétition féroce. Une partie du footbusiness africain repose ainsi sur une dualité : faire rêver, mais aussi accompagner, sécuriser, encadrer.

Dérives

Le marché des transferts attire convoitises, corruption et conflits d'intérêts : agents véreux, commissions opaques, financements non déclarés... Les litiges se multiplient. « La transparence est encore trop faible, les jeunes sont parfois exploités, surtout lorsqu'ils sont mineurs », pointe Ibrahima Sow, ancien dirigeant fédéral. La FIFA et la CAF imposent des régulations, mais leur application demeure disparate. La protection des mineurs, le partage équitable des droits TV et la gestion transparente des flux financiers restent au cœur d'un débat de fond. La migration précoce des joueurs soulève également des questions juridiques : respect des contrats, interventions familiales, encadrement des négociations par les autorités locales. Le rôle des centres de formation devient crucial pour offrir des garanties, des programmes d'insertion post-carrière et des perspectives de reconversion pour ceux qui ne percent pas. L'avenir du footbusiness africain dépendra de sa capacité à conjuguer attractivité internationale et solidité interne. À l'image de Salif Keita, pionnier et créateur du modèle malien, la nouvelle génération d'entrepreneurs du football devra favoriser, entre autres, la transparence et l'équité dans les transferts et le partage des revenus ; une protection juridique renforcée pour les mineurs ; un accompagnement éducatif structuré ; et un soutien accru à l'insertion sociale et à la reconversion des joueurs, afin que le rêve du ballon rond devienne aussi une chance et un avenir durable.





École de football en Afrique

Au commencement étaient Salif Keita et Jean-Marc Guillou

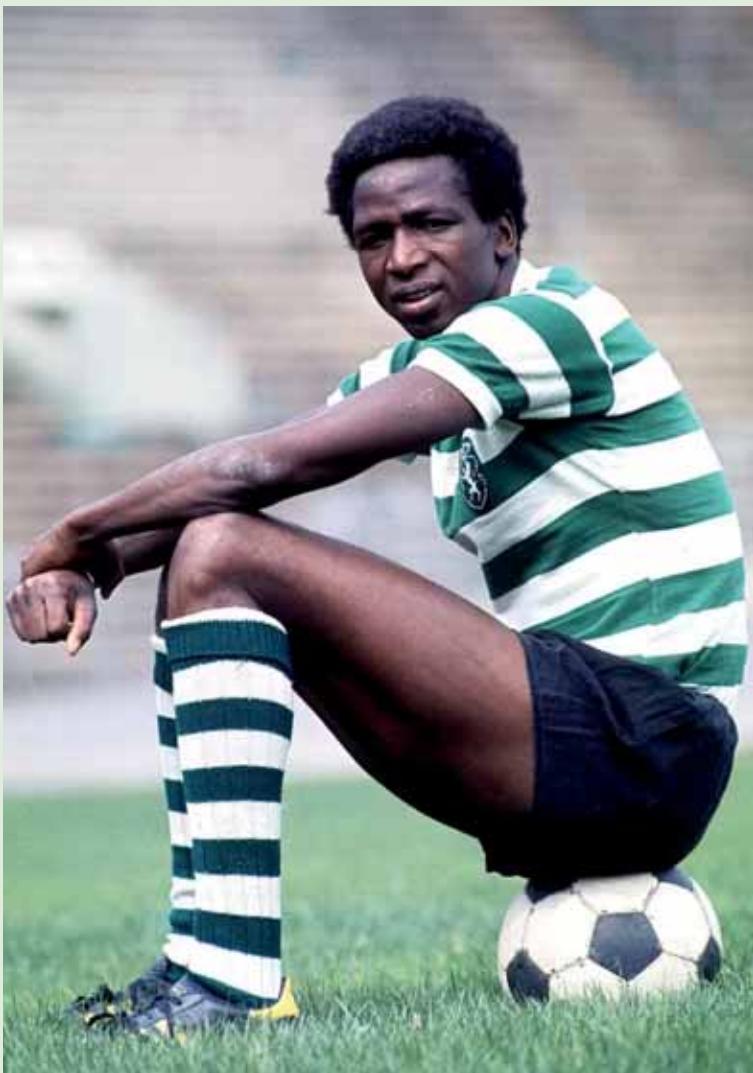
L'histoire des écoles de football en Afrique est indissociable de l'essor du ballon rond sur le continent, passé des terrains vagues aux structures professionnelles. À mesure que le football devenait un enjeu national et international, la formation s'est institutionnalisée, ouvrant la voie à ce que l'on nomme aujourd'hui le footbusiness.

► Par Oussouf DIAGOLA

Pendant longtemps, la formation des jeunes joueurs relevait de terrains vagues et de passion partagée, organisée de manière informelle autour des clubs locaux, des quartiers populaires ou des compétitions scolaires. Mais à

mesure que le football s'imposait comme un enjeu national et international, la question d'une formation structurée s'est affirmée, marquant une transition majeure vers ce que l'on nomme aujourd'hui le footbusiness. La première génération d'écoles africaines émerge dans les

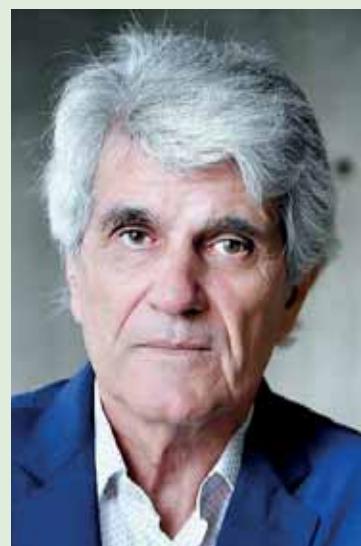
années 1990, sous l'impulsion de pionniers tels que Salif Keita au Mali ou Jean-Marc Guillou en Côte d'Ivoire. Leur pari : professionnaliser l'encadrement, transmettre les valeurs du jeu et bâtir une filière capable d'accompagner l'ascension du football africain sur la scène



mondiale. Le Centre Salif Keita à Bamako, l'Académie ASEC Mimosas à Abidjan et, plus tard, la Right to Dream Academy au Ghana forment des dizaines de joueurs destinés à briller dans les ligues européennes. Portées par d'anciens joueurs ou des mécènes visionnaires, ces écoles mêlent ambition sportive et mission sociale : offrir aux jeunes une alternative à la rue, leur inculquer discipline, solidarité et confiance. Leur modèle, inspiré des académies européennes, repose sur une sélection précoce, une formation scolaire intégrée et une ouverture internationale.

À partir des années 2000, la multiplication des transferts, le développement des partenariats européens et la médiation croissante du football conduisent à une diversification du paysage. De nouvelles académies privées voient le jour, souvent soutenues par des sponsors, des clubs étrangers ou des ONG sportives. Dans le sillage de la mondialisation, les centres des clubs professionnels intègrent la gestion des jeunes talents au cœur de leur stratégie. La notion même d'école évolue, mêlant désormais éducation, scouting, business, marketing, négociation de contrats

et accompagnement social. Ce mouvement est renforcé par l'intervention de la FIFA et de la CAF dans la régulation de la formation et des transferts de mineurs, et plus récemment par l'essor du football féminin ainsi que par l'exigence d'un meilleur encadrement des joueurs en dehors des terrains. Les enjeux éthiques, juridiques et économiques poussent les écoles à se professionnaliser : chartes de protection, statuts structurés d'académie, innovations pédagogiques et adaptation aux besoins locaux. Le modèle africain des écoles de football est désormais devenu une référence internationale. Véritables portes d'entrée sur le grand marché du talent, elles incarnent non seulement le rêve footballistique, mais aussi le défi de transformer le potentiel brut africain en richesse, en fierté et, parfois, en émancipation collective. L'écosystème ainsi créé influence aujourd'hui la gouvernance des clubs, les politiques éducatives, les flux migratoires et la diplomatie sportive du continent, rappelant que le football, en Afrique, est bien plus qu'un jeu. C'est une affaire de transmission, de business et de société.





Des pensionnaires de la Kadji Sports Academy (KSA) au réfectoire

Cameroun

Les académies qui façonnent l'avenir du football

À Douala comme ailleurs, les écoles de football se multiplient, une vingtaine à travers le pays, toutes nourries par le rêve d'un destin à la Samuel Eto'o. Mais deux d'entre elles dominent le paysage par leur histoire, leurs infrastructures et leurs résultats : l'École de football des Brasseries du Cameroun (EFBC) et la Kadji Sports Academy (KSA).

► Par Jos Blaise MBANGA KACK

Vincent Aboubakar, Clinton Njie, Ignatius Ganago, Rigobert Song... Quatre noms, quatre destins, une même matrice : l'École de football des Brasseries du Cameroun (EFBC). À Douala, capitale économique du Cameroun, dans l'ombre bruyante du carrefour Ndokoti, ce sanctuaire du ballon rond a vu naître plus d'une légende. Derrière ses murs jaune et rouge, la jeunesse

camerounaise polit ses rêves de gloire, encadrée par une institution devenue, au fil des décennies, un symbole national. **L'EFBC, une école, une vocation**

Fondée en 1989 par les Brasseries du Cameroun, filiale du groupe français Castel, l'EFBC s'inscrit dès le départ dans une démarche philanthropique : offrir aux jeunes un avenir à la fois sportif et éducatif. En 1997, elle s'installe définitivement au quartier Ndokoti, à Douala, sur

un terrain de deux hectares appartenant à la SABC. Depuis, la structure s'est imposée comme une référence continentale, mêlant rigueur académique et excellence athlétique. Chaque année, plus de 5 000 adolescents âgés d'environ 13 ans participent à la fameuse « coupe Top », tournoi de détection dont seuls dix-huit élus rejoignent les rangs de l'institution. Pour intégrer l'EFBC, une condition est non négociable :

être scolarisé. Le football n'y est pas une échappatoire à l'école, mais un prolongement de l'éducation. Les pensionnaires, âgés de 14 à 19 ans, suivent un cursus sport-études encadré par des professeurs et entraîneurs chevronnés : Engelbert Mbanga, figure respectée du football formateur, Jean Flaubert Nono et Jacques Elimbi. Depuis la restructuration de 2008, les jeunes sont logés sur place. Trois dortoirs, une salle de musculation, une salle vidéo et plusieurs terrains d'entraînement constituent l'essentiel des infrastructures. L'organisation est quasi militaire : lever à l'aube, cours au collège Dauphine en ville, entraînements intensifs l'après-midi, puis soutien scolaire en soirée. La discipline est la règle d'or : pas d'école, pas de ballon.

Former des footballeurs... et des hommes

« On inculque le football, mais surtout la vie », résume Jacques Elimbi, président de l'école. À l'EFBC, l'objectif est double : élever des talents et forger des caractères. Les jeunes y apprennent l'endurance, la tactique, mais aussi la modestie. Certains, à l'image de Clinton Njie, n'ont pas achevé le cycle avant d'être repérés par des clubs étrangers comme l'Olympique lyonnais. D'autres, tels Rigobert Song ou Samuel Eto'o, incarnent aujourd'hui l'héritage de cette pépinière d'excellence. L'accent mis sur la formation intellectuelle reste une marque de fabrique. L'école prend en charge les frais de scolarité, les fournitures et le transport. Huit répétiteurs complètent le dispositif afin de maintenir un niveau académique élevé. Ici, la tête et les jambes travaillent de concert : l'EFBC ne forme pas des robots, mais des esprits créatifs, capables de penser le jeu.

Kadji Sports Academy, l'autre temple du talent

Non loin de là, une autre institution rayonne depuis 1995 : la Kadji Sports Academy (KSA), fondée par l'homme d'affaires camerounais Gilbert Kadji. Si l'EFBC cultive une rigueur quasi monastique, la KSA se veut un vaste campus du sport moderne, un centre d'excellence à la camerounaise. Installée sur près de 40 hectares au quartier Bonamoussadi, dans la périphérie de Douala, l'académie déploie une infrastructure impressionnante : sept terrains de football, douze courts de tennis, deux terrains de basket, un de handball, un de volley, une piscine semi-olympique, un gymnase parqueté, une salle de musculation et un centre de thalassothérapie. À cela s'ajoute un collège avec internat, permettant aux jeunes pensionnaires de concilier études et sport dans un environnement encadré par des techniciens expérimentés, à l'instar de Michel Kaham, ancien international camerounais reconvertis en formateurs.

Des conditions d'admission sélectives

La KSA recrute dès l'âge de 13 ans, sur tests physiques et techniques. Les catégories se déclinent selon les cycles scolaires : U12, U15, U17 et U19. L'âge conditionne la classe et le niveau d'études. Les joueurs doivent être scolarisés de la 6e jusqu'à la terminale, selon leur cycle. Côté finances, le coût annuel varie entre 1,9 et 2,5 millions de FCFA, payables à l'inscription ou en deux tranches (60 % à l'inscription, 40 % au 30 décembre). Le week-end, les pensionnaires rejoignent leur famille, sauf pour ceux qui choisissent de rester au centre moyennant un supplément. Au-delà des chiffres, la KSA revendique une philosophie : celle d'un encadrement global

du jeune footballeur. Études, hébergement, restauration, soins médicaux et formation sportive s'intègrent dans un modèle quasi professionnel. Les plus doués s'envolent vers des clubs étrangers. Samuel Eto'o, Modeste Mbami, Aurélien Chedjou ou Geremi Njitap figurent parmi les diplômés les plus illustres. Bien plus qu'un enjeu sportif, ces écoles incarnent un modèle économique à part entière. Elles emploient du personnel administratif, technique et pédagogique, génèrent des revenus via les partenariats et alimentent une chaîne de valeur allant du textile sportif à la communication. Chaque transfert international d'un ancien pensionnaire rapporte indirectement au pays, en notoriété et parfois en devises. Les académies camerounaises se situent aujourd'hui à la croisée de l'éthique et du business. Les Brasseries y trouvent un terrain d'expression pour leur politique RSE, tandis que la Kadji Academy illustre la viabilité du capital privé dans le sport. En somme, entre la bière et la sueur, le Cameroun a trouvé un modèle où l'éducation, l'investissement et la passion s'imbriquent. Le ballon, lui, continue de rouler, et avec lui, tout un pan de l'économie nationale.



Vincent Aboubakar est un ancien pensionnaire de l'École de football des Brasseries du Cameroun (EFBC)



Centre Salif Keita

Là où les rêves maliens deviennent légende

Installé dans le quartier de Kalabancoro, en périphérie de Bamako, le Centre Salif Keita (CSK) n'a pas seulement écrit l'une des plus belles pages du football malien. Depuis les années 1990, il a aussi bâti un modèle original d'économie sportive, alliant passion, investissement humain et stratégie entrepreneuriale.

► Par Oussouf DIAGOLA

À l'origine, un nom devenu légende : Salif Keita, premier Ballon d'or africain en 1970, visionnaire avant l'heure, convaincu que le talent pouvait devenir une ressource économique si l'on y appliquait les règles de la rigueur et de la gestion. En créant le centre, l'ancien avant-centre de l'AS Saint-Etienne pariait sur une idée

audacieuse : structurer la formation des jeunes Africains selon les standards européens, tout en ancrant l'entreprise dans le tissu social malien. Plus de trois décennies plus tard, le pari est gagné. Le CSK est devenu une référence continentale. Il a formé plusieurs générations de footballeurs devenus icônes planétaires, Seydou Keita, l'élégant milieu du FC Barcelone, ou encore Mahamadou Diarra,

patron du milieu du Real Madrid, autant de trajectoires révélant le potentiel économique et diplomatique du football africain. Car derrière l'épopée sportive se profile une réussite économique. Chaque joueur formé et transféré vers les clubs européens génère un flux de capitaux réinvestis partiellement dans le développement local : infrastructures, encadrement éducatif et soutien social. Le

modèle du CSK anticipe le « footbusiness » moderne, où les académies deviennent de véritables entreprises, associant formation, scouting, branding et marketing sportif. Là où nombre d'initiatives africaines ont sombré faute de suivi ou de maîtrise comptable, le centre a su créer des ponts durables entre sport, éducation et investissement communautaire. Aujourd'hui, le CSK n'est pas seulement un lieu d'entraînement : c'est une fabrique de valeur ajoutée. Le club a instauré un équilibre rare entre recherche de talents et projection économique. Chaque jeune recruté bénéficie d'un encadrement scolaire et disciplinaire destiné à lui offrir une double chance : celle du ballon, mais aussi celle de la vie active. Les transferts réussis servent d'exemples aux nouvelles générations, preuve que la rigueur, le mérite et la formation locale peuvent rivaliser avec les grandes académies africaines adossées à des multinationales européennes. Ce modèle, fondé sur un capital immatériel, confiance, réputation, savoir-faire, permet au Mali de figurer sur la carte mondiale du football de demain. À l'heure où la FIFA et les grandes ligues recherchent de nouveaux bassins de talents, le Centre Salif Keita se positionne comme un acteur économique à part entière, capable de négocier sa place dans les circuits internationaux de transfert tout en cultivant son identité. De l'enfant de Kalabancoro à la star du Camp Nou, il y a le rêve, le travail, mais aussi une stratégie. Et dans le grand marché mondialisé du football, le CSK a compris les codes avant beaucoup d'autres. En cela, il demeure l'un des plus beaux exemples africains où le sport devient entreprise, le talent capital et la réussite collective.

Salif Keita, pionnier et icône du football africain

Figure légendaire du football malien et africain, Salif Keita demeure une source d'inspiration exceptionnelle. Né à Bamako en 1946, il débute à l'AS Real de Bamako avant de s'imposer rapidement comme un avant-centre redoutable. C'est en 1970 qu'il entre dans l'histoire : Salif Keita reçoit le premier Ballon d'or africain, une distinction récompensant le meilleur joueur du continent, à une époque où la reconnaissance internationale des talents africains restait rare. Son aventure européenne commence à l'AS Saint-Étienne, où il marque les esprits par son efficacité et sa technique, contribuant à plusieurs titres et inscrivant plus de 140 buts en six saisons. Il évolue ensuite à Marseille, Valence et au Sporting Portugal, avant de terminer sa carrière professionnelle aux États-Unis. Salif Keita s'est battu contre les préjugés et s'est imposé comme un ambassadeur du football africain, ouvrant la voie à des générations entières de joueurs africains en Europe. Il est mort à Bamako le 2 septembre 2023 à l'âge de 76 ans. Au-delà du terrain, c'est son engagement pour la formation et l'éducation des jeunes qui marque durablement. Fondateur du Centre Salif Keita à Bamako, il a su transformer son prestige en moteur de développement pour le football malien, incarnant un modèle où le sport rime avec transmission de valeurs et réussite collective.

Par O.D.





Football

Les nouveaux stratégies du foot business

Le transfert d'un joueur ne se résume pas à un simple accord entre deux clubs. Derrière chaque signature, chaque prime et chaque photo officielle se cache un réseau d'acteurs clés : les agents et intermédiaires. Souvent discrets, parfois controversés, ils sont devenus les véritables architectes du football moderne.

► Par Jos Blaise MBANGA KACK

Derrière la multitude d'intermédiaires qui gravitent autour du jeu, seule une poignée détient le sésame officiel : la licence FIFA, clé d'accès au cœur du business mondial du football. Longtemps relégués dans l'ombre, les agents FIFA sont aujourd'hui des acteurs centraux de l'économie du sport. Certifiés depuis la réforme de 2023, ils négocient les contrats, accompagnent les car-

rières et touchent des commissions pouvant atteindre 3 à 10 % du salaire annuel brut du joueur, selon le règlement de la FIFA. Mais leur influence dépasse la simple transaction. Ils sont à la fois conseillers financiers, lobbyistes et stratégies de carrière. Leur mission consiste à maximiser la valeur d'un joueur, à anticiper le moment opportun du transfert et à négocier les meilleures conditions possibles auprès des clubs. Dans

certains cas, les agents gèrent également la communication, les partenariats commerciaux et même la reconversion post-carrière. Un portefeuille complet, digne d'un cabinet de gestion de patrimoine.

L'art de la négociation, quand les millions changent de camp

Le transfert d'un joueur n'est pas une simple vente : c'est une transaction complexe à plusieurs bénéficiaires. À titre d'illustration,

le transfert d'un joueur pour 10 millions d'euros d'un club A à un club B entraîne une répartition soigneusement structurée. Le club vendeur encaisse le montant du transfert, dont une partie peut revenir à l'académie de formation via le mécanisme de solidarité de la FIFA (jusqu'à 5 % du montant total, redistribués entre les clubs formateurs). Le joueur, quant à lui, signe un nouveau contrat avec un salaire généralement renégocié à la hausse. Enfin, l'agent FIFA, mandaté par le joueur ou le club, perçoit une commission de 3 à 10 % du salaire brut annuel du joueur sur la durée du contrat, ou parfois un pourcentage du montant du transfert si les deux parties en ont convenu. Dans cet écosystème, chaque mouvement est calibré, chaque signature chiffrée. Le rôle de l'agent consiste à orchestrer cet équilibre d'intérêts tout en préservant la valeur de son client, et la sienne. Depuis la mise en place du FIFA Football Agent Regulations (FFAR), la profession s'est structurée autour de règles strictes : examen obligatoire, enregistrement, plafonnement des commissions et interdiction du double mandat sans accord écrit. Mais malgré ces garde-fous, le métier reste extrêmement lucratif. Selon la FIFA, les commissions d'agents ont dépassé 900 millions de dollars en 2023, un record historique. Certains agents stars, Jorge Mendes, Mino Raiola (jusqu'à son décès), Pini Zahavi, ont bâti de véritables empires financiers sur la gestion de joueurs de renom, cumulant commissions, primes à la signature et droits dérivés. Leur succès illustre une réalité simple : dans le football moderne, le talent ne suffit plus ; il faut un bon architecte financier derrière chaque carrière.

Les académies, maillons discrets mais essentiels

Souvent oubliées du grand récit des transferts, les académies de formation jouent un rôle économique déterminant. Elles bénéficient du mécanisme de solidarité : pour chaque transfert international, 5 % du montant total sont reversés aux clubs ayant contribué à la formation du joueur entre ses 12 et 23 ans. Ce dispositif, inscrit à l'article 21 du Règlement du Statut et du Transfert des Joueurs (RSTJ), vise à récompenser l'investissement des clubs formateurs. Ainsi, lorsqu'un joueur formé à Douala, Abidjan ou Dakar est transféré en Europe pour plusieurs millions, son académie touche un pourcentage de la somme. Un levier financier souvent vital pour ces structures locales, qui voient ainsi revenir une part de la valeur qu'elles ont contribué à créer.

Un métier entre stratégie et pouvoir

L'agent FIFA évolue sur une ligne fine : celle qui sépare

la stratégie de l'influence. En coulisses, il peut faire et défaire des carrières, orienter des transferts, influencer les décisions des clubs ou des fédérations. Mais la régulation croissante du métier, notamment avec l'obligation d'enregistrement via la FIFA Clearing House et la transparence des flux financiers, tend à moraliser la profession. Le football business se veut désormais plus lisible, plus traçable. Reste que pour beaucoup d'agents, l'essentiel ne se joue pas dans les bureaux de la FIFA, mais dans les couloirs feutrés où se signent les gros contrats. Les agents FIFA incarnent une mutation majeure : celle d'un football devenu industrie mondiale, où chaque joueur est à la fois un athlète, un actif et une marque. De la négociation du premier contrat à la gestion d'un transfert millionnaire, ils font circuler les millions et façonnent le visage économique du sport roi. Et si le ballon tourne, c'est bien souvent eux qui tiennent la boussole.



Maria Tavarez Malfoy, agent FIFA

« Les enfants débarquent souvent en Europe, grugés par de pseudo-agents »

Maria Tavarez Malfoy, agent FIFA franco-capverdienne, dévoile un métier rare, exigeant et souvent confronté aux imposteurs.

► Par Jos Blaise MBANGA KACK

En guise d'introduction, comment vous présentez-vous en quelques mots ?

Je suis d'origine capverdienne. Je suis née en Europe, précisément au Portugal. Et je vis en France depuis 39 ans. Je suis ce qu'on appelle « Fifa Match Agent », c'est-à-dire un agent de match, un agent sportif agréé par la Fédération internationale de football et qui a la capacité d'organiser des rencontres entre équipes, de conseiller les acteurs et dirigeants du sport, et singulièrement du football, en termes de marketing et de promotion de leurs activités.

On entend souvent des personnes se présenter comme agents FIFA. Qui peut réellement prétendre à ce titre ?

Alors, les agents FIFA, il y en a pour les transferts des joueurs, c'est d'eux dont on parle le plus. Et il y a aussi les agents de matchs ; c'est ma spécialité. Pour devenir agent Fifa, vous devez en amont posséder une licence de la Fifa et en amont acquérir des connaissances dans le football et les règlements de la Fifa. Car il faut passer un examen, après s'être inscrit sur la plateforme dédiée aux agents sur le site web de la Fifa. L'examen est organisé au sein de la fédération nationale de football du pays auquel appartient le candidat. Les épreuves durent deux heures. Une fois que vous êtes admis à l'examen, vous devez payer un montant de 600 dollars pour obtenir la licence d'agent Fifa.

Une fois cette licence obtenue, quels sont les droits ou les prérogatives qu'elle confère ?

La licence de Fifa Match Agent vous permet d'organiser des matchs internationaux entre des équipes nationales de toutes les catégories, matches officiels et matches amicaux confondus. Pour cela, vous devez faire une demande à la Fifa qui vous envoie un formulaire. Puis vous souscrivez à une assurance internationale pour couvrir les matches que vous serez appelé à organiser. Ensuite, vous faites une lettre d'engagement auprès de la Fifa, laquelle saisit alors la fédération concernée par l'accueil du match pour indiquer son OK.



Ce profil reste assez rare. Combien êtes-vous aujourd'hui d'agents FIFA agréés ?

Au niveau mondial, c'est autour de 200 agents de matches Fifa. En Afrique, on ne doit pas être plus de 20. La liste des agents figure sur la plateforme numérique de la Fifa. Ce que je sais, c'est que nous sommes seulement deux femmes en Afrique à posséder cette licence.

Cela signifie qu'il existe des personnes qui exercent sans licence officielle ?

La recommandation qui est faite aujourd'hui aux agents agréés Fifa, c'est : « Arrêtez de publier le scan de votre licence Fifa ! ». Il y a le cas d'un agent Fifa dont le code QR de la licence a été copié par des usurpateurs, et les gens l'appelaient de partout pour discuter transferts de joueurs. Malheureusement, singulièrement en Afrique, les familles sont prêtes à tout et payent facilement pour faire voyager leurs enfants, en faisant confiance au premier venu. C'est un phénomène réel. Les enfants débarquent souvent en Europe, grugés par de pseudo-agents, alors que personne ne les attend dans les clubs présentés au départ.

À ce sujet, quelle est la procédure de transfert des joueurs de football ? Est-elle traçable ?

Il y a une traçabilité claire dans tout le processus. Le joueur doit d'abord avoir une licence délivrée par sa fédération nationale. Il peut confier la gestion de sa carrière à un agent assermenté, reconnu par sa propre fédération et licencié Fifa. C'est son club ou son académie qui entre en contact avec son futur club, l'équipe de destination. Ce club d'accueil doit envoyer une lettre d'invitation au joueur indiquant les conditions de sa prise en charge et le programme des tests qu'il va passer en deux ou trois semaines. Il faut donc comprendre que le premier voyage du joueur à l'étranger, c'est juste pour aller faire un test de recrutement. Si celui-ci est concluant, le joueur rentre dans son pays pour finaliser les formalités de son transfert pour un emploi à l'étranger. Et c'est le club recruteur qui demande son certificat de transfert international auprès de la fédération d'origine du joueur. La fédération nationale vérifie que le joueur est dans ses fichiers des compétitions locales et fournit toutes les informations contenues dans le passeport du joueur. Ce n'est qu'à partir de ce moment que l'on parle argent, les paiements se faisant suivant un protocole établi par la Fifa.

De vos origines à votre vie en France, quel chemin vous a menée vers ce rôle d'agent Fifa encore rare pour une femme ?

J'ai commencé ma vie professionnelle par la restauration. Au sortir du lycée, j'ai fait des études en tourisme et relations publiques. Je rêvais d'être hôtesse de l'air, de voyager. Nous sommes en septembre 2001, avec les attentats de New York qui ont mis un bémol à mon envie de voyager. Et puis, je découvre dans un journal gratuit que le Paris Saint-Germain allait ouvrir un service de restauration au Parc des Princes. J'ai postulé et j'ai été retenue, affectée à l'aile VIP du restaurant. Je m'y suis familiarisée

avec les personnalités du sport. Le PSG avait sept joueurs brésiliens et portugais à l'époque ; ça facilitait le contact. Cela m'a ouvert l'esprit et d'autres possibilités. En 2004, j'ai eu l'opportunité d'intégrer l'organisation de l'Euro au Portugal. À 25 ans, j'étais définitivement happée par le sport et son management. J'ai continué à travailler avec des fédérations en Afrique, d'abord au Cap-Vert où nous avons monté une petite structure de marketing sportif. Puis en Angola où je me suis occupée de plusieurs événements sportifs.

La pandémie du Covid est venue un peu me freiner dans mon élan. Ensuite, j'ai décidé de suivre une formation sur le leadership des femmes dans le football, sous la tutelle de l'Unesco. J'ai découvert la Coupe du monde féminine U19 en 2018 et la Coupe du monde féminine seniors 2019 en France.

Vous défendez le leadership féminin dans votre métier. Est-ce facile d'être une femme agent Fifa dans un univers largement masculin ?

Je ne vais pas dire non. C'est vrai que quand j'ai présenté mon bachelor, on m'avait dit que je n'avais pas besoin de ce travail détaillé et fouillé que j'avais réalisé parce que, à l'heure de l'évaluation, mes belles jambes pouvaient suffire. Mais je me suis toujours battue pour inverser la donne, afin que ce soit mon travail qui parle de moi et donne de l'épaisseur à mon CV. Ne jamais penser que parce que vous êtes une femme, on va vous écouter plus ou on va vous écouter moins. C'est clair qu'il faut savoir jouer de ses atouts, mais toujours trouver une bonne balance entre le cœur du business et les à-côtés dont la gestion fait partie du process.

Le métier d'agent permet de côtoyer l'élite du football mondial. Quelles rencontres vous ont le plus marquée ?

Le travail que nous faisons est un contrat. On est là pour le travail, certes on a la chance de rencontrer de grosses personnalités et de belles personnes. Mais on n'est pas là pour demander des selfies ou des autographes. Je me souviens qu'à mes débuts, à l'Euro 2004, j'ai été affectée au service des accréditations. Tu as un peu plus de 20 ans et tu es au quotidien en contact avec des dizaines de journalistes, des vedettes de la télévision, mais tu dois rester focus sur le job. Cela m'a préparée pour le reste de ma carrière dans ces milieux du football. J'ai rencontré des célébrités que je peux avoir admirées comme fan, mais aujourd'hui nous discutons d'égal à égal. Je leur dis : « Si je suis présente dans ce monde merveilleux, je vous le dois. Alors travaylons ensemble ».

Football

Les 25 gros contrats de footballeurs africains

L'Afrique ne marque plus seulement des buts, elle signe des chèques à sept chiffres. Les nouveaux princes du continent font trembler les filets et les marchés financiers.

► Par Jos Blaise MBANGA KACK

Al'approche de la Coupe d'Afrique des Nations prévue au Maroc du 21 décembre 2025 au 18 janvier 2026, impossible de ne pas évoquer l'autre terrain sur lequel les footballeurs africains excellent désormais. Celui des contrats mirobolants. À l'heure où le ballon rond roule aussi vers Riyad ou Doha, le football est devenu une industrie où les salaires atteignent des sommets vertigineux. Cette série met en lumière 25 joueurs africains qui, à force de talent et de persévérance, ont décroché les contrats les plus lucratifs de leur génération. Qu'ils évoluent en Europe, au Moyen Orient ou dans les ligues émergentes, tous incarnent la transformation d'un sport devenu une affaire de millions. Mais il serait injuste d'oublier ceux qui, hier, ont façonné la légende sans en récolter les dividendes. Roger Milla, Mustapha Dahleb, Boubacar Sarr, Tokomo

Nambatingue dit Toko, Jean Pierre Tokoto, François M'Pelé, les regrettés Salif Keita, Emmanuel Koum, Ahmed Faras, Paul Sayal Moukila, Jules Bocandé, sans oublier la pléiade des vedettes du Zaïre devenue la RDC autour de Kakoko Etepe le « dieu du ballon », Joseph Yebga Maya dit Joseph, ou encore les mythiques gardiens Thomas Nkono et Joseph Antoine Bell, premier Africain noir à porter le brassard en première division française, ont marqué les pelouses de leur empreinte à une époque où la gloire ne rimait pas encore avec fortune.

À cette illustre lignée s'ajoute feu Eugène Njoh Léa, premier footballeur camerounais à avoir disputé une Coupe d'Europe, pionnier discret mais inoubliable. Et comment ne pas évoquer la constellation du Hafia Football Club de Conakry, vitrine éclatante du talent guinéen. À cette époque, le président Sékou Touré estimait toutefois que les joueurs du cru

ne devaient point s'exiler dans les pays impérialistes, bridant ainsi l'envol international de cette génération dorée.

Des artistes du ballon rond comme Abdelkrim Krimau, Grégoire Mbida alias « Arantes » ou Théophile Abega, génial capitaine du Cameroun des années 1980, ont illuminé le continent sans que leurs comptes bancaires ne s'enflamme. Le roi baoulé Laurent Pokou, lui, fit trembler les filets bien avant qu'un certain Samuel Eto'o ne fasse exploser les compteurs.

Les quatre dernières figures de notre liste ont rangé leurs crampons, mais elles demeurent le chaînon d'or entre les pionniers de la performance et la génération actuelle.

Car ce palmarès n'est pas un classement des meilleurs joueurs, mais celui des plus gros contrats, ces pactoles où se mêlent salaires, primes et sponsoring. Des chiffres qui racontent aussi l'histoire économique du football africain.

Riyad Mahrez (Algérie) : L'élegance récompensée à prix d'or



A33 ans, Riyad Mahrez s'impose comme l'un des plus grands talents africains de sa génération. Né à Sarcelles de parents algériens, il s'est hissé

au sommet grâce à une technique raffinée et une intelligence de jeu rare. Avec Leicester City, il a marqué l'histoire en 2016 en devenant le maestro du sacre le plus inattendu de la Premier League.

À Manchester City, il a confirmé sa stature internationale, accumulant titres et trophées, dont la Ligue des champions en 2023.

En rejoignant Al Ahli en Arabie Saoudite, Mahrez a franchi un cap financier inédit avec un contrat avoisinant 976 389 euros par semaine. Ce montant fait de lui le joueur le mieux payé du club et l'un des footballeurs africains les plus fortunés de tous les temps. Au-delà de la performance sportive, son transfert symbolise la valeur croissante du talent africain sur la scène mondiale, aujourd'hui rémunéré à hauteur de son influence.

Sadio Mané (Sénégal) : Le contrat qui fait entrer l'Afrique dans la cour des géants



Huitième footballeur le mieux rémunéré au monde selon Forbes, Sadio Mané incarne une Afrique triomphante. L'ancien ailier de

Liverpool, artisan majeur du sacre européen des Reds, est aujourd'hui le seul Africain présent dans cette liste dominée par Ronaldo, Neymar ou Mbappé. Une performance éclatante, reflet de sa régularité et de sa force d'attraction médiatique.

Son transfert à Al Nassr en Arabie saoudite a redéfini les standards financiers du football africain avec un contrat de 50 millions de dollars annuels, auxquels s'ajoutent 4 millions de revenus commerciaux. À lui seul, cet accord le propulse parmi les sportifs les mieux payés de la planète.

Mais au-delà des chiffres, Mané incarne une réussite méritée, celle d'un joueur parti des terrains poussiéreux de Bambali pour conquérir le monde. Son ascension, portée par une humilité intacte, fait de lui un modèle pour un continent en quête de reconnaissance et d'excellence.

Kalidou Koulibaly (Sénégal) : Le roc doré d'Al Hilal



Pilier inflexible de la défense sénégalaise, Kalidou Koulibaly s'est forgé une réputation mondiale grâce à sa rigueur et son autorité naturelle. Après avoir imposé son style à Naples, où il fut l'un

des meilleurs défenseurs de Serie A, puis à Chelsea, le capitaine des Lions de la Teranga a choisi Al Hilal dans la très convoitée Saudi Pro League.

Son contrat, évalué à 90 millions d'euros sur trois ans, fait de lui l'un des joueurs africains évoluant dans la stratosphère salariale du football moderne. Avec près de 30 millions d'euros par an, Koulibaly domine la grille de salaires du géant saoudien, devant des stars comme Darwin Nuñez. Ce montant illustre l'appétit croissant des clubs du Golfe pour les talents africains de haut niveau.

Sous contrat jusqu'en 2026, le roc sénégalais allie puissance sportive et stabilité financière. Membre de l'écurie Puma, il incarne la constance, le leadership et la réussite d'une carrière bâtie sur la discipline et la loyauté, valeurs devenues rares dans le football contemporain.

Mohamed Salah (Égypte) : Le pharaon aux millions et aux records



Cône du football africain, Mohamed Salah continue de repousser les limites de la performance. Avec ses 20 buts en qualification pour la Coupe du monde,

le capitaine de l'Égypte est devenu le meilleur buteur africain de l'histoire de la compétition, devant Drogba ou Eto'o. Symbole de constance, il reste le moteur offensif de Liverpool, dont il est aujourd'hui le joueur le mieux payé. Son contrat estimé à 350 000 euros par semaine, soit plus de 18 millions de livres par an (22 millions de dollars), illustre la reconnaissance de son rôle sportif et économique. L'Égyptien survole la grille salariale des Reds, loin devant Virgil van Dijk.

Mais au-delà des chiffres, Salah représente l'excellence africaine. Travailleur acharné et ambassadeur respecté, il mêle humilité et prestige. Son parcours, du port d'Alexandrie aux sommets de la Premier League, témoigne du pouvoir du talent et de la persévérance. Un parcours royal, à la hauteur de son surnom, le Pharaon.

Omar Marmoush (Égypte) : La nouvelle étoile égyptienne de Manchester City



Originaire du Caire où il est né en 1999, Omar Marmoush incarne la nouvelle génération du football africain, ambitieuse et irrésistiblement talentueuse. Après avoir fait ses classes en Bundesliga, l'attaquant égyptien a conquis l'Europe grâce à ses performances explosives. Une dizaine de buts en

championnat, des éclats en coupes européennes et une polyvalence redoutable. De Liverpool à Arsenal, plusieurs clubs majeurs s'étaient positionnés, mais c'est Manchester City qui a remporté la mise lors du mercato hivernal 2025. Le transfert, évalué à 70 millions d'euros assortis de 10 millions de bonus, s'est imposé comme l'un des plus coûteux jamais signés par un joueur égyptien. Avec un salaire de 348 100 euros par semaine, son contrat de quatre ans et demi, courant jusqu'en 2029, illustre la confiance de Pep Guardiola, séduit par son pressing, sa mobilité et son sens du but. À seulement 26 ans, Marmoush rejoint le cercle restreint des Africains évoluant dans un club d'élite tout en bénéficiant d'un contrat de star mondiale. Entre promesse et consécration, il symbolise une Afrique du foot qui ne se contente plus de briller, elle s'impose à prix d'or.

Victor Osimhen (Nigeria) : La fusée nigériane propulsée à prix d'or



Des rues de Lagos aux projecteurs d'Istanbul, Victor Osimhen a bâti sa légende à la force du talent et de la persévérance. Révélé au LOSC Lille, où ses buts affolent les défenses européennes, il

rejoint en 2020 le SSC Naples pour 75 millions d'euros, un record pour le club italien. Son passage dans la péninsule restera gravé dans les mémoires. Meilleur buteur de Serie A, artisan du scudetto historique de 2023, et élu joueur africain de l'année la même saison. En 2025, Galatasaray mise sur sa puissance et sa rage de vaincre. Le club débourse 75 millions d'euros pour s'attacher ses services, assortis d'un salaire de 295 000 euros par semaine. Un montant qui confirme son statut parmi les attaquants les plus convoités et les mieux valorisés du monde. Son contrat, taillé sur mesure, symbolise la montée en puissance financière du football turc, désormais prêt à rivaliser avec les géants européens et du Golfe.

Osimhen est la synthèse du buteur moderne, explosif et conquérant, et désormais rémunéré à la hauteur de son influence planétaire.

Achraf Hakimi (Maroc) : Le latéral d'or du PSG



Né le 4 novembre 1998, Achraf Hakimi s'est imposé comme l'un des défenseurs les plus brillants de sa génération. À seulement 27 ans, le latéral marocain tout juste élu Ballon d'or africain 2025 vient de parapher une prolongation jusqu'en 2029 avec le Paris Saint Germain. Elle s'accompagne

d'une revalorisation salariale importante qui fait de lui le défenseur le mieux payé au monde. Une reconnaissance éclatante pour celui qui, depuis son arrivée à Paris en 2021, a transformé son couloir droit en autoroute offensive.

Le club de la capitale, conscient de son importance stratégique, a sécurisé son joueur pour un montant estimé à plus de 15 millions d'euros annuels, primes et droits d'image inclus.

Au-delà de la rémunération, ce nouveau contrat illustre la confiance totale que le PSG place en son international marocain, auteur de 17 buts et 27 passes décisives en 147 apparitions. Pilier du Maroc et figure de la nouvelle génération africaine conquérante, Hakimi rayonne par son charisme et son exemplarité. Son parcours entre constance, élégance et ambition témoigne de la rareté d'un joueur à la fois influent du jeu et figure mondiale du football moderne.

Franck Kessié (Côte d'Ivoire) : Le colosse d'Abidjan au contrat royal



A 29 ans, il incarne la success story d'un enfant du pays devenu icône planétaire. De ses débuts modestes au Stella Club d'Adjame à son passage

remarqué au FC Barcelone, le milieu ivoirien a toujours brillé par sa puissance, sa rigueur et son sens collectif. En août 2023, il franchit un cap majeur en rejoignant Al Ahli FC pour un transfert évalué à 12,5 millions d'euros, assorti d'un salaire annuel de 14 millions d'euros. Un montant qui le place parmi les footballeurs africains les plus fortunés du moment. Ce contrat, véritable pacte doré, consacre un joueur qui a su conjuguer force physique et intelligence tactique pour s'imposer au plus haut niveau.

Champion d'Afrique en 2024 avec les Éléphants, buteur décisif en finale, Kessié incarne la résilience et l'ambition ivoirienne. Son parcours, entre humilité et grandeur, rappelle qu'au royaume du football moderne, la ténacité peut ouvrir les portes des fortunes les plus éclatantes.

Iñaki Williams (Ghana) : Le lion basque aux racines ghanéennes



Originnaire du Ghana, Iñaki Williams, jeune trentenaire, s'est imposé au fil des années comme l'un des visages les plus constants du championnat espagnol. Fils de parents ghanéens

réfugiés en Espagne, il grandit dans la rigueur et l'abnégation, deux valeurs qu'il transpose naturellement sur les pelouses de San Mamés. Formé à l'Athletic Bilbao, club auquel il demeure fidèle depuis ses débuts professionnels en 2014, l'attaquant ghanéen a dépassé les 400 matches sous le maillot rouge et blanc, un exploit rare dans le football moderne.

Doté d'une vitesse tranchante et d'un sens du but précis, Williams a également marqué l'histoire en disputant plus de 250 rencontres consécutives en Liga, un record d'endurance salué dans toute l'Europe. Son salaire actuel, estimé à 8,2 millions d'euros par mois, soit près de 190 000 euros par jour, illustre la valeur d'un joueur régulier, fiable et décisif. En 2022, il choisit de représenter le Ghana, renouant ainsi avec ses racines et donnant une nouvelle dimension à sa carrière.

Edouard Mendy (Sénégal) : La revanche d'un gardien d'exception



C'est à Montivilliers, un 1er mars 1992, qu'Edouard Mendy commence une aventure que personne n'aurait imaginée aussi triomphale. Passé par le chômage avant de percer tardivement à l'OM, il

gravit les échelons grâce à un travail acharné. Son parcours, qui l'a mené de Cherbourg à Chelsea, prouve la résilience d'un homme que rien ne prédestinait à régner sur les cages du football mondial.

Sacré meilleur gardien UEFA 2021 après la victoire en Ligue des champions avec Chelsea, Mendy a marqué l'histoire du sport africain avant de relever un nouveau défi à Al Ahli FC.

Son transfert, estimé à 19 millions d'euros, s'est accompagné d'un salaire de 11 millions d'euros par an, soit près de 31 000 euros par jour. Une ascension fulgurante pour celui qui, quelques années plus tôt, s'inscrivait à France Travail. Aujourd'hui, Mendy domine l'Asie comme il a dominé l'Europe. Triple champion sur trois continents, le portier sénégalais est devenu plus qu'un gardien, il est un exemple de persévérance, de foi et de grandeur africaine.

Yassine Bounou (Maroc) : Le gardien aux nerfs d'acier et au cœur d'or



Originaire de Montréal, où il voit le jour en 1991 avant de grandir à Casablanca, Yassine Bounou, dit « Bono », illustre le mariage subtil entre rigueur nord-américaine et passion maghrébine. Dès

son plus jeune âge, ses réflexes félin et son calme olympien l'imposent comme un dernier rempart naturel. Formé au Wydad AC, il s'y forge un mental solide avant de s'envoler vers l'Espagne, où il apprend la patience derrière Courtois à l'Atlético Madrid, puis la gloire à Séville, couronnée par deux Ligue Europa héroïques. Tout juste sacré Gardien africain de l'année 2025 lors des CAF Awards, le destin du lion de l'Atlas s'écrit désormais sous d'autres cieux. En août 2023, il rejoint Al Hilal FC pour 21 millions d'euros, avec un contrat de trois ans à près de 9,6 millions d'euros par mois. Un pont d'or mérité pour un gardien au sang-froid légendaire, sacré meilleur portier de la Coupe du monde 2022 après avoir hissé le Maroc dans le dernier carré. Stoïque sur sa ligne, discret hors du terrain, Bounou est devenu plus qu'un joueur. Il concentre en lui humilité et maîtrise. C'est un mur de sérénité à l'image d'un continent en pleine affirmation.

Pierre-Emerick Aubameyang (Gabon) : Le félin aux neuf vies du football africain



C'est à Laval, en 1989, que débute l'épopée de Pierre-Emerick Aubameyang, devenu au fil des années l'un des attaquants les plus explosifs de sa génération. Passé par le Milan AC, il éclot véritablement à Saint Etienne avant d'enflammer la Bundesliga sous les couleurs du Borussia Dortmund,

où sa vitesse supersonique et ses célébrations panthères deviennent légendaires. Sacré footballeur africain de l'année 2015, il laisse une empreinte durable en Allemagne, avec un titre de meilleur buteur à la clé. Son transfert record à Arsenal en 2018 pour 63 millions d'euros consacre son statut d'avant-centre d'élite. En Premier League, il brille par sa régularité et son sens du but, terminant co-meilleur buteur en 2019 aux côtés de Salah et Mané. Après un passage remarqué au Barça, puis un détour à Chelsea, Pierre-Emerick Aubameyang a retrouvé son éclat à l'Olympique de Marseille avant une aventure lucrative à Al Qadsiah, en Arabie saoudite. Avec un contrat valorisé à 4,2 millions d'euros mensuels, le capitaine gabonais prouve qu'il n'a rien perdu de son magnétisme. Globetrotter du football moderne, il incarne la longévité et la détermination africaines.

Mohammed Kudus (Ghana) : La comète ghanéenne qui illumine Tottenham



Originaire d'Accra, où il voit le jour le 2 août 2000, Mohammed Kudus s'impose comme l'un des visages les plus éclatants de la nouvelle génération africaine. Technique, explosif et d'un sang-froid redoutable devant le but, il est formé à la prestigieuse Right to Dream Academy.

Il quitte le Ghana à seulement 17 ans pour rejoindre le FC Nordsjælland au Danemark, où il fait vite des étincelles. Deux saisons plus tard, l'Ajax Amsterdam le recrute pour 9 millions d'euros, flairant en lui un joyau brut. À Amsterdam, Kudus brille par sa vista, son volume de jeu et sa flamboyance lors des grands rendez-vous européens.

Son ascension se poursuit à West Ham United, qui débourse 44,5 millions d'euros pour s'attacher ses services en 2023. Atout offensif majeur, il s'impose comme l'un des milieux les plus créatifs de Premier League avant de rallier Tottenham, où il confirme son statut de star montante du continent.

Avec un salaire de 5,64 millions d'euros mensuels, Kudus incarne à merveille la réussite ghanéenne, fondée sur le travail, le flair et une ambition décomplexée. En sélection, il est la fierté d'Accra et l'image d'une Afrique qui rêve grand.

Serhou Guirassy (Guinée Conakry) : Le buteur guinéen à la cadence d'or



Originaire d'Arles, où il naît le 12 mars 1996 de parents guinéens du Fouta, Serhou Guirassy grandit loin des projecteurs, dans les ruelles de Montargis, où il forge son instinct de buteur. Passé

par les modestes clubs de l'USM Montargis et de la J3 d'Amilly, il gravit les échelons avec patience jusqu'à devenir le plus jeune professionnel de l'histoire du Stade lavallois, à seulement 17 ans. Son parcours n'a rien d'un conte de fées. Échecs, blessures et rebonds successifs entre Lille, Auxerre et Rennes affûtent sa résilience.

C'est en Allemagne, sous le maillot du VfB Stuttgart, que l'avant-centre explose littéralement, inscrivant 13 buts en 7 matchs de Bundesliga. Un record qui le propulse dans une autre dimension. En 2024, il rejoint le Borussia Dortmund, où il poursuit sa moisson de buts à un rythme déconcertant.

Désormais, il touche la somme colossale de 9,4 millions d'euros par mois, soit 183 000 euros par jour. Un pactole à la hauteur de son efficacité et la plus belle des revanches pour ce fils du Fouta qui a transformé chaque épreuve en tremplin vers les sommets.

Noussair Mazraoui (Maroc) : L'intello devenu latéral d'élite



Issu de Leyde, aux Pays-Bas, où il voit le jour dans une famille marocaine originaire de Tétouan, Noussair Mazraoui mêle avec brio rigueur du Nord et fierté du Sud. Enfant appliqué rêvant de plaider au tribunal,

il troque finalement le code civil pour les pelouses d'Amsterdam. À huit ans, il rejoint l'Ajax, où sa ténacité triomphe des doutes. Autrefois remplaçant hésitant, il devient l'une des figures du football intelligent, alliant lecture de jeu, précision technique et sang-froid à toute épreuve.

Son parcours, forgé dans la persévérance, le mène du Jong Ajax aux demi-finales de Ligue des champions avant de séduire le Bayern Munich, puis Manchester United. Aujourd'hui, le latéral droit marocain évolue à Old Trafford, où il s'impose par son calme et sa justesse. Avec un contrat de 8,43 millions d'euros par mois, soit 164 000 euros par jour, Mazraoui appartient au cercle très fermé des footballeurs africains les mieux rémunérés. Une ascension spectaculaire pour celui qui rêvait d'une robe d'avocat et s'est finalement offert la toge rouge de Manchester.

Sébastien Haller (Côte d'Ivoire) : Le phénix ivoirien de retour à Utrecht



Originaire de Ris Orangis, en région parisienne, où il naît le 22 juin 1994 d'un père français et d'une mère ivoirienne, Sébastien Haller grandit

loin des paillettes du football professionnel. Formé à l'AJ Auxerre, il s'affirme très tôt comme un attaquant complet, entre puissance et élégance. Après des passages remarqués à Utrecht, Francfort, West Ham et surtout à l'Ajax Amsterdam, où il signe un quadruplé historique en Ligue des champions, Haller rejoint le Borussia Dortmund pour 31 millions d'euros.

Son combat victorieux contre le cancer, suivi d'un retour triomphal, fait de lui une figure de résilience. En 2024, il conduit la Côte d'Ivoire au sacre continental en inscrivant le but du titre.

Prêté à Utrecht lors de la seconde partie de saison, il y retrouve le goût du jeu et la ferveur du public. À 31 ans, il s'y engage jusqu'en 2026 pour 475 000 euros par mois, une récompense méritée pour ce champion revenu des ténèbres et fidèle à ses racines.

Abdoulaye Doucouré (Mali) : Du bitume des Mureaux aux mirages de Neom



Agé de 32 ans, Abdoulaye Doucouré est né à Meulan et a grandi aux Mureaux, dans une fratrie malienne où la discipline tenait lieu

d'héritage. Repéré très jeune, il rejoint Rennes à 14 ans, monte en puissance malgré deux graves blessures et finit par asseoir sa sérénité au milieu du terrain.

Après quatre saisons pleines à Watford, il s'impose à Everton, où ses performances contre les géants de Premier League le propulsent parmi les milieux africains les plus cotés du Royaume. Sa rémunération atteint alors près de 8 millions d'euros par an, confirmant une valorisation financière à la hauteur de son endurance. Libre en 2024, Doucouré quitte les Toffees pour l'Arabie saoudite après des négociations avortées sur une revalorisation proche de 9,5 millions d'euros annuels. Courtisé par plusieurs clubs du Golfe, il s'engage finalement avec Neom SC, projet phare dirigé par Christophe Galtier.

Estimé à 12 millions d'euros sur le marché, l'international malien rejoint ainsi la Saudi Pro League, où il mêle expérience européenne et ambition décomplexée.

Idrissa Gana Gueye (Sénégal) : Lélégance du labeur



Formé sur les terres sablonneuses de Mbour, Idrissa Gana Gueye appartient à cette lignée d'artisans du jeu que le Sénégal façonne avec rigueur. Passé

par Génération Foot, la pépinière qui a révélé Sadio Mané, il rejoint très jeune la France et s'impose au Lille OSC avant de devenir l'un des milieux défensifs les plus réguliers d'Europe.

De la Ligue 1 à la Premier League, Gueye construit sa légende à la sueur du front à Aston Villa, Everton, puis au PSG, où il décroche une série de trophées avant de retrouver les Toffees en 2022. Champion d'Afrique 2021 avec le Sénégal, il incarne le mariage rare entre humilité et précision tactique.

À 35 ans, le milieu sénégalais reste un repère de discipline et d'intelligence de jeu. Sous contrat avec Everton jusqu'en 2025, il est rémunéré à hauteur de 6,2 millions d'euros par an, soit 120 000 euros par semaine. Sa valeur marchande estimée à 4 millions d'euros prouve que le talent, parfois, vieillit avec grâce.

Brahim Diaz (Maroc) : Le virtuose aux deux drapeaux



Brahim Diaz naît à Malaga en 1999 et grandit dans une famille où le ballon rond tient lieu de seconde langue. Son père, d'origine marocaine, et sa mère, andalouse, nourrissent dès l'enfance sa

passion pour le jeu. Sur les terrains poussiéreux de Dos Hermanas, le jeune prodige se distingue par une maîtrise technique rare avant d'être repéré par le CD Tiro Pichon, puis par Manchester City, qui l'arrache à l'Espagne à seulement 14 ans.

Son sens du dribble et sa vision du jeu le propulsent ensuite au Real Madrid, puis à l'AC Milan, où il affine son talent et sa maturité tactique. Entre l'Espagne et le Maroc, le cœur du milieu offensif a longtemps balancé avant qu'il n'endosse finalement le maillot des Lions de l'Atlas.

Aujourd'hui évalué à 25 millions d'euros, Brahim Diaz perçoit un salaire annuel de 7,29 millions d'euros à Milan. Une récompense à la hauteur d'un talent précoce devenu pièce maîtresse du dispositif rossonero, preuve qu'entre deux cultures, il a su tracer sa propre voie dorée.

Ismaël Bennacer (Algérie) : L'architecte du jeu à l'accent du Sud



Né à Arles en 1997, Ismaël Bennacer a grandi entre mistral et passion, le ballon pour boussole. Formé à Arles-Avignon et révélé à Empoli, il

s'impose rapidement comme l'un des milieux les plus scintillants de sa génération. Chef d'orchestre au pied sûr, Bennacer marie la rigueur tactique italienne à l'instinct fougueux des Fennecs.

Sous contrat avec l'AC Milan jusqu'en 2027, il perçoit un salaire annuel de 7,04 millions d'euros, soit plus de 4,5 milliards de FCFA, et présente une valeur marchande estimée à 15 millions d'euros. Des chiffres à la hauteur de son influence sur le jeu lombard.

Mais le maestro algérien a changé de tempo : prêté au Dinamo Zagreb, il entame une nouvelle partition en Croatie, où son sens du rythme et sa précision promettent d'illuminer les pelouses balkaniques. Courtisé par l'OM, Bennacer a préféré la stabilité et le défi sportif. Un choix de stratège pour celui qui, à chaque passe, compose un football d'équilibre et d'élégance.

Samuel Eto'o (Cameroun) : Le lion qui vaut de l'or



Fils de Nkon, formé à la Kadji Sports Academy, Samuel Eto'o, 44 ans, a bâti l'une des plus impressionnantes fortunes du football africain.

À Barcelone, où il règne entre 2004 et 2009, le Camerounais perçoit déjà plus de cinq millions d'euros par saison. Une somme colossale pour l'époque, à la hauteur de son influence sur la pelouse du Camp Nou. Avec ses buts décisifs et son tempérament incandescent, il devient le moteur du Barça de Rijkaard, puis de Guardiola, avant d'offrir à l'Inter Milan un triplé historique en 2010.

Mais c'est en Russie que le lion entre définitivement dans la légende financière. Son contrat à l'Anzhi Makhachkala, signé en 2011, fait de lui le joueur le mieux payé de la planète, avec plus de 20 millions d'euros par an. Une somme astronomique qui récompense un talent rare et un flair devant le but sans égal.

De Nkon à Moscou, Eto'o aura prouvé qu'au royaume du football, certains rois ne se contentent pas de marquer des buts. Ils redéfinissent la valeur du talent.

Didier Drogba (Côte d'Ivoire) : L'éléphant d'or du football mondial



Né à Abidjan et élevé entre la Côte d'Ivoire et la France, Didier Drogba, 47 ans, n'a pas seulement transpercé les filets, il a marqué son époque.

Passé par Le Mans et Guingamp, il explose à Marseille lors de la saison 2003-2004 avec 32 buts, un charisme incandescent et un transfert retentissant à Chelsea pour 37,5 millions d'euros, somme record pour un joueur africain à l'époque. À Londres, il devient la tour de contrôle offensive de José Mourinho, enchaînant les titres et les buts décisifs.

Son contrat avec les Blues, estimé à 8,5 millions d'euros par an, le propulse parmi les joueurs les mieux rémunérés du monde. Et lorsqu'il quitte l'Europe pour la Chine, au Shanghai Shenhua, en 2012, il franchit un nouveau cap avec 12 millions d'euros annuels, un chiffre digne des superstars planétaires.

Puissance, élégance, instinct de tueur, Drogba restera l'emblème d'un football africain conquérant, capable de se hisser au sommet des plus grands marchés du sport.

Yaya Touré (Côte d'Ivoire) : Le maestro des pelouses d'Europe



Yaya Touré voit le jour le 13 mai 1983 à Bouaké, en Côte d'Ivoire. Très tôt, il s'impose comme un milieu de terrain d'exception, alliant puissance,

technique et vision de jeu. Formé à l'Asec Mimosas, il traverse l'Europe en gravissant les échelons, d'Olympiakos à Manchester City, en passant par Monaco et Barcelone. À chaque étape, son talent se transforme en valeur marchande. Au Barça, il percevait environ 4 millions d'euros annuels, tandis qu'à City son contrat atteignait 10 millions d'euros par an, un pactole inédit pour un joueur du continent à l'époque.

Champion de la Liga et de la Ligue des champions avec Barcelone, quadruple champion de Premier League avec City, Yaya Touré a également conduit la Côte d'Ivoire à la victoire lors de la CAN 2015.

Aujourd'hui, son aura dépasse les chiffres. Stratège sur le terrain et leader naturel, il incarne une génération dorée du football africain, capable de transformer un contrat en œuvre maîtrisée et un match en leçon de puissance.

Michael Essien (Ghana) : Le « Bison doré » du Ghana



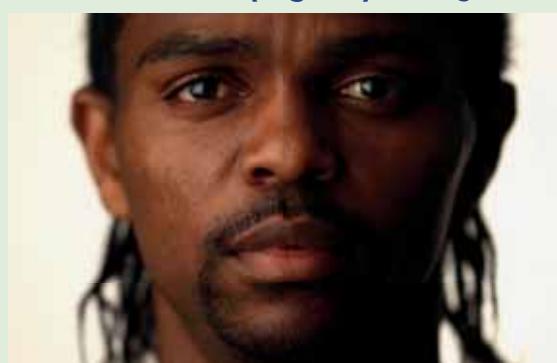
Avant d'être une légende à Stamford Bridge, Michael Essien, né en 1982, a grandi dans le tumulte des terrains poussiéreux d'Accra avant de s'envoler vers la France, au SC Bastia, où il se forge

une réputation de milieu infatigable. Transféré à l'Olympique Lyonnais, il s'impose comme la sentinelle des grands soirs et séduit José Mourinho. En 2005, Chelsea débourse 38 millions d'euros, un pactole inédit pour un joueur du continent à cette époque, et lui offre un contrat annuel de 7 millions d'euros, digne des cadors européens.

Puissant, technique et doté d'une frappe foudroyante, Essien devient le cœur de la machine londonienne, remportant la Premier League et la Ligue des champions. Son aura dépasse le terrain, il incarne la figure d'un continent qui s'impose dans les compétitions les plus prestigieuses.

De Bastia à Londres, en passant par Madrid et Milan, le Ghanéen s'est forgé une carrière en acier trempé, celle d'un joueur dont la valeur, humaine et sportive, se mesure autant en trophées qu'en zéros sur le chèque.

Nwankwo Kanu (Nigeria) : L'élégance et l'or du Nigeria



Natif d'Owerri, Nwankwo Kanu, presque cinquantenaire, incarne l'une des figures les plus marquantes de la grâce du football africain des années 1990. Révélé à l'Ajax Amsterdam,

il conquiert l'Europe grâce à sa technique soyeuse et à son flair de buteur. À seulement 19 ans, il soulève la Ligue des champions avant de rejoindre Milan, puis Arsenal, où Arsène Wenger fait de lui un joyau de l'attaque londonienne. Chez les Gunners, sa rémunération annuelle avoisine 2,5 millions d'euros, un montant exceptionnel pour un joueur africain de sa génération, assorti d'un contrat Nike qui renforce son statut d'icône. Malgré des problèmes cardiaques qui ont failli briser son destin, Kanu renaît, soulève la FA Cup avec Portsmouth et devient le visage d'un football talentueux et résilient.

Son élégance balle au pied, son intelligence de jeu et son humilité ont fait de lui un pionnier, l'un des premiers à démontrer que le talent africain pouvait valoir de l'or sur les pelouses européennes, bien avant que les contrats pharaoniques ne deviennent la norme.



Football Féminin

Une nouvelle dynamique en marche

Dans la composition de l'équipe type de l'édition 2024, on compte sept nationalités parmi les joueuses retenues, preuve de la richesse du football féminin sur le continent. Les statistiques de la dernière CAN féminine, organisée au Maroc, sont encore plus éloquentes : 66 buts inscrits en 26 rencontres, soit une moyenne de 2,54 buts par match, en nette progression par rapport aux 2,25 de l'édition précédente.

► Par Oussouf DIAGOLA

Véritablement, le football féminin en Afrique connaît une dynamique sans précédent, marquée par une structuration progressive, des investissements accrus et un intérêt grandissant. La première Coupe d'Afrique des Nations féminine officielle n'a été organisée qu'en 1998, soit quarante ans après la première CAN masculine. Si des obstacles culturels, infrastructurels et financiers freinent encore son plein essor, les opportunités économiques et le potentiel de

croissance dessinent un avenir prometteur pour la discipline. La Confédération Africaine de Football (CAF), moteur de la structuration du football féminin sur le continent, a décidé d'élargir la CAN féminine à 12 équipes et, surtout, a lancé en 2021 la Ligue des champions féminine de la CAF, témoignant de cette volonté de professionnalisation. « Cette nouvelle compétition interclubs offre une plateforme de visibilité et de compétition de haut niveau indispensable au développement des joueuses et des équipes

», déclare Justin Madugu, le sélectionneur du Nigeria.

Les pionnières

Au niveau national, les fédérations emboîtent le pas avec plus ou moins de célérité. Des pays comme le Maroc font figure de pionniers avec le lancement d'un championnat professionnel dès 2020, garantissant des salaires minimums aux joueuses et stimulant les investissements dans les clubs. D'autres nations structurantes, comme le Nigeria, l'Afrique du Sud ou le Ghana, disposent de championnats

établis qui alimentent leurs sélections performantes sur la scène continentale et mondiale. Le développement du football féminin africain est soutenu par des investissements significatifs des instances internationales. Le programme FIFA Forward a apporté une contribution majeure à la transformation du paysage du football africain : 118,7 millions de dollars, le plus important domaine d'investissement, ont été utilisés pour améliorer les infrastructures. Pas moins de 144 projets ont été réalisés et 94 nouveaux sites aménagés. Le potentiel de croissance du football féminin s'est illustré à travers plus de 10 000 filles et femmes ayant bénéficié de certaines des 36 compétitions lancées. Par ailleurs, la CAF a substantiellement augmenté les dotations de ses compétitions féminines : le vainqueur de la CAN féminine perçoit désormais un million de dollars. Cependant, le financement demeure un enjeu majeur. La dépendance aux subventions des instances et le manque d'investissements privés ou de sponsoring local limitent encore la croissance et la professionnalisation des ligues et des clubs.

L'émergence d'académies féminines

La formation des jeunes talents constitue un pilier essentiel du développement. Si les académies exclusivement féminines restent rares, de plus en plus de structures de formation, à l'image de la Right to Dream Academy au Ghana ou de la Lead Academy présente au Liberia et au Maroc, intègrent des sections féminines, offrant ainsi un cadre propice à l'élosion des futures stars du continent. La FIFA a également inauguré sa première Académie des talents en Afrique, en Mauritanie, un projet appelé à bénéficier

directement au football féminin. Malgré ces avancées notables, le football féminin africain fait face à des défis de taille. Dans de nombreuses sociétés, les stéréotypes de genre et les normes sociales continuent de considérer le football comme un sport masculin, freinant la pratique des jeunes filles et le soutien familial. Le manque de terrains de qualité, de vestiaires

adaptés et d'équipements sportifs constitue également un obstacle majeur au développement de la discipline à tous les niveaux. En dehors des grandes compétitions continentales, la couverture médiatique demeure faible, limitant à la fois l'engouement du public et l'intérêt des sponsors.

Gardienne : Chiamaka Ndozie (Nigeria)

Défenseures : Michelle Alozie (Nigeria), Bambanani Mbane (Afrique du Sud), Portia Boakye (Ghana), Karabo Dlamini (Afrique du Sud)

Milieux : Ghizlane Chebbak (Maroc), Refiloe Jane (Afrique du Sud), Grace Asantewaa (Ghana)

Attaquantes : Esther Okoronkwo (Nigeria), Ibtissam Jraidi (Maroc), Rasheedat Ajibade (Nigeria)

Entraîneur de l'année : Justin Madugu (Nigeria)

Remplaçantes :

Chloé Yamina N'Gazi (Algérie)
Osinachi Ohale (Nigeria)
Hanane Aït El Haj (Maroc)
Jennifer Echegini (Nigeria)
Saana MSSoudy (Maroc)
Barbra Banda (Zambie)
Racheal Kundananji (Zambie)
Nguenar Ndiaye (Sénégal)
Chantelle Boye-Hlorkah (Ghana)





Centrafrique

La dépendance au congelé inquiète

Face à la rareté et au coût exorbitant de la viande de bœuf, conséquence directe de l'insécurité qui ronge la République centrafricaine, les familles se tournent massivement vers les produits congelés. Une alternative économique, certes, mais dont la qualité suscite de vives inquiétudes.

► Par Landry Ulrich NGUÉMA-NGOKPÉLÉ

A Bangui, le constat est sans appel : la viande de bœuf, jadis pilier des repas familiaux, est devenue un produit de luxe. Le fameux « bœuf au coco », plat emblématique des Centrafricains, se fait désormais rare. La crise sécuritaire a décimé les troupeaux

des bergers peuls, victimes de pillages et d'enlèvements. Beaucoup ont fui ou se sont reconvertis dans l'agriculture ou la pêche, abandonnant les zones d'élevage. Résultat : le bétail se raréfie et les prix s'envolent. Un bœuf qui se négociait autour de 200 000 FCFA dans les années 1990 dépasse aujourd'hui le

million. Le kilogramme, autrefois vendu 500 FCFA, s'affiche désormais à 3 000 FCFA. Une flambée qui transforme la viande en produit quasi inaccessible. Pour les familles modestes, l'heure est à la débrouille : légumes, poissons, poulets, dindons et crevettes congelés s'imposent désormais dans les assiettes.



Un repas par jour, par nécessité
« Les Centrafricains ne prennent plus qu'un comprimé par jour », plaisantent amèrement certains habitants de Bangui pour désigner leur unique repas quotidien. Une réalité bien éloignée des promesses d'autrefois. En effet, sous

l'ancien régime, un ministre de l'Agriculture assurait que « chaque Centrafricain mangerait trois fois par jour ». Aujourd'hui, cette prophétie fait sourire tant elle contraste avec la précarité alimentaire qui s'est installée. Les produits congelés ont ainsi envahi les étals et les cuisines. Poissons, volailles et fruits de mer importés deviennent la norme. Mais derrière cette solution de substitution se cache une réalité préoccupante : la qualité de ces denrées est souvent compromise. Après de longs mois passés en mer, les cargaisons accostent au port de Douala avant d'être acheminées vers Bangui, dans des conditions de conservation parfois approximatives. La chaîne du froid est fréquemment rompue, altérant la fraîcheur des produits. Sur les marchés, il n'est pas rare de trouver des denrées en voie de décomposition, vendues à bas prix et consommées sans véritable contrôle sanitaire. Ce commerce florissant, alimenté par des importateurs et des intermédiaires peu scrupuleux,

prospère sous le regard parfois indifférent de certaines autorités.

Un enjeu de souveraineté alimentaire

La crise de la viande ne s'explique pas seulement par la pénurie de bétail. Elle interroge plus largement la capacité du pays à assurer sa propre sécurité alimentaire. Ironie du sort : sur ce même territoire, les troupeaux tchadiens, camerounais ou soudanais paissent depuis des générations. La République centrafricaine, dotée de terres fertiles et d'une biodiversité exceptionnelle, dispose pourtant de tous les atouts nécessaires pour relancer son élevage. Il suffirait d'une volonté politique affirmée et d'un engagement collectif pour restaurer la production locale, soutenir l'agropastoralisme et réduire la dépendance aux importations. Car au fond, la solution ne se trouve pas dans les conteneurs frigorifiques venus d'ailleurs. Elle repose sur la terre, la main et la volonté des Centrafricains eux-mêmes.





▶ Par Noël YAO

Une bonne gouvernance démocratique pour une bonne gouvernance économique...

Autant un vieil oncle de mon petit village à l'est de la Côte d'Ivoire osa, un jour, me poser la curieuse et surprenante question « À quand la fin des indépendances africaines ? », autant un autre me fit l'interrogation, après les élections présidentielles récentes au Cameroun et en Côte d'Ivoire : « À quand la fin de la démocratie en Afrique ? ». Ces deux préoccupations sont consécutives aux virulentes contestations, suivies ou non de violences meurtrières, dans ces deux pays phares de l'Afrique francophone. Au Cameroun, certaines sources ont fait état de plus de 70 morts, tandis que pour la Côte d'Ivoire, le chiffre de 23 morts est avancé. Cette situation fait naître une série d'interrogations : sur notre continent, l'élection serait-elle devenue un recul de la démocratie ? Est-elle toujours une « fête » ou une célébration de celle-ci en tant qu'apogée de l'expression de la souveraineté populaire ? Ces questions se posent quand on sait qu'en Côte d'Ivoire, par exemple, chaque crise préélectorale ou postélectorale engendre presque toujours, depuis 2000, un nombre important de morts, sans compter les innombrables dégâts matériels et humains qui obèrent le développement et la croissance pourtant appréciée du pays.

Au Cameroun, le triste constat est le même depuis au moins 1992, avec l'inoubliable combat mortel entre le même président Paul Biya et son opposant historique, feu le patriarche John Fru Ndi (Front social démocratique). Là aussi, les morts se comptent par centaines, si ce n'est par milliers, auxquels il faut ajouter les victimes de la triste et douloureuse tentative de coup d'État du 6 avril 1984. En un mot comme en cent, l'Afrique noire, surtout franco-phone, a un gros problème avec la démocratie, ou du moins avec l'expression plurielle et la bonne gouvernance démocratique. Or celle-ci va, ou devrait aller, de pair avec la bonne gouvernance économique et sociale de nos États. Alors, face à ce que certains qualifient déjà de « démocratie de la mort », « la mort de la démocratie » ou encore « la défaite de la démocratie », en lieu et place de la « fête de la démocratie » pluraliste et électorale, que faire pour respecter le choix libre et souverain du peuple, lui-même aussi souverain ? Il y a du chemin, à coup sûr, en commençant par une éducation progressive et patiente de tous les acteurs aux principes, vertus et bienfaits de la démocratie, en tant que moteur de la libération des opinions, des énergies, des esprits, et surtout de la participation citoyenne à la construction de la Cité. Les

élites africaines doivent prendre le « lead » pour s'approprier un débat franc, courageux et intellectuellement honnête sur les causes réelles de ce qu'un collègue a opportunément appelé « la démocratie buissonnière », afin d'en cerner les causes, les raisons et les solutions. À l'écoute des masses populaires et laborieuses, nos intellectuels africains devraient donc aller au-delà des affirmations hâtives, telles que celle de Jacques Chirac en 1990 disant que « les africains ne sont pas prêts pour la démocratie. » Faut-il remonter à nos systèmes sociopolitiques précoloniaux ou interroger notre interprétation cosmogonique, notamment la relation ou l'interaction entre le groupe social et l'individu pris isolément ? Il y a du travail. Il y a de la réflexion. En attendant, la bonne foi et un dialogue franc, sincère et fraternel devraient absolument être de mise pour chaque consultation électorale en Afrique noire, surtout au sud du Sahara, notamment dans les pays anciennement colonisés par la France. Celle-ci, faut-il le rappeler, pratiquait « l'administration directe » contrairement à « l'indirect rule » de la colonisation britannique. Est-ce la raison majeure de cette nuance démocratique et électorale entre francophones et anglophones ? Rien n'est moins sûr.



Une Référence Internationale



UN HUB PORT EN AFRIQUE



E-mail: info@paa.ci - Site Web: www.portabidjan.ci - Facebook: [portabidjan](https://www.facebook.com/portabidjan)





JUSQU'À
140%
BONUS OFFERT*

RENTRE BOULÉ AVEC
BONUS
COMBINÉ



Rendez-vous sur www.sportcash.net et dans tous les points de vente SPORTCASH

* Voir les conditions sur le site www.sportcash.net



SportCash Officiel
www.sportcash.net
www.lonacionline.cl
① 9900

ON A TOUS
UNE BONNE
RAISON DE JOUER

LONACI
LOTERIE NATIONALE DE CÔTE D'IVOIRE